

# LE PAIN ET LA MONNAIE

Pierre Persat

*Ceci fut écrit dans les années 1979-1981 où les théories économiques les plus bétonnées de certitudes mises obstinément en application par les gouvernants de l'époque n'aboutissaient qu'à provoquer un accroissement des chutes d'entreprises sans pour autant freiner l'inflation qui à leur grand dépit atteignait des records. La réalité économique ne voulait pas obéir à leurs théories, d'où leur colère. Pour y comprendre quelque chose, il fallait tout reprendre à zéro, revoir clairement ce qu'est la monnaie, comment elle naît, comment elle fonctionne, comment elle réagit aux fluctuations des échanges, comment on asphyxie l'activité d'une économie si on l'empêche de jouer son rôle. Tel fut le but de ce petit livre. Aujourd'hui nous sommes dans une économie européenne mais tout ce que nous disons pour le franc vaut aussi pour l'euro et si les mêmes erreurs se renouvellent, les effets en seront les mêmes, en beaucoup plus grand. Voir nombre d'articles dans la série "Reliance" sur le site [persat.free.fr](http://persat.free.fr).*

---

Un explorateur stellaire débarque en France pour un premier contact avec les habitants de notre planète et se trouve fort intrigué lorsqu'il apprend que notre pays compte trois millions de chômeurs.

- Trois millions de chômeurs, qu'entendez-vous par là ?

- Trois millions de personnes qui désirent travailler parce qu'elles ont besoin de travailler et qui ne trouvent pas de travail.

- Comment ? Il n'y a pas de travail à faire chez vous ?

- Pas de travail à faire ? Nous avons des centaines de milliers de logements à construire et la plupart des anciens sont à restaurer. Nos écoles manquent d'enseignants et notre pays naguère en tête de la découverte scientifique n'a plus assez de chercheurs. Nos hôpitaux sont insuffisants et souvent vétustes. La moitié de nos usines ont un sérieux retard à rattraper. Nous manquons de sources d'énergie propres. Il faut en trouver sans retard de nouvelles. Nos moyens de transport s'engorgent périodiquement et le tiers de nos véhicules serait bon pour la casse. Notre administration est si archaïque et connaît un tel embouteillage qu'elle devrait être refondue entièrement. Beaucoup de nos semblables ne peuvent encore prendre de vacances. Nous aurions besoin de spectacles meilleurs, de détente plus riches pour vivre davantage par nous-mêmes au lieu d'être vécus par les procédés audiovisuels... Et tout à l'avenant. On pourrait parler pendant des heures pour dire tout le travail qu'il y aurait à faire rien que chez nous.

- Mais alors vos trois millions de chômeurs...

- C'est un mystère. Nos autorités elles-mêmes n'y comprennent rien. Dans les autres pays, c'est pareil. Et avec ça, plus de la moitié des habitants de la Terre n'ont pas suffisamment à manger, encore moins à se vêtir et à se loger, encore moins à se soigner et à s'instruire. Leur dénuement est tel qu'il faudrait que tous les pays travaillent sans relâche avec eux pour les aider à s'en sortir. Et dire que chez nous, notre agriculture périclité alors qu'elle n'aurait pas assez de tous ses bras pour leur fournir tout ce que notre sol est capable de produire.

Non, le travail ne manque pas. Il y en a pour tous, partout, de toutes les sortes et pour longtemps. Et quand bien même nous aurions atteint le niveau des mieux lotis d'entre nous, il nous resterait à

organiser le monde car nous sommes encore divisés en nations qui risquent de se faire une guerre nucléaire qui nous anéantirait tous.

- Donc, dans l'état où vous êtes, avec déjà tout le travail que vous avez à faire simplement pour assurer votre survie, vous réalisez le tour de force de ne pas savoir que faire, si je comprends bien, de dizaines de millions de chômeurs ?

- Ben oui.

Et notre explorateur reprend aussitôt le chemin de l'espace en lançant le message :

- Planète habitée par des cinglés. Stade : énergie nucléaire. A classer zone dangereuse.

Il faut avouer qu'il n'aurait pas tellement tort.

Effectivement, les besoins des hommes sont sans limite et le travail à faire sans limite.

Alors pourquoi ce paradoxe incompréhensible : une foule de gens qui cherchent du travail et sont capables de le faire en face d'un travail illimité et qu'ils ne peuvent pas faire ?

- C'est la faute à la crise, répondent beaucoup.

- Oui, mais pourquoi souffrons-nous de la crise ?

- Parce qu'elle est mondiale ?

- Pourquoi la crise est-elle mondiale ?

Comme si on répondait à la question : pourquoi le mal de la drogue sévit-il chez nous ? par la réponse : parce qu'il sévit chez les autres. Etendre une question n'est pas la résoudre.

On nous avait répondu à l'époque que c'était la faute au pétrole.

Mais aujourd'hui plus personne n'est dupe. Si l'augmentation du prix du pétrole était une réalité, vouloir en faire la cause originelle de tous nos maux était un abus de confiance. Le prix du pétrole, quelle explication facile pour justifier l'inflation et le chômage !

Nous remarquons, nous, naïvement, que lorsqu'un produit est cher, la solution pour se le procurer n'est pas de se croiser les bras mais de travailler davantage.

D'autres nous répondaient : c'est à cause de la machine. La machine supprime des emplois. L'électronique permet même de se passer des cerveaux.

Explication ancienne et qui a encore la vie dure.

Parce que, comme trop souvent, on a la paresse de s'arrêter au premier stade du raisonnement.

Une rotative accomplit en quelques heures un travail qui exigerait un millier d'ouvriers travaillant sur les anciennes presses. Exact. Mais si la rotative n'existait pas, il n'y aurait pas le journal et donc pas un seul ouvrier pour le faire.

Le rôle de la machine est de libérer des travailleurs pour d'autres tâches. En accroissant la productivité, elle abaisse les prix, permet d'acheter des produits auparavant inaccessibles, développe l'économie qui alors demande d'autres bras et d'autres cerveaux pour poursuivre sa progression.

Sans la machine pas de chemins de fer, pas d'automobiles, pas d'avions, pas d'usines pour les faire. Nous n'aurions pas même ce confort ménager qui nous semble si naturel. Comment la France actuelle de cinquante neuf millions d'habitants pourrait-elle vivre sur les ressources du XVIII siècle ?

La machine permet de faire davantage de travail et le travail à faire est illimité.

Si elle engendre le chômage, si elle engendre la misère au lieu de la prospérité, ce n'est pas sa faute à elle mais à ceux qui gèrent son utilisation. C'est donc que quelque chose ne fonctionne pas dans l'économie.

Mais quoi ? Voilà ce que nous voudrions bien comprendre.

Un autre argument : nous ne pouvons pas fabriquer aux prix de revient d'autres pays où la main-d'œuvre est mal payée et où les avantages sociaux sont inexistantes. Ils nous inondent de produits à bon marché au détriment de ceux que nous fabriquons.

Oui, mais alors, ce défi, à nous de le relever. Faisons travailler nos cerveaux pour améliorer la productivité, nos bras pour soutenir la concurrence. Appliquons des mesures intelligentes... Mais en tous cas la solution n'est certainement pas de rester immobile en se croisant les bras.

Ainsi on a beau tourner et retourner le problème. On se trouve en face de ce paradoxe : tant que l'humanité vivra et poursuivra son évolution, le travail à faire n'aura pas de limite dans aucun pays et à quelque niveau économique qu'il appartienne. Or nous avons en France trois millions de personnes qui désirent travailler et ne trouvent pas de travail à faire alors que celui-ci est illimité.

Si nous allons chercher des explications dans les discours de nos hommes politiques, aussi éloquentes soient-ils, si nous allons nous plonger dans les explications savantes de nos économistes qui nous en imposent par leurs chiffres, leurs statistiques, leurs formules mathématiques, leurs théories brillantes et qui pourtant souvent se contredisent, nous ne faisons que nous y perdre et finalement nous fermons radios, livres et journaux en constatant que nous ne sommes pas plus avancés qu'avant.

On pourrait s'en tenir là et se contenter de subir la crise comme une fatalité, une sorte de volonté des dieux contre laquelle il serait vain de s'insurger. Il en est qui nous prêchent cette résignation.

Nous ne sommes pas de cet avis.

Quand les théories ne rendent plus compte de la réalité, le moment est venu de les mettre à l'écart et de reprendre tout à zéro.

Nous allons donc repartir, humblement, de la base même, de ce niveau d'observation qui ne comporte encore ni chiffres, ni calculs savants, ni théories, de ces faits élémentaires, accessibles à tous, sur lesquels s'édifient les systèmes les plus élaborés et dont l'oubli progressif finit par rendre ces systèmes totalement stériles.

Après tout la situation est assez grave pour justifier toutes les recherches.

\* \* \* \* \*

Il apparaît tout de suite évident qu'on ne pourra s'expliquer le phénomène du chômage que dans la mesure où l'on comprendra comment fonctionne l'économie.

Pour aborder ce domaine si complexe en reprenant tout à zéro, le moyen le plus logique est de commencer par examiner le cas le plus simple. Lorsque celui-ci sera bien compris - s'il l'est -, on pourra passer au degré immédiatement supérieur et ainsi de suite.

Nous n'inventons rien. Un certain Descartes avait déjà dit qu'il fallait procéder de la sorte.

Prenons donc le cas d'un homme tout seul dans une île isolée du reste du monde et regardons-le vivre.

Cet homme est-il menacé du chômage ?

La question fait rire.

Notre homme devra d'abord pourvoir à sa nourriture de la façon la plus élémentaire : cueillir, pêcher, chasser, allumer du feu, pour ses besoins immédiats. Il n'aura pas le temps de s'ennuyer.

Il devra pourvoir également à son habitation. Sa simple hutte du départ, il n'aura de cesse de la perfectionner jusqu'au jour où il se mettra à choisir des pierres pour se bâtir une maison.

Cette maison, il faudra sans cesse à son tour l'améliorer pour qu'elle devienne de plus en plus confortable.

Il se mettra également à cultiver la terre pour ses besoins à terme, défricher, labourer, semer, récolter. Et tant qu'il restera dans l'île et en bonne santé, il ne se trouvera à aucun moment sans travail. Pas la peine d'insister.

Prenons maintenant le cas où se trouve dans l'île non pas une seule personne mais toute une famille.

Le problème restera le même mais d'une dimension supérieure.

Au lieu d'être assumées par un seul, les tâches vont se partager. L'un ira à la chasse. L'autre cultivera la terre. Le troisième ira pêcher. Les femmes prendront soin des enfants et de la maison. Ils

amélioreront leur habitat, leur mode de vie et ils consacreront une partie de leur activité à des travaux artistiques ou à des cérémonies religieuses et, si le cœur leur en dit, ils pourront même élever un monument au souvenir de leurs ancêtres.

La vie d'une microcité se développera et on ne voit pas comment, à quelque moment que ce soit, les membres de cette famille seraient condamnés à ce paradoxe : vouloir travailler et n'avoir pas de travail à faire.

Remarquons au passage, si cela peut nous servir par la suite, que dans une famille tous les membres sont solidaires et que tous les biens sont en commun.

Passons à un troisième cas. L'île est grande. Au lieu d'une famille, elle en porte cent.

Bien entendu chacune pourrait s'organiser pour se procurer elle-même tout ce dont elle a besoin. Mais ce cas ne se produira jamais. Pourquoi ?

Parce que chacune aura un avantage à se spécialiser.

Par le fait des circonstances d'abord.

Celle qui se trouve au bord de la mer pourra fournir aisément des poissons. Celle qui se trouve dans la plaine aura intérêt à se consacrer à la culture. Celle qui se trouve dans la montagne se procurera plus aisément que les autres du bois et de la pierre et se consacrera à l'activité du bâtiment. Et ainsi de suite.

Par le fait de l'expérience ensuite.

Le père de famille seul dans son île est obligé de tout faire. Il doit être, lui ou sa ou ses femmes, à la fois pêcheur, chasseur, agriculteur, tanneur, tisseur, boulanger, maçon, menuisier, potier, éducateur, médecin au besoin... Quand il y aura des familles, puis des tribus, on constatera bien vite que celui qui ne fait que des briques par exemple acquerrait un coup de main et s'inventait des dispositifs de moins en moins rudimentaires lui permettant de faire cent briques là où dans le même temps et par le même travail un autre en fabriquait dix ou même seulement une. Chacun se spécialisant dans sa partie, tout le monde y gagnait à la condition que chacun profite du travail des autres grâce à l'échange équitable de son travail avec celui des autres.

Ce sera la naissance des métiers dont la raison d'être est un meilleur travail et une plus grande productivité.

Une société naîtra donc sous une forme économique caractérisée par la complémentarité des familles parce qu'elles auront besoin les unes des autres.

Entre celles-ci s'établira d'abord l'économie la plus simple qui soit : celle du troc.

- Donne-moi un pain. Je te donne un poisson.

Et on échange un pain contre un poisson.

- J'ai besoin d'une charge de bois.

- Et moi d'une corbeille de fruits.

Et on échange du bois contre des fruits.

Mais là une question se pose : faut-il échanger un pain contre un ou deux poissons ? Ou un poisson contre un ou deux pains ? Sur quelle base, sur quelle parité va donc se fonder l'échange ? Autrement dit quel va être le cours du poisson évalué en pain ?

Ce cours dépendra d'un certain nombre de facteurs agissant dans des sens différents et avec des forces différentes.

Si la pêche est abondante et la récolte parcimonieuse, on trouvera sur le marché une quantité de poissons et peu de pains. Tout naturellement les pêcheurs pour avoir du pain seront amenés à proposer plus de poissons.

La situation peut être inverse. Les cours fluctueront donc selon la productivité de la nature et des hommes.

Dans un marché suffisamment étendu il se produira un grand nombre d'échanges qui dépendront

de chaque cas particulier. Dans un cas, c'est le producteur de pain qui se montrera plus roublard. dans un autre, ce sera le producteur de poisson. Un producteur de pain plus vigoureux en aura fabriqué davantage. Un autre, malingre, beaucoup moins. De même chez les pêcheurs. On trouvera des caractères et des situations diverses dans les deux professions. Si bien que les résultats de ces multiples transactions graviteront autour d'une valeur moyenne qui finira par s'imposer, valeur moyenne qui sera le cours d'un produit par rapport à un autre.

Ce cours servira même à trancher les litiges lorsque ceux-ci seront portés devant une autorité.

Ce cours dépendra en définitive de la loi de l'offre et de la demande qui sera la grande loi de l'économie dans tous les pays où l'économie sera libre.

La valeur ainsi établie d'un bien par rapport à un autre, nous l'appellerons *sa valeur naturelle*.

Retenons donc bien ceci : la valeur naturelle d'un produit est celle qui s'est établie d'elle-même d'après le libre jeu de l'offre et de la demande.

Il en sera de même pour les services.

Si on peut échanger du poisson contre du pain, on peut aussi échanger un nettoyage contre du pain, ou un soin médical ou un spectacle contre du pain.

Cette notion de valeur naturelle est claire. Voilà un jalon qui nous sera sans doute utile pour la suite. Nous ne le lâcherons pas.

Cette valeur naturelle serait constante si les besoins et la productivité étaient immuables. Mais comme la productivité et les besoins varient constamment, par bonds ou par lentes fluctuations, un marché ne sera jamais en équilibre, mais toujours à la recherche de son équilibre.

Tout comme un équilibre biologique, soumis à des fluctuations naturelles brusques ou progressives, est toujours à la recherche de lui-même.

La productivité varie selon la générosité de la nature.

Une année la pêche sera bonne. L'autre moins. Un été la moisson sera abondante. L'autre médiocre.

Elle varie aussi selon le travail et l'habileté des hommes. L'invention de la roue, du fléau, de telle sorte de filet a retenti chaque fois sur la production.

Les facteurs sentimentaux entrent aussi en ligne : ascension ou décadence d'une société, influences religieuses, conflits et guerres, jusqu'à la mode dont les motivations sont irrationnelles.

La valeur naturelle d'un produit ou d'un service variera donc en fonction du marché.

Le caractère aléatoire de la valeur naturelle ne doit pas être oublié. Il n'enlève rien à son principe fondamental : une valeur qui s'est faite elle-même par intégration statistique des multiples marchandages et tractations résultant du libre jeu de l'offre et de la demande.

Dans notre île où vivent cent familles nous avons constaté que s'établissent entre elles une situation économique de complémentarité. Mais nous observons aussi que plusieurs familles se mettent à exercer le même métier. De complémentaires de métier à métier, elles deviennent donc concurrentes au sein du même métier.

Six familles vendent du poisson. Si l'une d'elles s'avisait à vendre son poisson au-dessus du cours, elle ne trouverait plus d'acheteurs. Les autres en profiteraient.

Si au contraire elle se mettait à vendre au-dessous du cours, elle récolterait à elle seule toute la clientèle et ne pourrait la satisfaire.

Le fait ne se produira pas car, recherchant comme chacune son intérêt, elle n'aurait aucune raison de vendre moins cher dans la mesure où elle écoule sa propre pêche. Elle en aurait encore moins du fait qu'elle soulèverait l'hostilité de ses concurrentes.

*Dans un marché chacun a l'œil sur son voisin. C'est cette surveillance mutuelle qui en assure l'unité.*

Le cours du poisson s'imposera donc bien à toutes les familles de pêcheurs.

Si par contre la pêche devient plus abondante, une famille au moins va se trouver avec du poisson

invendu.

Pour ne pas le perdre elle exigera moins de pain en échange.

Mais alors c'est une autre famille de pêcheurs qui se trouvera avec du poisson invendu et celle-ci sera à son tour conduite à en faire autant, si bien que de proche en proche s'établira un nouveau cours du poisson qui permettra au reste de la population de pouvoir manger plus de poisson en ne donnant pas plus qu'avant en échange.

Un nouveau cours du poisson se sera établi pour la simple raison que la mer se sera montrée plus poissonneuse et que la concurrence aura joué un rôle régulateur.

Lorsque l'augmentation de la productivité est le fait de l'homme lui-même, le phénomène de la concurrence entre aussi en jeu, assurant également la régulation de l'équilibre des échanges.

Supposons que les familles de maçons fabriquent les briques une à une et que le cours du troc soit d'une brique pour un pain.

Un jour un maçon plus habile trouve par un système de croisillonnement de planches le moyen de fabriquer deux fois plus de briques dans la même unité de temps.

Il ne donnera pas deux briques pour un pain, sinon il aurait augmenté sa production pour rien.

Il ne donnera pas sa brique pour un pain comme avant, sinon une moitié de sa production lui resterait sur les bras.

Son intérêt se situera entre les deux. Une brique et demie pour un pain par exemple.

Les deux partenaires de l'échange y auront gagné : le client qui pour un pain obtient désormais une brique et demie au lieu d'une, le maçon qui pour la même quantité de travail dispose d'une demi brique en plus et pourra obtenir par elle un tiers de pain en plus. Les clients afflueront vers lui. Il s'enrichira au départ par rapport à ses concurrents.

Ceux-ci seront alors amenés à augmenter leur productivité par le même moyen ou par un autre. Celui qui ne le ferait pas n'aurait plus de clients et disparaîtrait.

La concurrence aura bien joué son rôle régulateur des échanges en faisant profiter la clientèle de l'augmentation de la productivité.

Mais le changement va-t-il s'arrêter là ?

Non, car une fois que tous les maçons fabriqueront deux briques au lieu d'une dans le même temps de travail, il suffira qu'un supplément momentané de briques ou un manque momentané de pain amène un déséquilibre en faveur du prix du pain pour que les maçons en viennent à donner deux briques pour un pain.

*L'augmentation de la productivité aura achevé son œuvre en faveur des clients et d'eux seuls.*

Un nouvel équilibre se sera établi : la même quantité de travail qui fait deux briques au lieu d'une sera échangée en somme pour la même quantité de travail qui fait un pain.

Ou, si on préfère, la valeur d'un produit par rapport à un autre sera fonction du rapport entre les quantités de ces produits offerts sur le marché.

Si nous allons au fond des choses, nous découvrons que le jeu de la complémentarité et de la concurrence n'est possible que parce que les familles sont autonomes, c'est-à-dire qu'elles ont la liberté de leurs choix, choix qu'elles orienteront vers ce qu'elles estiment de leur plus grand intérêt.

Alors qu'à l'intérieur de chaque famille les biens sont en commun, les familles sont indépendantes les unes des autres quant à leurs biens propres et à leurs décisions.

Du fait de leur autonomie leurs relations seront aléatoires mais un équilibre de leurs échanges en naîtra par une adoption spontanée de valeurs moyennes qui feront les cours des produits ou services les uns par rapport aux autres.

Les deux facteurs de régulation de cet équilibre seront bien la complémentarité entre les familles de production différente et la concurrence entre les familles de production identique.

Ainsi fonctionne l'économie de troc caractérisée par *l'échange immédiat* de marchandises ou de services sur la base du *cours naturel* en vigueur au moment de l'échange.

\* \* \* \* \*

Le troc fonctionne parfaitement lorsque les produits ou services sont disponibles immédiatement et les besoins d'actualité. On procède à l'échange et les partenaires sont quittes.

Mais que va-t-il se passer si l'un des deux partenaires ne peut livrer immédiatement la marchandise ou le service ou si l'autre n'en a pas besoin immédiatement ?

- Donne-moi un poisson. Je te donne un pain.

- Mais je n'ai pas besoin de pain avant la nouvelle lune.

- Eh bien, donne-moi le poisson maintenant et je t'apporterai ton pain à la nouvelle lune.

Si le pêcheur refuse, l'affaire n'ira pas plus loin.

Mais la plupart du temps il acceptera parce qu'il sait très bien qu'un jour ou l'autre la situation peut être inverse.

- D'accord. Voilà ton poisson. Tu m'apporteras mon pain à la nouvelle lune.

Examinons ce qui vient de se passer.

Il y a bien eu un échange entre les deux partenaires, c'est-à-dire la circulation en sens inverse de deux éléments et non pas d'un seul comme on pourrait le croire à première vue.

Dans un sens un poisson et dans l'autre une promesse de paiement, c'est-à-dire une reconnaissance de dette.

Quand viendra la nouvelle lune, soit spontanément, soit parce que le pêcheur réclamera son du, le boulanger livrera son pain au pêcheur en échange de quoi celui-ci considèrera sa créance éteinte.

La monnaie vient de naître, sous sa forme la plus primitive : la reconnaissance de dette verbale.

Celle-ci en a les caractéristiques essentielles : l'insignifiance ou l'absence du support matériel, la valeur fiduciaire, c'est-à-dire basée sur la confiance que le pêcheur accorde au boulanger, et même la négociabilité si le boulanger est d'accord.

- Eh potier ! Donne-moi une écuelle. C'est à toi que le boulanger livrera le pain.

Cette reconnaissance de dette peut même se rapprocher d'une monnaie gagée sur l'or en ce sens que, faute d'un support matériel faisant foi, elle peut se faire certifier par le témoignage de voisins devant qui il serait déshonorant de se dédire ou par une autorité ayant présidé à la transaction ou même par la toute puissance des dieux.

- Qui ne paie pas sa dette attire le courroux des dieux sur la tête de ses enfants.

Alors, même si on peut être tenté par la mauvaise foi, on paie sa dette pour éviter le malheur.

Témoignage ou croyance en seront les gages.

La reconnaissance de dette mentale apporte un remède à la rigidité du troc. Elle marque donc un progrès parce qu'elle permet des transactions qui n'auraient pu se passer autrement.

Mais en elle-même elle comporte un risque, sans même que la bonne foi du débiteur soit en cause.

Elle peut se trouver altérée par des malentendus qui créeront un conflit entre les deux partenaires.

Ou tout simplement il peut arriver au débiteur un accident. Il peut disparaître et le créancier, faute de preuve, ne sera pas payé.

On en sera donc amené naturellement à lui donner un support matériel, un signe gravé sur un coquillage, sur une briquette, une écorce ou, quand l'écriture sera inventée un texte sur une ardoise, une argile, et plus tard sur un papyrus et sur un papier.

Tous supports qu'on pouvait en outre confier à une autorité ou à des hommes chargés spécialement de les conserver et de procéder à leur exécution. Ce sera l'une des origines de la banque.

Cette forme de reconnaissance de dette sur un support matériel qui la garantit de toute altération la rendra plus facilement négociable.

Dans la mesure où le débiteur sera consentant ou peut-être dans la mesure où une force, une

autorité notamment, le permettra, une telle reconnaissance de dette sera réellement une monnaie.

Des deux partenaires de la transaction avec reconnaissance de dette, lequel est avantagé ?

Incontestablement le débiteur. Il a obtenu un bien réel contre une promesse verbale ou écrite alors que sans elle il aurait dû renoncer au bien ou au service dont il a besoin ou attendre que lui-même soit en mesure d'apporter la contrepartie de ce qu'il reçoit.

La conscience de cet avantage accordé au débiteur pousse le créancier à demander quelque chose en plus.

- C'est entendu, ton pain, tu me le livreras seulement à la nouvelle lune mais tu m'en mettras une petite tranche en plus.

Ainsi naît l'intérêt qui n'est autre que le paiement d'un service rendu, celui du délai. L'intérêt est le prix du temps. C'est le temps qui fonde l'intérêt. Et il en sera ainsi de la préhistoire à nos jours.

Si l'intérêt est légitime dans son principe, sur quelle base peut-il s'établir ? Comment se fixera son cours ?

Comme pour les marchandises et les services : par le libre jeu de la loi naturelle de l'offre et de la demande.

Si le pêcheur à qui le boulanger devra un pain demande un intérêt excessif, ce dernier n'aura plus avantage à retarder la livraison de son pain. Ou il s'arrangera pour n'avoir plus besoin de poisson avant qu'il puisse livrer le pain ou il s'adressera à un autre pêcheur si bien que le boulanger se montrera moins exigeant.

C'est l'ensemble des choix et des négociations particulières gravitant autour d'une valeur moyenne qui fera de cette valeur moyenne le cours de l'intérêt.

Et comme celui des marchandises et des services, celui-ci variera sous toutes sortes d'influences mais s'il résulte du libre choix des partenaires exerçant pleinement leur autonomie, ce cours sera bien *le cours naturel de l'intérêt*.

Un autre inconvénient du troc est la multiplicité des cours deux à deux des marchandises et services qui créent des situations compliquées et multiplient les palabres.

Très vite viendra l'idée naturelle de prendre une marchandise précise comme unique référence.

Après une série de tâtonnements qui ont pu durer des générations, on en est venu par facilité à préférer la marchandise qui aura la plus grande valeur et surtout la valeur la plus stable. Des coquillages rares, des pierres précieuses ont pu jouer ce rôle. Mais bien vite on donnera l'avantage aux métaux rares : le cuivre, l'argent et surtout l'or.

Contre le métal, la pierre précieuse ne peut tenir car elle a le défaut irrémédiable de perdre de sa valeur si on la partage. Partagée, quatre chez elle ne fait plus que un et un.

L'or a dû sa primauté à sa belle couleur qui charme le regard, à son inaltérabilité qui le préserve de l'oxydation, ce qui n'est pas le cas du cuivre, à sa grande valeur qui réduit d'autant son encombrement par rapport à ses concurrents, facilite son transport et sa cachette, à sa densité très élevée qui le met à l'abri des fraudes, ce qui n'est pas le cas de l'argent, à sa grande malléabilité qui permet de le fractionner facilement en morceaux de tailles et de poids différents selon l'importance des échanges.

Dans le cas où la faiblesse de l'échange rendrait la parcelle d'or trop petite, l'argent par sa valeur plus faible deviendra plus pratique. Ce sera la plupart du temps la seconde marchandise de référence.

Quoi qu'il en soit le choix d'une marchandise de référence apporte une grande simplification aux transactions commerciales.

Au lieu d'évaluer la valeur du poisson par rapport à celle du pain, celle du pain par rapport à celle des soins du rebouteux, celle des soins du rebouteux par rapport à celle du poisson d'origine, avec toutes les difficultés à fermer correctement le circuit, chaque bien et chaque service sera confronté



avec la marchandise de base qui servira d'unité d'appréciation.

On facilitait ainsi grandement le troc. L'échange pain contre poisson, imposition mains du sorcier contre briques, garde d'enfants contre aide à l'accouchement, au lieu de s'effectuer sur le cours des produits ou services l'un par rapport à l'autre, se simplifiait par l'établissement du cours de chacun en fonction d'une quantité déterminée de la marchandise de base.

Mais l'avantage était encore plus grand lorsque l'un des deux partenaires de l'échange ne pouvait donner sa contrepartie immédiatement. A la place de celle-ci, il donnait directement sa valeur équivalente en marchandise étalon, or ou argent, sans avoir besoin d'avoir recours au système de reconnaissance de dette.

Alors que les deux partenaires auraient été liés entre eux tant que la reconnaissance de dette n'aurait pas été honorée, la livraison d'un poids déterminé de la marchandise étalon les rendait immédiatement quittes.

Et même dans le cas où, faute de posséder de la marchandise de base, un des partenaires était obligé d'avoir recours à la reconnaissance de dette, celle-ci était simplifiée. Au lieu d'écrire : "Je dois tel objet ou tel service...", il lui suffisait d'écrire : "Je dois tant d'onces d'or ou d'argent...", le prix en somme de la marchandise ou du service livrés selon son cours en or ou en argent.

On a donné le nom de monnaie à cette marchandise étalon. En fait elle ne faisait que simplifier et rationaliser l'économie de troc. La marchandise étalon jouait le rôle de marchandise intermédiaire. Mais c'était une marchandise tout de même et l'échange qui se réalisait alors restait purement et simplement un troc.

L'or ne devint une monnaie que lorsqu'une autorité le découpa en pièces et inscrivit sur ces pièces un signe qui lui donnait, en plus de sa valeur matérielle, une valeur de reconnaissance de dette.

La pièce d'or devint alors et n'a jamais cessé d'être une monnaie partielle, le terme de monnaie proprement dite devant être réservé, contrairement à une habitude ancienne, au signe qui comporte une valeur de reconnaissance de dette incomparablement supérieure à celle, minime, de son support.

Un billet de banque par exemple.

Seules les pièces de métal pauvre portant un signe de valeur élevée méritent le nom de monnaie.

Nous réserverons donc le nom de monnaie à toute reconnaissance de dette matérialisée par un support sans valeur appréciable, pièces de métal pauvre, billets de banque, billets à ordre, traites, factures expressément ou tacitement acceptées par le débiteur et toutes reconnaissances de dette uniquement représentées par des chiffres dans une comptabilité.

A cette monnaie on doit joindre la monnaie mentale décrite plus haut et la monnaie fractionnelle qui donne à une pièce de métal précieux un supplément de valeur par rapport à sa valeur matérielle propre.

Le terme de masse monétaire doit comprendre tout cela.

Il est important de remarquer que le troc n'a jamais disparu de nos économies modernes et qu'il représente un chiffre d'affaires que beaucoup d'économistes ignorent ou négligent.

De même la reconnaissance de dette proprement dite circulant entre particuliers ou groupements divers, sans aucune raison d'être déclarée aux autorités, et qui est une véritable monnaie, a toujours cours sous de multiples formes et son volume est difficilement mesurable aussi bien pour les autorités que pour les économistes.

Mais arrêtons-nous un moment pour nous demander si dans les systèmes explorés jusqu'ici il se trouve une raison de blocage qui aboutisse à ce phénomène monstrueux : le chômage.

Nous voyons dans les deux systèmes du troc et de la reconnaissance de dette, avec ou sans l'aide de la marchandise de base, les marchandises et les services s'échanger librement. Bien que décrits séparément, les deux systèmes s'entreprennent et se complètent de telle sorte qu'il est toujours facile

de passer de l'un à l'autre au gré des circonstances.

Qu'on nous dise si un détail quelconque dans une économie basée sur ces deux systèmes puisse provoquer le chômage. Nous, nous avons beau chercher, nous n'en voyons pas.

Evidemment il pourra survenir des calamités. Une sécheresse réduira une récolte de moitié ou du quart, mais les cultivateurs, loin de se trouver sans travail, devront au contraire travailler beaucoup plus.

Si la récolte est anéantie, ils seront contraints pour survivre à préparer avec plus d'acharnement la récolte suivante ou obligés d'aller s'embaucher dans d'autres secteurs où leurs exigences réduites présenteront un intérêt certain.

Mais en aucun cas ne pourra se produire cette situation paradoxale où une foule de gens se trouve dans l'impossibilité de travailler en face d'un travail illimité à faire.

Les peuples ont subi des pestes et des tremblements de terre. Ils ont traversé des révolutions et des guerres. Mais jamais en économie de troc ou de simples reconnaissances de dette ils n'ont réellement souffert du chômage.

Pour préciser les idées, il a toujours existé et il existera toujours, ou du moins longtemps, un certain chômage de passage. Entre le moment où un travailleur, volontairement ou non, quitte un emploi et celui où il en trouve un autre, il s'écoule statistiquement un certain délai. Mais cela n'a rien à voir avec le chômage en tant que fléau.

Parvenus au point où nous en sommes, une conclusion commence à s'ébaucher, discrète encore.

Si le chômage sévit chez nous, et à grande échelle, alors que nous sommes en économie de monnaie, ne faut-il pas en rechercher la cause quelque part dans cette économie de monnaie, laquelle est fondée sur l'argent sous toutes ses formes ?

Pour le moment contentons-nous de poursuivre notre route sans idée préconçue. Nous verrons bien où elle nous mènera.

\* \* \* \* \*

Aussi généralisée soit-elle, la reconnaissance de dette particulière présente de grosses insuffisances. Elle est peu négociable.

Jean, le potier, donne à Jacques, le savetier, en échange d'une paire de chaussures une reconnaissance de dette pour une poterie décorée.

Jacques, qui a besoin d'une table, donne avec l'accord de Jean la reconnaissance de dette à Gilles, le meunier, qui est intéressé par la poterie.

Jacques aura sa table et sera sorti du circuit. Il a en fin de compte échangé un bien réel, la paire de chaussures, contre un autre bien réel, la table.

Les parties liées par la reconnaissance de dette (nous écrirons désormais R.D.) seront maintenant Jean et Gilles.

Mais Jean peut finalement renoncer à la poterie et transmettre la R.D. à Nestor, le tailleur, en échange d'une chemise.

Et ainsi de suite, la R.D. jusqu'à son échéance servira de moyen de paiement.

Mais ce moyen de paiement ne pourra guère sortir du petit cercle des connaissances de Jean. Eux seuls le connaissent, Jean, et savent qu'il est sérieux et qu'on peut lui faire confiance.

Un Ursule qui ne connaît pas Jean refusera qu'on le paie avec la R.D. de Jean.

- Jean ? Qui c'est, ce gars-là ? Connais pas.

Le processus aurait été le même si la R.D. avait été exprimée en marchandise de base, onces d'or ou d'argent. Qui prouve que le débiteur a ou aura bien cet or ou argent ? Peut-on lui faire confiance ?

Le rayon de négociabilité d'une R.D. particulière est donc la plupart du temps limité à la notoriété

de son auteur.

L'autre inconvénient des R.D. est l'infinie variété de leur valeur fiduciaire.

Les hommes sont inégaux et en conséquence aussi les degrés de confiance qu'ils inspirent. Jean est travailleur et intelligent, André travailleur mais peu intelligent, Charles intelligent mais peu travailleur, Léon travailleur mais filou sur les bords.

C'est pourquoi le paiement par R.D. sera beaucoup moins employé que le paiement par le troc d'une marchandise de base, l'or par exemple.

Cette marchandise de base a une valeur reconnue par tous. Plus n'est besoin de faire confiance à quelqu'un. Dès lors que celui-ci a payé avec cette marchandise de base, le livreur et le livré n'ont plus rien à faire ensemble. Ils sont quittes.

La R.D. reprend son intérêt pratique lorsque le cercle des connaissances de son auteur devient très étendu.

C'est le cas d'un homme riche notoire, d'une personnalité d'envergure et à plus forte raison du souverain.

Lorsque le souverain émet une R.D., tous ses sujets sont d'accord pour l'accepter et la négocier entre eux. Sa R.D. prend l'allure d'une véritable monnaie territoriale.

Mais en échange de quoi le souverain va-t-il émettre une R.D. ? Il n'est pas un philanthrope. Il n'est pas un producteur, sauf dans le cas de petites seigneuries.

En réalité il est bien producteur, et producteur d'un service considérable, celui de gouverner.

En fait, et quelque allure que prenne son règne, le souverain est le premier prestataire de services de son royaume. Il l'administre avec l'aide de ses ministres et de ses fonctionnaires. Il le défend avec l'aide de ses généraux et de ses soldats. Il en protège la paix intérieure avec l'aide de ses policiers et de ses juges. etc...

En contrepartie, il peut très bien percevoir le paiement des impôts soit en marchandises, soit en métal précieux, soit en services, soit sous forme de R.D. personnelles.

Il sera alors en mesure de payer ses collaborateurs en partie avec la marchandise qui lui est remise. Aucun inconvénient sinon celui de la manutention. Mais le compte y sera.

Il pourra aussi les payer avec le métal précieux qui lui est remis. Pas de problème non plus.

Il pourra encore les faire bénéficier des services qui lui sont dus : une corvée de chemins par exemple.

Il pourra surtout leur transmettre les R.D. personnelles qu'il reçoit. Mais là il va se heurter à une difficulté : celle de l'ignorance où seront ses créanciers de la qualité des signataires à qui ils auront affaire quand ils n'auront plus le souverain en face d'eux. D'où méfiance, réticences et complications sans nombre.

Son problème sera résolu par la conversion des R.D. particulières qu'il reçoit en R.D. de lui-même ou de son trésorier ou de sa banque centrale.

Le pas sera vite franchi vers la monnaie nationale lorsque par commodité on en viendra à créer une unité monétaire dont la valeur sera fixée par équivalence avec un poids déterminé de la marchandise de base, l'or le plus souvent.

Mais attention ! L'unité monétaire ne sera pas représentative de cette marchandise de base que le souverain peut d'ailleurs très bien ne pas posséder. Sa valeur seule sera fixée comme toute valeur dans le royaume, biens, services, titres de propriété, R.D. particulières et autres, par comparaison avec un poids déterminé de cette marchandise de base, poids qui sera l'étalon universel dans le royaume.

La monnaie sera donc la R.D. du souverain lui-même, émise et signée par lui ou par son trésorier, acceptée par tous ses sujets et négociable entre eux sans réticence.

L'exclusivité de battre monnaie va de soi. Seul le débiteur ou son mandataire peut valablement signer une R.D.. Si un autre le faisait à sa place, à son insu ou contre sa volonté, il serait un escroc puni comme tel.

De même l'émission d'une autre monnaie dans un royaume a toujours paru porter atteinte à la souveraineté royale.

La trésorerie du souverain ou plus tard sa banque centrale fonctionnera en somme comme une machine à transformer les R.D. personnelles qu'il reçoit à titre d'impôt et plus tard de dépôt en monnaie nationale.

Les moyens ne lui manquent pas.

Prenons l'exemple d'une R.D. d'un savetier qui a payé un impôt avec celle-ci le rendant débiteur d'une paire de chaussures.

Si la paire de chaussures vaut un écu, le souverain pourra légitimement frapper un écu et le donner à l'un de ses soldats en paiement de sa solde. Le soldat s'en servira pour acheter quelque chose. Admettons, pour simplifier, qu'il achète précisément une paire de souliers chez ce savetier.

Le savetier ayant la monnaie d'un écu pourra la verser au souverain et récupérer sa R.D. Il aura en fin de compte payé son impôt avec la monnaie du souverain sans avoir fabriqué de chaussures pour celui-ci.

Même dans le cas où le souverain aurait reçu des marchandises à titre d'impôt, il pourrait toujours les revendre contre du métal précieux et frapper des écus en R.D. équivalentes à la valeur de celui-ci pour payer ses fonctionnaires.

Cette monnaie se généralisant, les circuits se trouveront vite bouclés et l'impôt rentrera désormais en majeure partie sous forme de monnaie, plus rarement sous forme de métal précieux, exceptionnellement sous forme de marchandises, trop malcommodes et périssables.

La corvée, elle, restera longtemps appréciée parce qu'immédiatement utilisable.

A vrai dire le papier-monnaie qui est l'aboutissement de cette évolution n'est pas né rapidement, loin de là.

Afin d'inspirer confiance à ses sujets, le souverain qui doit par exemple 200 unités monétaires à l'un d'eux emploiera d'abord pour le payer un moyen mixte.

Il prendra une certaine quantité d'or ou d'argent valant matériellement 100 unités monétaires par exemple (nous écrirons désormais U.M.) et y gravera un signe, son effigie le plus souvent, en décrétant qu'ainsi la pièce vaut 200 U.M., signifiant par là qu'il ajoute à la valeur propre de la pièce une R.D. de 100 U.M. supplémentaires. Mais il apparaîtra vite plus pratique de graver directement le chiffre sur la pièce.

Là, on s'en doute, s'amorce la tentation d'en changer arbitrairement la valeur en poids d'or ou d'argent... par le fait du prince. Mais on sait bien que depuis que le monde existe l'acte qui s'appelle malhonnêteté chez le sujet prend le nom d'art de gouverner chez le prince.

Nous y reviendrons car déjà nous subodorons là une voie qui peut nous faire avancer dans notre recherche.

Pour le moment observons que plus tard, avec l'évolution des esprits, les coutumes commerciales et l'expérience, il suffira de prendre du simple papier comme support de valeur et le papier-monnaie ainsi émis finira par supplanter la monnaie mixte, en attendant la monnaie purement scripturale.

Un tel système de monnaie, quelles que soient ses formes, s'il est fidèlement appliqué, est équilibré, logique et parfaitement loyal.

La monnaie mixte de métal précieux, la monnaie pure de papier, la monnaie intégralement scripturale achèveront de faciliter les transactions. Si ces différentes formes de monnaie correspondent bien à des versements réels, si elles sont en juste conformité avec leur contrepartie, aucune critique ne pourra leur être adressée.

La monnaie de ce pays sera parfaitement saine.

Mais le souverain aurait aussi bien pu payer ses créanciers au moyen de titres de propriété sur les biens qui lui appartiennent.

La transmission d'un titre de propriété a l'avantage de transférer la propriété sans avoir à la déplacer. A plus forte raison si celle-ci est immobilière.

La forme la plus simple du titre de propriété est le "BON POUR..." Bon pour un stère de bois. Bon pour une mesure de farine. Mais surtout bon pour une once d'or.

Ce système peut lui aussi fonctionner. Il revient au système du troc par titres de propriété interposés. L'or reste bien dans le coffre royal mais le souverain n'en a plus que la garde. Il appartient à celui qui en a reçu la propriété en paiement d'une dette du souverain.

Mais à quoi bon avoir le souci d'être le gardien d'un or qui ne vous appartient plus ?

C'est pourquoi le procédé tel quel sera peu employé.

Le souverain qui après tout ne tient pas à se dessaisir d'une encaisse d'or qui le rassure parce qu'elle peut servir d'otage en cas d'événement politique contraire, interposera par prudence une articulation entre la propriété et le titre de propriété. Si lui-même n'en a pas l'idée, ses conseillers l'auront pour lui.

On écrira alors sur le billet "Bon pour tant d'U.M.". C'est tout. Et par ailleurs on décrètera que la valeur de cette U.M. est égale à tel poids d'or.

Ainsi le souverain se réservera la possibilité en cas de difficultés financières, en vertu du fait du prince, de décréter que la valeur de l'U.M. correspond désormais à tel poids d'or inférieur au précédent. Ce sera l'artifice premier de la dévaluation, conséquence de l'inflation, elle-même conséquence d'un trouble dans le fonctionnement du système monétaire.

Lequel ? On ne sait pas encore. A nous de le trouver le moment venu car il nous guidera probablement vers une cause du chômage.

Désavoué par cette articulation, le titre de propriété primitif n'en sera plus un du tout. Il deviendra simplement une monnaie ordinaire, c'est-à-dire une R.D. de tel poids d'or comme elle pourrait l'être de telle partie de bois, de terrains, de propriétés diverses appartenant à son émetteur, notamment celles dont il s'est emparé au moyen d'actes qui n'ont rien de commerciaux.

C'est sans doute ce qui a permis à certains économistes d'affirmer sans sourciller que la monnaie est représentative d'un bien alors qu'il ne s'agit-là que d'une R.D. comme une autre et non plus d'un titre de propriété et encore moins d'un gage.

Car tout autre est le gage.

Pierre, le boulanger, fournit du pain à Paul, le savetier en échange d'une R.D. emportant paiement ultérieur en chaussures. Le procédé est correct.

Mais si Pierre n'a pas entièrement confiance en Paul ou s'il redoute de lui voir arriver un mal qui le menace, il pourra demander à Paul de garantir sa dette par un gage.

Paul n'a pas de chaussures, sinon il les aurait livrées à Pierre. Mais il a des briques pour construire sa maison.

Paul et Pierre peuvent très bien convenir qu'au cas où Paul deviendrait incapable de livrer les chaussures, Pierre aurait le droit d'emporter tel nombre de briques.

Mais un gage n'est pas un titre de propriété. C'est un recours. En attendant, c'est bien Paul qui pour le moment est le seul légitime propriétaire des briques qui sont chez lui.

Cette confusion dans les croyances monétaires entre un gage et un titre de propriété a donné lieu à bien des malentendus, notamment pendant tout le temps qu'en France et ailleurs a régné le système de l'étalon or.

Il ne faut pas s'en étonner. Il est des erreurs, fruits d'une illusion, qui ont duré des millénaires : l'immobilité de la Terre par exemple.

En fait une R.D. est parfaitement valable par elle-même sans le secours d'aucun gage si elle

correspond à la valeur du bien ou du service dont elle est la contrepartie. Elle engage en effet le débiteur d'une façon réelle à payer avec des biens ou des services réels d'autres biens ou services réels qu'il a reçus.

Ce n'est pas parce que Pierre n'aura pas réclamé de gage à Paul qu'il considèrera la R.D. de Paul comme nulle.

Allez le lui demander.

Une monnaie saine n'a pas besoin de gage. Sa valeur se tient par elle-même. Seule. Sans le moindre appui.

La monnaie fiduciaire apparaît donc comme l'aboutissement d'un long perfectionnement des procédés de paiement à travers les siècles. Il aura fallu une sérieuse évolution des esprits pour qu'elle puisse fonctionner. Cela n'aura pas été toujours sans incompréhensions, ni méfiance. Mais une fois comprise et admise, ses avantages seront immenses.

Par sa fluidité, par sa souplesse de transformation, elle rendra faciles et sans limite toutes sortes d'échanges.

C'est par son canal que circulent biens et services entre les individus, les groupes économiques, les classes sociales, les nations. Elle permet ce large échange du travail de tous qui rend les hommes complémentaires.

Grâce à elle, le mineur du Nord peut par son travail dans le charbon acquérir le melon, fruit du travail d'un maraîcher dans le Midi.

Grâce à elle, l'instituteur échange son travail d'enseignant contre le travail du pilote qui le conduit aux Baléares.

On dit qu'elle est le sang de l'économie. Nulle autre comparaison lui conviendrait mieux.

Un sang généreux permet à un organisme de se maintenir en pleine vigueur. Une monnaie saine qui circule librement assure une économie prospère.

Mais alors, le chômage... On comprend de moins en moins.

Preuve que nous devons pousser nos recherches plus avant.

\* \* \* \* \*

Comment se fait-il que le chômage soit une maladie spécifique à l'économie de monnaie alors que la monnaie est faite précisément pour assurer d'une façon idéale l'échange du travail entre tous les agents économiques : individus, entreprises, groupes sociaux et même nations ?

Nous voici au cœur du problème. Si nous n'arrivons pas à trancher cette énigme, le chômage restera pour nous ce mal mystérieux que nous présentent les politiciens se drapant de sciences économiques, mal imposé aux hommes par la toute puissance des dieux, mal que nous devons subir sans chercher à comprendre.

Comme pour nous il n'en est pas question, mais pas du tout, nous allons regarder d'un peu plus près cette monnaie qui est désormais le centre de nos préoccupations.

Il s'agit au départ de ne pas nous tromper sur ses caractéristiques.

L'expérience a en effet mainte fois prouvé que les raisonnements les plus incontestables, ne laissant place à la moindre faille, peuvent aboutir à des erreurs, erreurs d'autant plus redoutables que ces raisonnements impeccables leur donnent une garantie de vérité. Tout simplement parce que ces raisonnements partent de bases fausses.

La monnaie est née, nous l'avons vu, de la fusion d'innombrables R.D. particulières en une R.D. d'une autorité unique, le souverain, le pouvoir établi, sa trésorerie, sa banque centrale selon le cas. Elle possède donc toutes les caractéristiques fondamentales de la R.D.

La monnaie, dit-on, a une valeur conventionnelle.

**Le danger des mots à double sens !...**

Conventionnel signifie basé uniquement sur des modes de pensée arbitraires pouvant tout aussi bien être différents. Beaucoup de conventions qui n'avaient plus de raison d'être ont été balayées par des révolutions sans que la société ait cessé de fonctionner. Bien des préceptes sociaux, médicaux, sexuels... se sont effondrés lorsqu'on a pris conscience de leur caractère de simples croyances alors qu'on les prenait pour des fondements de l'ordre social. Conventionnel signifie alors non fondé.

Mais conventionnel signifie aussi résultant d'une convention conclue entre des individus ou des groupes.

Beaucoup de contrats commencent par ces mots : "Il a été convenu ce qui suit". La convention est donc un engagement mutuel, comportant la plupart du temps une pénalité si elle n'est pas exécutée.

Pierre livre du poisson à Paul lequel ne livrera le pain qu'à une date ultérieure moyennant la remise à Pierre d'une R.D.

Les deux partenaires ayant pris leur accord librement, la R.D. qui le concrétise est fondamentalement un contrat. Pour que la transaction ait eu lieu, il a fallu que Pierre soit d'accord pour livrer le poisson en échange de l'engagement de Paul sous forme de R.D. et que Paul soit d'accord pour remettre à Pierre cet engagement contre la livraison du poisson. Il y a donc bien eu contrat, c'est-à-dire libre convention entre deux parties comportant engagement mutuel.

Une R.D. peut même être simplifiée, ne mentionnant qu'une somme d'argent et le nom du débiteur qui s'engage, donc sans date d'échéance - elle sera payable à vue - ni indication du nom du créancier - elle sera payable au porteur. Comme il est implicitement compris par tous que le créancier d'origine est d'accord, la R.D. n'en conserve pas moins son caractère essentiel de contrat.

La monnaie a donc une valeur contractuelle, l'adjectif étant plus juste que celui de conventionnelle qui doit être écarté, d'autant plus qu'il a permis par un glissement intéressé d'une signification à l'autre bien des manquements au contrat.

Une autre caractéristique de la R.D. est qu'elle est un pont entre deux dates : celle où l'un des deux objets de l'échange a été livré, bien ou service, et celle où l'autre le sera.

C'est dire le caractère essentiellement de valeur de passage de la R.D. et donc de la monnaie. La monnaie, pas plus que la R.D. particulière, n'est pas un but en elle-même. L'une et l'autre n'ont qu'une valeur transitoire appelée à s'éteindre après un temps plus ou moins long lors de l'exécution du contrat.

On ne voit d'ailleurs pas bien pourquoi Pierre qui a livré du poisson à Paul en échange d'une R.D. estimerait avoir atteint son but, s'en arrêterait là et conserverait la R.D. comme un bien ultime.

La R.D. n'a qu'une valeur éphémère. Elle est destinée à aboutir à un paiement terminal en valeur concrète, marchandise ou service. Lorsqu'elle revient à son signataire lors de la livraison de la marchandise ou du service, elle perd toute valeur. Elle est morte. Son signataire peut la brûler ou l'encadrer. Elle est morte.

Il en va de même pour la monnaie. Une fois de retour à la banque centrale, elle est morte. La banque centrale peut la brûler sans autre inconvénient pour elle que d'avoir à en refaire une autre pour servir à d'autres transactions.

La monnaie est une valeur de passage et la monnaie n'est qu'une valeur de passage, donc relative. Vouloir en faire une valeur par elle-même comme l'est une maison, un simple lingot d'or, et même une œuvre d'art est une hérésie

Observation capitale parce qu'ignorée ou simplement perdue de vue au fur et à mesure qu'on s'enfonce dans la complexité de l'économie.

Il est étrange que des économistes aient bâti des théories en partant de l'idée que la monnaie était représentative d'un bien.

Certes dans l'exemple cité plus haut, la R.D. de Paul comporte l'engagement de livrer du pain. Mais elle n'est pas représentative de ce pain. Autrement dit elle n'en est pas le titre de propriété. Elle servira seulement à rendre Pierre propriétaire d'un pain qui n'existe pas encore. Elle est un engagement, une preuve écrite dont la valeur se suffit à elle-même.

Cette distinction entre R.D. et titre de propriété est essentielle car un certain nombre d'économistes, en confondant les deux à propos de la monnaie, ont entretenu une certaine confusion pendant deux siècles, confusion qu'on retrouve encore.

Un titre de propriété est un document officiel par lequel n'importe quel citoyen ou groupe de citoyens prouve qu'il est propriétaire d'un bien, bien concret comme une voiture, bien abstrait comme un droit d'auteur, mais dans les deux cas biens ayant une valeur par eux-mêmes.

Le cas le plus connu est le titre de propriété que remet un notaire à l'acquéreur d'une maison. Si le prix d'achat est indiqué sur le document, c'est à titre de preuve et à destination fiscale. Mais cette preuve n'est pas indispensable. Elle est même source d'erreur lorsque la valeur de l'argent vient à varier. Il suffit que le titre de propriété, émanant d'une autorité ou non, désigne le bien sans contestation possible et l'état civil de son propriétaire pour qu'il soit parfaitement valable.

Pour bien comprendre la différence fondamentale entre une R.D. et un titre de propriété, imaginons que se produise un jour la coïncidence hautement improbable que dans notre île aux cent familles personne ne doive plus rien à personne.

Il n'y aurait donc dans cette société, ce jour-là, aucune R.D. en circulation ou en poche et pourtant chacun aurait bien sa maison, sa charrue, ses animaux domestiques. Aucun de ces biens n'aurait disparu et pourtant il n'existerait ce jour-là aucune R.D.

Dire qu'une R.D. est représentative d'un bien, qu'elle en est le titre de propriété ne tient pas.

Pour s'enfoncer cela dans le crâne, car rien n'est plus dur que le crâne d'un économiste, reprenons l'exemple ci-dessus avec la monnaie cette fois.

Ce jour-là, par un hasard extraordinaire, personne ne doit plus rien à personne dans tout le pays et aucun citoyen ou groupe de citoyens n'a un sou en poche. Cela signifie que toute la monnaie aura fait retour à la banque centrale.

Or aucun bien n'aura disparu. Le propriétaire d'une maison sera toujours bel et bien propriétaire de sa maison. Son titre de propriété aura toujours sa pleine valeur devant les autorités, les tribunaux, les autres citoyens.

La monnaie aura disparu non pas parce que les biens auront disparu mais parce que les dettes auront disparu.

Certains sont même allés jusqu'à dire que la monnaie est un bien comme un autre, une marchandise comme un autre.

A ceux-là nous nous contenterons de proposer la séquence suivante.

Donnez un milliard de francs à un pauvre. Le voilà riche.

Donnez ensuite un milliard de francs à tous les habitants de la Terre. Il ne sera pas plus avancé qu'avant.

Les autres non plus.

Donnez une maison à un pauvre. Il a sa maison.

Donnez ensuite une maison à tous les habitants de la Terre. Il aura toujours sa maison.

La monnaie, ou si on prend son nom habituel l'argent, n'est pas un bien, n'est pas une marchandise, n'est même pas le titre de propriété désignant qui les possède. Elle est une reconnaissance de dette.

Récapitulons les caractères de la R.D. en général et de la monnaie en particulier.

- *Contrepartie intermédiaire* entre la livraison d'un bien ou d'un service et sa contrepartie finale : la livraison d'un autre bien ou d'un autre service.



- *Valeur fiduciaire* car acceptée par le créancier parce qu'il a confiance dans les possibilités futures du débiteur de rembourser sa dette.
- *Valeur contractuelle* (plutôt que conventionnelle) car issue d'une convention, expresse ou tacite, entre deux parties dont l'une a déjà exécuté son obligation et l'autre reste devoir le faire.
- *Valeur de transition* et uniquement de transition en tant qu'agent de liaison dans le temps entre les deux termes d'un échange dont l'un a été exécuté et l'autre reste à faire.
- *Vie éphémère* qui se termine par son retour à la source, le débiteur pour la R.D. particulière, la banque centrale pour la monnaie.

Rappelons qu'aux deux bouts du processus de l'échange qui a fait naître la R.D. se trouve la rencontre de deux partenaires éprouvant chacun le besoin d'un bien ou d'un service que l'autre peut fournir. Que ce besoin soit matériel ou spirituel, vrai ou illusoire, moral ou immoral, connu ou simplement prévu, il suffit qu'il existe pour que l'échange ait lieu engendrant la R.D.

Comme dans la plupart des cas, la marchandise ou le service sont fournis par le travail, c'est le travail qui est à l'origine de la R.D. et qui en est l'aboutissement.

C'est le travail qui est *la valeur fondamentale*. L'argent n'est qu'une *valeur relative*.

On en déduit immédiatement que tout renversement de cette échelle de valeurs constitue une erreur grave ne pouvant que provoquer des catastrophes.

Voilà une autre vérité que nous tenons maintenant et nous ne la lâcherons plus.

Malheureusement cette vérité qui est ici une évidence se perd vite de vue au fur et à mesure que la situation se complique et que les intérêts s'entrechoquent.

Cette conception de la monnaie est claire. Il n'empêche que des auteurs dans le cours de leurs raisonnements en viennent à dire que la monnaie est une valeur créée *ex-nihilo*.

Revenons à nos exemples simples. Ce sont nos meilleurs amis.

Une R.D. qui serait émise par notre boulanger sans contrepartie du poisson reçu dont la valeur résulte du travail qu'il a fallu fournir pour le pêcher, R.D. donc *créée ex-nihilo*, passerait pour l'œuvre d'un déséquilibré et elle ruinerait le crédit du boulanger auprès des pêcheurs qui seraient en droit de penser que l'autre en distribue gratuitement à n'importe qui. Ce serait une R.D. folle.

*Une monnaie créée ex-nihilo est une monnaie folle.*

Point n'est besoin d'être grand clerc pour constater que celui qui emploie ce procédé est un voleur. Mais nous savons que le même acte qui s'appelle malhonnêteté chez un sujet devient art de gouverner chez le prince.

Notons que le cadeau ou le secours désintéressé n'ont rien à voir avec la transaction commerciale. Ils se situent - heureusement - au-dessus de l'économie.

Remarquons enfin, pour bien préciser les idées, que la valeur intrinsèque d'un bien, ou si on préfère sa valeur vitale, est indépendante de sa valeur commerciale, valeur d'échange.

Un bien peut n'avoir aucune valeur vitale et coûter très cher : le diamant.

Un bien peut être essentiel à la vie et n'avoir pas la moindre valeur commerciale parce que non susceptible d'être obtenu par un échange.

Est-il un bien plus précieux que l'air que nous respirons ? Plus précieux que le pain dont on peut se passer une ou deux semaines. Plus précieux que l'eau dont on peut se passer quelques jours. Qu'il vienne à nous manquer dix minutes et notre vie est compromise.

Or sa valeur commerciale est nulle.

\* \* \* \* \*

Ainsi la monnaie passe dans tous les circuits de l'économie, de haut en bas et de bas en haut, d'un bout à l'autre du territoire, depuis les artères des grandes banques et des grosses sociétés jusque dans

les plus fins capillaires des hameaux de campagne, depuis la trésorerie de la puissante banque centrale jusqu'au petit porte-monnaie du modeste retraité.

Dénominateur commun des travaux des hommes, elle permet toutes leurs destinations parce qu'elle permet tous les aiguillages.

J'ai accompli un travail en échange de je ne sais encore quoi. Pour ce travail j'ai reçu une valeur anonyme, chiffrée uniquement en U.M. qui me laisse le temps de choisir ce que je voudrai en échange.

L'argent est bien cette valeur de passage qui nous permet de suspendre notre décision quant au choix définitif de ce que nous désignerons comme l'objet de notre échange.

Grâce à ce lien commun, toute l'économie fonctionne. La comparaison de la circulation de l'argent avec la circulation du sang, n'en déplaît à certains théoriciens, est l'une des plus exactes qui soit.

Quand une comparaison se révèle cadrer excellemment avec la réalité, on a intérêt à l'étendre à tout le domaine où elle sera encore valable. Et aujourd'hui ce domaine dépasse nos frontières car c'est le monde entier qui est en voie de devenir ce domaine.

Ainsi pour l'économie d'un pays, considéré isolément, qui apparaît comme un ensemble inextricable d'échanges de toutes sortes, engendrés par des besoins de toutes sortes, où les réactions sont de toutes natures, aussi bien sentimentales que rationnelles, où finalement tout retentit sur tout à tous les niveaux et avec tous les facteurs d'importance, des plus forts aux plus ténus.

Elle fait penser à un organisme vivant.

Et, de fait, la façon la plus simple et la plus exacte de la comprendre est de la prendre carrément pour un organisme vivant, réagissant à toutes les situations comme à toutes les sensations, internes ou externes, pouvant comme lui jouir d'une excellente santé ou être malade.

De même que la santé de l'organisme dépend de la quantité et de la qualité du sang qui en assure les échanges, la santé d'une économie dépendra de la quantité et de la qualité de la monnaie qui en assure également les échanges. C'est en examinant cette quantité, normale ou pas, qui circule ou s'accumule quelque part et cette qualité, normale si elle correspond bien à un échange véritable, anormale si elle est viciée par de la monnaie folle, qu'on aura des chances de comprendre pourquoi une économie se trouve malade.

La majeure partie de la masse monétaire présente sur un marché national est constituée par la monnaie nationale, la monnaie proprement dite. Une frange subsistera en R.D. particulières animant des échanges de rayon restreint comme subsistera toujours le troc pour des échanges immédiats et ponctuels.

Si chaque famille pouvait se suffire à elle-même, il n'y aurait pas d'échange entre elles. Il n'y aurait pas de monnaie.

Si, au contraire, la spécialisation est poussée à l'extrême, si par exemple l'un laboure, l'autre porte de grain, l'autre le sème, l'autre moissonne le blé, l'autre le transporte, l'autre le bat, l'autre le vanne, etc..., tous ces gens étant supposés de familles différentes, la complémentarité de ces gens-là sera poussée au maximum.

En économie de R.D. il en résultera une masse énorme de celles-ci comme il en résulterait une masse énorme de monnaie en économie de monnaie. Le phénomène serait naturel.

La masse de monnaie en circulation dans un pays est essentiellement variable. Si elle correspond au volume des échanges, elle ne fera que remplir sa fonction en variant suivant les fluctuations de ceux-ci.

C'est pourquoi l'émission de monnaie nouvelle n'est pas forcément une anomalie comme il est dit parfois.

Si le volume des échanges augmente, la banque centrale fabriquera de la nouvelle monnaie pour y répondre.

A Gérard qui lui a livré un meuble, Lucien remet une traite, laquelle est une forme particulière de reconnaissance de dette, à échéance de quatre-vingt-dix jours.

Ayant besoin d'argent immédiatement, Gérard porte cette traite à la banque centrale qui lui en remet la valeur correspondante en monnaie qu'elle a pu fabriquer, du moins en théorie, immédiatement.

Gérard va utiliser cette monnaie pour acheter du bois à un autre, lequel l'utilisera à son tour pour payer des fournisseurs et ainsi de suite.

Cette monnaie aura donc été mise en circulation par la banque centrale en contrepartie d'une R.D. personnelle.

Supposons que Lucien qui a travaillé entre temps ait reçu en paiement de son travail la même monnaie que Gérard avait reçue de la banque. Le jour de l'échéance, il remettra la monnaie à la banque qui lui rendra sa traite.

Nous avons choisi un exemple de circuit simplifié où l'argent fait retour à la banque par le même personnage.

Si Gérard et Lucien travaillent deux fois plus, si Lucien commande deux meubles à Gérard au lieu d'un, il lui acceptera deux traites au lieu d'une.

Par le même processus la banque centrale émettra deux fois plus de monnaie sans que l'équilibre des échanges soit perturbé. Pendant tout le temps que cet argent sera en circulation, son volume sera deux fois supérieur à celui du premier cas et ceci d'une façon tout à fait légitime puisqu'il y a eu un volume double d'échanges.

Il n'en est résulté aucun préjudice pour personne.

Au contraire, si la banque avait refusé la deuxième traite, elle aurait bloqué la moitié du circuit, empêchant cette deuxième traite d'atteindre son but : la fourniture d'un travail.

Voilà pour la première fois un cas où le travail est bloqué par l'interruption d'un circuit monétaire.

Notons précieusement cette observation. Notons-la parce que certains économistes ne semblent considérer que le volume de la circulation monétaire pour y trouver la cause de l'inflation alors que seul doit être pris en compte le rapport entre le volume de la masse monétaire et le volume des échanges en cours.

Plus une économie sera active, plus les échanges seront nombreux, plus la quantité d'argent sur le marché sera importante. Plus les échanges seront rapides, plus vive sera la rotation de cette monnaie. Tout ceci est normal. Il n'y a pas lieu de crier à la surchauffe comme l'ont fait des économistes haut placés dont la science fait baisser chapeau au commun des mortels.

Point n'est besoin d'être surdoué pour le comprendre.

Si le volume de la monnaie peut changer, en revanche celle-ci doit circuler d'une façon continue pour permettre aux agents économiques de s'alimenter les uns par les autres comme doit circuler en permanence le sang par lequel les différents organes se fournissent mutuellement les produits nécessaires à la vie de l'organisme entier.

L'idéal serait que la monnaie, valeur de transition, ne s'accumule nulle part. C'est-à-dire que chaque personne physique ou morale, banque comprise, dépense tout ce qu'elle gagne, la richesse ne consistant pas à posséder de l'argent mais à posséder des biens réels.

Mais ceci est impossible. Pas plus que pour une entreprise de travailler sans stocks.

L'une des tâches les plus importantes d'un chef d'entreprise, confronté aux aléas de ses fournitures en matières premières et de ses propres ventes, est de se protéger des à-coups qui se produisent en amont et en aval en se constituant une réserve de matières premières et de marchandises à vendre.

Une rupture de stocks est toujours grave. En amont, elle bloque la production. En aval elle fait perdre des clients.

A l'opposé, une immobilisation trop forte de matières premières ou de marchandises paralyse l'entreprise.

L'équilibre est délicat à maintenir : un stock insuffisant, un stock trop lourd, deux fossés sinueux

entre lesquels il faut conduire.

Il en est de même pour l'argent et point n'est besoin d'explication pour comprendre combien il est important pour toute personne physique ou morale d'avoir des économies ou des fonds propres ou d'avoir accès aux économies ou aux fonds propres des autres par le crédit.

Dans tous les secteurs de l'économie nous trouverons donc des réserves d'argent qui permettront de régulariser les phénomènes aléatoires. En ce sens elles favorisent l'économie en assurant une circulation plus régulière de l'argent.

D'ailleurs la quantité de ces réserves sera elle-même déterminée cybernétiquement par le libre jeu de l'offre et de la demande. Elle sera dotée de ses propres moyens de régulation.

Mais les réserves qui paralyseraient les échanges d'autant plus gravement qu'elles seraient plus fortes sont mobilisées à leur tour par le moyen du crédit.

André fournit du pain à Pierre qui le paie avec une certaine somme d'argent.

Avec cette somme André pourrait s'acheter quelque chose. Il ne le fait pas. Mais en la gardant il empêche cet argent d'aboutir à sa destination naturelle : la fourniture de biens ou de services en échange du pain fourni à Pierre.

Heureusement son frère Michel, l'instituteur, a besoin d'un chapeau. André prête la somme à Michel qui achète le chapeau.

Michel reçoit par la suite son salaire en échange du service qu'il rend à la communauté. Sur son salaire il rembourse André, plus un intérêt pour le service rendu.

Il n'y a rien dans ce processus qui ne soit que très normal. Le crédit fait par André n'a nuit à personne.

Si André n'avait pas fait ce crédit à Michel, celui-ci n'aurait pas eu de chapeau et le chapelier n'aurait pas vendu un chapeau. André lui-même n'aurait pas perçu des intérêts.

*Le crédit possède ce pouvoir merveilleux de permettre à l'argent économisé d'atteindre son but : l'acquisition de biens ou de services, sans cesser de constituer l'épargne de son propriétaire.*

Encore une fois l'argent est une valeur de passage qui par sa nature ne doit pas s'immobiliser. A qui ne veut pas dépenser son épargne, le crédit offre le moyen de le faire servir à l'économie.

Les banques ne peuvent accorder légitimement leurs crédits qu'en puisant dans leurs fonds propres et surtout dans les réserves que constituent les placements des épargnants. Cet argent est le fruit d'un travail. Du moment que l'argent prêté provient du travail de qui l'a gagné, que ce soit un particulier ou une entreprise ou la banque elle-même, le crédit contient en lui-même sa propre limite. Il suivra lui aussi la loi de l'offre et de la demande et dans son volume et dans ses taux d'intérêts.

Plus le crédit sera demandé, plus son taux sera élevé, plus l'épargne sera tentée de s'investir entraînant plus de travail pour gagner de l'argent à investir.

Ainsi compris le crédit est un système indispensable à la bonne marche de l'économie. Sans lui l'argent serait bloqué par l'épargne et le marasme s'installerait provoquant ce paradoxe : une masse d'argent immobilisée en face d'une masse de besoins à satisfaire.

Tiens, tiens ! Cela ne vous rappelle rien ? Cette découverte ne nous fait-elle pas pressentir que nous approchons de l'explication du chômage, masse de travailleurs immobilisés en face d'une masse de besoins à satisfaire ?

Une économie qui tourne bien, dont tous les agents, individus ou groupes pris en tant que tels, agissent dans leur pleine autonomie, où les prix des marchandises et services sont la résultante du jeu parfaitement libre de l'offre et de la demande, où la banque accomplit sa fonction monétaire sans restriction, ni tricherie, fut-elle celle du prince, où l'argent en réserve est librement utilisé par le crédit, où le marché n'est pas perturbé par des contraintes politiques, militaires, religieuses, technocratiques, bref étrangères à l'économie, une telle économie est en bonne santé. Elle réagira avec succès contre de grandes variations de productivité, naturelles ou humaines, exactement comme un

organisme vivant réagit contre de grandes variations de température, de pression atmosphérique, de nourriture, contre les agents infectieux aussi, lorsqu'il est en bonne santé.

Une telle économie, hormis le cas où des calamités externes en viendraient à dépasser ses possibilités d'adaptation qui sont tout de même grandes, n'aura aucune raison d'engendrer le chômage. On a beau chercher, faire toutes les simulations possibles, on n'en trouvera aucune.

Mais qu'en serait-il si l'économie était perturbée au point de tomber malade.

L'explication du chômage ne se trouverait-elle pas précisément dans une maladie de l'économie ? Mais quelle maladie ? ...

L'assimilation de l'économie à un être vivant nous sera sans doute encore précieuse.

\* \* \* \* \*

La boulangère tend un pain à la ménagère qui lui tend de la monnaie.

Gravons bien cette scène dans notre mémoire. D'une main la boulangère donne un pain, de l'autre elle reçoit de la monnaie. En face d'elle, la ménagère donne d'une main de la monnaie, de l'autre elle reçoit un pain.

Cette scène est l'acte fondamental de l'économie, acte qu'il ne faut jamais oublier si on veut comprendre quelque chose non seulement à la réalité quotidienne mais encore aux études et aux théories les plus compliquées.

Quelle que soit l'autorité de leurs auteurs il ne faudra jamais perdre de vue l'échange élémentaire qui se produit tous les jours dans la plus petite boulangerie de village.

Quand on parle de budget, d'équilibre monétaire, de parités reliant les monnaies, de Fonds Monétaire International, de tous les efforts des gouvernants pour tenter avec peu de succès de mettre au point des étalons fixes qui n'arrêtent pas de bouger, il ne faudra jamais perdre de vue qu'il existe à la base de tout ceci l'échange type représenté par la ménagère achetant du pain à la boulangère.

Regardons bien cette scène.

Si le prix payé par la ménagère correspond au prix naturel du pain, l'acte est équilibré. La boulangère qui a besoin de vendre son pain et la ménagère qui a besoin d'en acheter peuvent sourire toutes les deux. Le sourire commercial est justifié. Le sourire commercial ne trompe personne. Le sourire commercial est l'un des plus sincères du monde.

Que l'équilibre entre la valeur naturelle du pain et le prix payé vienne à être perturbé, alors les calamités commencent.

Ainsi en est-il de tous les échanges qui font l'économie.

Un déséquilibre peut d'abord provenir de la monnaie à sa source même dans le sein de la banque centrale.

Dans tous les pays les banques centrales sont très proches du pouvoir quand elles ne se confondent pas avec sa trésorerie comme se fut si souvent le cas dans le passé.

Tant qu'elles fabriquent de la monnaie à partir de R.D. réelles pour alimenter par exemple une masse monétaire qui doit répondre à des besoins d'échanges plus nombreux, elles remplissent simplement leur rôle. Elles ne lèsent personne.

Mais quelle tentation pour un pouvoir à court d'argent de se tirer d'affaires en faisant fabriquer de la monnaie ex-nihilo, de la monnaie reposant sur du vent, de la fausse monnaie en somme bien qu'elle soit identique à la vraie et revêtue d'une authentique signature.

Pour prélever de l'argent sur la population, un pouvoir dispose de deux grands moyens : l'impôt ou la monnaie factice, l'emprunt, lui, devant de toutes façons être rendu.

L'impôt a le mérite d'être franc. Il frappe telle ou telle catégorie de citoyens ou groupes de citoyens selon des critères bien définis.

La fabrication de monnaie factice, elle, se fait en secret. Elle prélève de l'argent chez tous les citoyens dans la proportion où ils en détiennent en faisant baisser sa valeur. Elle vide progressivement les coffres-forts et les portefeuilles sans y toucher.

Comment cela ?

Au départ, avec sa monnaie factice créée à partir de rien, le pouvoir se procure des marchandises ou services réels, eux, ou il s'acquitte de dettes non moins réelles.

Mais ce ne sont pas ses fournisseurs immédiats ou ses créanciers qui seront directement lésés.

Avec cette monnaie qu'ils reçoivent, ceux-ci paieront autre chose et ainsi la monnaie nouvelle, circulant de proche en proche, fera double emploi avec la monnaie saine qui correspondait à une masse d'échanges définie.

Il y aura donc trop de monnaie pour les échanges en cours, un trop reposant sur rien mais indiscernable dans le brassage des transactions. Le résultat sera que, statistiquement, les prix monteront jusqu'à ce qu'un nouvel équilibre soit rétabli. La monnaie légitime aura cédé une partie de sa valeur à la monnaie folle.

Cette réaction naturelle, on pourrait dire arithmétique, de l'économie s'appelle l'inflation.

Le phénomène est d'ailleurs général. Sur un marché où arrivent autant de pains que de poissons, l'équilibre se fera sur l'égalité : un pain vaut un poisson.

Si par la suite il arrive deux fois plus de poissons, l'équilibre se modifiera jusqu'à l'égalité : un pain vaut deux poissons

Si sur une place il y a vingt-cinq voitures pour cent voyageurs à transporter, la répartition moyenne que choisiront naturellement ceux-ci sera de quatre personnes par voiture.

Si le nombre des voitures est porté à cinquante, cette répartition moyenne s'effectuera selon deux personnes par voiture. Chaque voiture aura donc vu sa valeur d'utilisation tomber de quatre à deux passagers. Elle se sera en quelque sorte dévaluée de moitié.

De même l'émission dans un territoire économique d'une monnaie folle égale à la monnaie saine fera tomber la valeur de chaque U.M. de moitié.

Comme sur le marché pains-poissons, comme pour les voitures, il n'y aura pas besoin d'une action délibérée pour obtenir ce résultat. Il se réalisera bien tout seul.

Mille U.M. sont en circulation en contrepartie de mille pains à livrer. Par suite de l'émission de monnaie folle il s'en trouve mille de plus, donc en tout deux mille. Le brassage des transactions élèvera le prix naturel de chaque pain jusqu'au niveau de deux U.M. La valeur de l'U.M. aura donc baissé de moitié.

Autrement dit, celui qui détenait 100 U.M. lui permettant d'acheter 100 pains ne pourra plus en acheter que 50.

Ici arrêtons-nous pour tenir compte d'une objection à première vue valable.

Si le pêcheur met trop de poissons sur le marché, il sera obligé d'en abaisser le prix pour arriver à vendre son surplus. Parce qu'il ne peut pas conserver son poisson.

Le maçon a une marge plus grande. Il peut stocker ses briques. Mais il arrivera un moment où il ne saura plus qu'en faire et il baissera ses prix pour les écouler.

Tandis qu'un citoyen n'est pas obligé de payer plus cher ce qu'il achète sous prétexte qu'il a plus d'argent. Il n'y aura donc pas de hausse des prix de son fait sur le marché.

Sous la réserve qu'une abondance d'argent rend tout de même plus facile l'acceptation d'un prix plus élevé, l'objection est jusqu'ici parfaitement valable.

En effet l'argent n'est pas une marchandise. Il peut se thésauriser.

Mais poussons plus loin l'observation.

Le citoyen qui a plus d'argent qu'avant et qui refuse malgré tout de payer plus cher ce qu'il achète réalise avec ce surplus des économies.

Comme il ne va pas laisser dormir ses économies, il les placera et cet argent reparaitra sur le marché sous forme de crédit. Il pourrait tout aussi bien acheter de l'or, cette marchandise précieuse qu'il mettrait de côté, mais c'est le vendeur qui disposerait de l'argent et agirait de même. La masse monétaire présente sur le marché sera donc bien supérieure à ce qu'elle était avant l'émission de la monnaie illégitime.

Ainsi, en faisant fabriquer autant de monnaie folle qu'il y avait de monnaie saine, ce pouvoir aura finalement prélevé pour lui la moitié de la valeur de la monnaie détenue par les citoyens, banques comprises.

Ou, si on préfère, il aura prélevé potentiellement sur les citoyens la moitié des biens que ceux-ci étaient en mesure d'acquérir pour eux-mêmes.

Un calcul plus exact démontrerait même que la proportion est plus forte.

On comprend dès lors que l'inflation n'est pas un mal en soi. Ce n'est pas elle qu'il faut rendre responsable de nos malheurs. Ce n'est pas elle qu'il faut attaquer.

Elle n'est que le rétablissement automatique d'un équilibre entre la monnaie et les échanges.

Pour nous servir de la comparaison avec un organisme vivant, nous prendrons l'inflation pour une réaction de l'économie contre l'intrusion du corps étranger de monnaie folle qu'elle phagocyte par une hausse des prix.

Quand elle a accompli son rôle, elle cesse d'elle-même.

Un nouvel équilibre est atteint. L'économie fonctionnera comme avant. Il ne se produira aucun chômage.

Si dans l'exemple que nous donnons, au lieu de présenter cette inflation comme un mal qu'il faut combattre, ce gouvernement n'avait pas voulu qu'il y en ait, il n'aurait pas fait marcher "la planche à billets".

Notons au passage que nous utilisons ce terme parce qu'il est commode et très évocateur de cette monnaie illégitime, sans pour autant désigner forcément une action mécanique. En fait la part des billets de banque dans une masse monétaire est faible.

Qui fera les frais de ce rééquilibrage ? Qui paiera le préjudice causé à l'économie par la fabrication de monnaie folle ?

L'inflation prend l'argent où elle le trouve.

Elle n'en trouvera pas chez le pauvre. Elle n'en trouvera pas chez l'ouvrier qui dépense tout ce qu'il gagne parce qu'il lui faut bien tout pour vivre.

Elle le trouvera chez celui qui épargne.

Elle le trouvera surtout chez ceux qui, individuellement ou par groupes, détiennent de grandes masses de monnaie.

Il est bien compréhensible que ceux-ci se défendent, qu'ils cherchent à se rattraper partout où ils le pourront. Ils utiliseront tous les moyens pour combattre cette inflation qui les spolie. Presse, radio, télévision, hommes politiques, économistes distingués, mains sur le cœur pour ces pauvres salariés, pour ces pauvres retraités qui en sont les victimes, condamnation de la course salaires prix en se gardant bien de dire qu'entre les salaires et les prix il y a les intérêts et les bénéfices. On se rattrapera sur les salaires en supprimant l'échelle mobile. La couleur politique n'a rien à voir dans cette affaire.

Déjà se pressent une relation entre l'inflation et le chômage. Peu à peu nous commençons à comprendre.

\* \* \* \* \*

Avant d'aller plus loin, puisque désormais notre enquête se concentre sur l'inflation, restons-en au niveau de la banque centrale pour constater qu'elle n'a pas besoin d'aller jusqu'à la fabrication de

monnaie folle destinée au paiement de ses dettes ou celles du pouvoir pour provoquer l'inflation. Il lui suffit de distribuer du crédit constitué par une telle monnaie créée ex-nihilo.

A première vue, le procédé semble ne nuire à personne.

Une banque centrale crée de la monnaie à partir de rien. Elle la prête à un emprunteur qui va s'en servir pour se procurer des biens réels. Les fournisseurs de ces biens vont à leur tour en faire autant et cette monnaie circulera jusqu'à ce qu'elle revienne d'une façon ou d'une autre à l'emprunteur puisque c'est par lui que nécessairement doit se faire le retour à la banque centrale.

L'emprunteur qui avait signé à la banque centrale une R.D. bien réelle rend l'argent à la banque contre la récupération de celle-ci.

Ainsi la banque récupère bien dans son intégralité l'argent qu'elle avait créé à partir de rien, argent qui retourne à son néant.

Il n'y a donc eu dans tout ce circuit préjudice pour personne. La banque y a de plus touché des intérêts. Elle peut même se donner la bonne conscience d'avoir fait marcher les affaires.

Pour comprendre ce qui s'est passé en réalité, il faut partir d'exemples simples.

Un menuisier prête une scie à un boulanger qui en a besoin pour faire une réparation chez lui. Au bout de quelques jours, le boulanger la lui rend avec une tranche de pain en guise d'intérêts.

Nous avons là un prêt en économie de troc, un prêt matériel.

En économie de R.D. personnelles, un maçon fournit des briques à un savetier en échange d'une R.D. comportant livraison d'une paire de souliers.

Le maçon, qui n'a pas besoin de souliers pour le moment, prête cette R.D. à un jardinier.

Ce prêt est donc assimilable à un prêt de monnaie.

Le jardinier, qui n'a pas besoin de souliers, va se servir de cette R.D. pour se faire livrer une veste par un tailleur.

Le tailleur, qui n'a pas besoin de souliers, utilise la R.D. pour payer un vitrier qui lui remplace ses vitres cassées par un orage.

Le vitrier, qui n'a pas besoin de souliers, paie avec la R.D. le jardinier qui cultive son jardin.

Le jardinier est maintenant en mesure de rembourser sa dette au maçon. Il lui rend la R.D. du savetier avec en plus une corbeille de fleurs à titre d'intérêts.

Le prêt est donc remboursé.

Tout le circuit a donc fonctionné avec cette R.D. qui a exactement joué le rôle d'une monnaie. Qui veut comprendre le mécanisme de la monnaie peut se référer à cet exemple. Il est universel.

Terminons notre histoire.

Le maçon, qui a marché entre temps et usé ses chaussures, rend la R.D. au savetier contre la paire de souliers convenue.

La R.D. a fini son voyage et atteint son but : la livraison d'une paire de souliers. Elle a fait retour à son signataire. Elle est brûlée.

Il est manifeste que si la R.D. a pu ainsi parcourir tout le circuit acceptée par tous, c'est parce que chacun savait dès l'origine qu'elle valait livraison d'une paire de souliers tout à fait réels. Autrement dit, *elle véhiculait un droit certain*. Elle pouvait servir de monnaie. Mieux elle était exactement une monnaie dans le petit cercle des connaissances du savetier puisqu'elle était négociable entre eux.

Lorsqu'une banque centrale, pour accorder un prêt, fabrique de la monnaie sans puiser dans aucune réserve, donc crée de la monnaie ex-nihilo, alors que la scie du menuisier était bien réelle, que la R.D. du savetier était bien réelle, la banque, elle, *ne prête que du vent*.

Cette banque centrale introduit ainsi dans la circulation générale, par l'intermédiaire de son emprunteur, de la monnaie folle dont la présence sur le marché va dévaloriser la monnaie saine.

Tout se passe donc là aussi comme si la banque avait prélevé le montant de son prêt dans la poche des citoyens en provoquant une inflation pendant toute la durée de ce prêt. Pratiquée en masse, cette façon d'agir est inévitablement inflationniste. Et c'est la banque qui en empêche les intérêts.



Si les banques secondaires ne peuvent sainement prêter que l'argent qu'elles ont en dépôt ou en réserve, la banque centrale doit observer la même règle et ignorer sur ce point son privilège de "battre monnaie", privilège exorbitant si elle en use de la sorte.

Le crédit est sain et favorise l'économie lorsqu'il est fait sur des réserves de monnaie saine, acquise en échange de biens ou de services réels. Il ne modifie donc en rien la masse monétaire en circulation. Personne n'est spolié. L'argent, valeur de passage, joue son rôle de courroie de transmission entraînant les rouages de l'économie.

*En aucun cas le crédit sain ne peut provoquer l'inflation.* Il contribue au contraire à la baisse réelle des prix en aidant les entreprises à améliorer leur productivité. Il empêche l'argent de stagner et s'accumuler en un point donné du circuit. Aucun des rouages de la mécanique économique ne peut se bloquer. En aucun cas le crédit sain ne peut provoquer le chômage.

C'est même exactement le contraire. Toute obstruction au crédit ralentit la machine économique. On aura sans doute l'occasion d'y revenir.

L'attitude des gouvernements vis-à-vis du crédit et de l'inflation varie dans des proportions considérables, surtout lorsqu'ils se succèdent. Celle des économistes aussi d'ailleurs.

L'inflation, certains ne la voient pas d'un mauvais œil et ils cherchent même à en profiter.

L'émission de monnaie folle sera quelquefois utilisée pour financer des dépenses sans avoir à recourir à l'impôt ni à l'emprunt. L'impôt est mal supporté. L'emprunt, il faut le rembourser. La monnaie folle ne se voit pas.

Admettons même que l'intention soit bonne, qu'il s'agisse d'une dépense utile à tous comme la construction de routes.

La monnaie folle aura pour effet d'en prélever par l'inflation la valeur correspondante dans les trésoreries de ceux qui en possèdent. Le pouvoir peut ainsi faire payer les routes par les détenteurs de monnaie.

Mais les détenteurs de monnaie vont inévitablement se défendre en comprimant leurs prix de revient, salaires et achat de matières premières entre autres, lesquelles sont procurées par du travail payé par des salaires.

Ce sont donc finalement les salaires qu'on va essayer de comprimer pour les empêcher de suivre l'inflation.

Si bien que les routes auront été financées en partie par les salariés, en partie par les possesseurs d'argent.

La proportion variera selon la résistance des salariés face à la contrainte morale ou matérielle des premiers. Grève chez les uns. Pressions chez les autres. Refus d'embauche. Appel à la défense de la monnaie. Effort de redressement national. Ben voyons !

Peut-être le pouvoir aura-t-il atteint son but mais par des moyens illégitimes en provoquant délibérément une inflation, c'est-à-dire une spoliation sur la valeur de l'argent dans les coffres ou sur les comptes de ses détenteurs, spoliation ensuite plus ou moins compensée par le sous-paiement des salariés.

L'impôt eut été plus franc et plus juste, étant supposé qu'il n'ait pas été détourné de son but : l'apport à la communauté de sa contrepartie, ici les routes.

L'emprunt aurait eu l'avantage de collecter une monnaie saine parce que gagnée par le travail, et le rendement des impôts, fruit d'une production améliorée par l'usage des nouvelles routes, aurait facilité son remboursement et le paiement intermédiaire de ses intérêts.

Mais là encore le pouvoir aurait eu le moyen de ne pas rembourser l'emprunt ou du moins de le faire rembourser par les détenteurs de monnaie en fabriquant de la monnaie folle.

Par ce procédé, le trésor public aurait remboursé sa dette aux citoyens... avec l'argent des citoyens.

De fins politiques pourraient alors féliciter le pouvoir pour son astuce : avoir réussi à faire financer

les routes par les citoyens sans que ceux-ci s'en rendent bien compte.

Ainsi se manifeste parfois l'art de gouverner.

Mais les mêmes procédés, s'ils étaient utilisés par des chefs d'entreprises, les conduiraient droit devant les tribunaux.

\* \* \* \* \*

Mais loin de nous l'idée de ne voir de causes possibles d'inflation qu'au niveau de la banque centrale ou du pouvoir. Lorsqu'elle se produit dans un pays, certains citoyens ou groupes de citoyens en ont bien leur part de responsabilité.

Retournons dans notre île, une île assez loin du pays auquel elle appartient pour qu'il s'y forme une sorte d'économie fermée entre ses seuls habitants : un maçon, un savetier, un boulanger, un médecin. Comment font-ils pour y vivre seuls ? C'est une autre histoire.

Le boulanger et le médecin ont des économies en monnaie de leur pays. Le maçon dépense tout ce qu'il gagne mais n'a pas de dettes. Le savetier qui a construit sa boutique est, lui, très endetté.

Un équilibre s'est établi dans leur microéconomie.

Mais un jour le boulanger veut s'enrichir. Il double le prix de son pain.

La réaction ne se fera pas attendre. Dépensant plus pour acheter son pain, le savetier déjà endetté doublera le prix de ses chaussures, ce que voyant les deux autres en feront autant pour le prix des briques et de la consultation.

Le boulanger n'y aura pas gagné gros, juste le temps que les autres réagissent. Il se trouvera remis dans le rang comme un soldat qui se serait avancé d'un pas se retrouve dans le rang si celui-ci en fait autant.

Le boulanger qui voulait s'enrichir a vu sa prétention annulée par l'inflation.

L'inflation aura donc ici joué immédiatement son rôle en rétablissant l'équilibre. On le constatera une fois de plus.

On comprend pourquoi celui qui veut s'enrichir indûment n'aime pas, lui non plus, l'inflation.

Mais qui aura fait les frais de ce réajustement ?

Le boulanger devant dépenser plus pour acquérir les mêmes biens aura puisé dans ses économies, le médecin aussi, parce que tous deux en avaient.

Le maçon, gêné un moment, s'en sera tiré par des R.D. personnelles mais recevant ensuite de l'argent, il paiera avec cet argent comme avant.

Le savetier en aura fait autant.

Une partie des économies du médecin et du boulanger aura glissé en un premier temps dans la circulation générale. Mais leur préjudice ne s'arrêtera pas là.

Si le médecin et le boulanger possédaient chacun 1.000 U.M. leur permettant de se procurer par exemple 1.000 paires de chaussures, désormais ces mêmes économies ne leur permettront plus d'en acheter que 500.

La valeur de leur portefeuille sera tombée de moitié.

Le maçon qui n'avait pas d'argent ne verra pas sa situation changée. Au lieu de recevoir une U.M. et d'en dépenser une, il en recevra deux et en dépensera deux.

C'est seulement dans le temps que mettra l'économie de l'île à réagir qu'il y perdra un peu. D'où le souci de tous les salariés de voir leur salaire suivre sans délai la hausse des prix.

Le savetier au contraire se trouvera avantagé. S'il doit toujours 100 U.M. qui valaient par exemple 100 paires de chaussures, ces 100 U.M. n'en valent plus maintenant que 50. Pour se libérer de sa dette, il pourra travailler la moitié moins ou, s'il travaille autant, il s'en libèrera deux fois plus vite.

Celui qui fait les frais de l'inflation est celui qui possède de l'argent. Celui qui en bénéficie est celui qui en doit.

L'exemple n'est toutefois qu'une approche provisoire de la réalité.

Dans l'île le boulanger est en effet le maître du marché du pain du fait qu'il est seul. Le seul frein à sa propension à s'enrichir sera la réaction de ses partenaires qui n'entendront pas de laisser spolier, ceux qui ont des économies : le médecin et... sa propre femme qui, moins bête que lui, lui prouvera manu militari qu'il est lui-même victime de son propre jeu, même si au départ il commence par y gagner.

Pour nous rapprocher de la réalité, supposons qu'il y ait dans l'île trois boulangers, trois médecins, trois savetiers, trois maçons.

Si l'un d'eux, notre boulanger par exemple, veut augmenter ses prix, il verra sa clientèle de détourner de lui pour aller acheter son pain chez ses deux concurrents. Il en sera ainsi dissuadé. Il ne peut donc outrepasser le prix naturel du pain.

La concurrence est le premier garde-fou à l'avidité du boulanger. D'où dans une économie l'intérêt de la liberté de concurrence.

Si par contre les trois boulangers s'entendaient pour augmenter ensemble le prix de leur pain, alors l'inflation serait appelée à rétablir l'égalité entre le prix naturel des autres marchandises par rapport à celui du pain dont le niveau serait ainsi légitimé.

Mais alors que dans notre île la réaction de l'économie est immédiate, dans une économie étendue au territoire d'une nation, nos boulangers commenceront par gagner de l'argent. Cela se saura vite et incitera d'autres gens à se faire boulangers, lesquels pour se lancer seront amenés à vendre moins cher que les autres, ce qui tendra, au prix d'un minimum d'inflation, à ramener le prix du pain à sa valeur antérieure par rapport à celle des autres marchandises offertes sur le marché.

On saisit par là l'intérêt du libre jeu de la concurrence. Si une autorité ne la protège pas, elle ne jouera plus son rôle régulateur à la source même de l'anomalie, donc au niveau local, et c'est l'inflation qui, en deuxième ligne, sera appelée à le faire au niveau général en prenant sur la valeur des réserves de ceux qui possèdent de l'argent.

Il est des vérités qu'il ne faut pas craindre de répéter.

Si l'enrichissement illégitime, c'est-à-dire sans contrepartie d'un supplément de biens ou de services, non rapidement corrigé par la concurrence, provoque la réaction naturelle de l'inflation, en revanche l'amélioration de la productivité permet à son auteur un profit tout à fait légitime et profite à l'économie encore davantage.

Pierre et Paul sont boulangers tous les deux. Ils vendent chacun leur pain 10 francs pour un prix de revient de 9 francs. Gain 1 franc.

Paul économise, investit, se modernise, abaisse le prix de revient à 7 francs. Il peut le vendre à 9 francs. Gain doublé 2 francs.

Le courant de la clientèle qui se partageait entre les deux se concentre uniquement sur Paul. Pierre doit se moderniser s'il le peut sinon fermer boutique.

Par cet exemple simple on voit que la clientèle et Paul ont gagné ensemble à cette amélioration de la productivité. Le client a son pain pour 9 francs au lieu de 10. Paul se rémunère à 2 francs au lieu d'un.

Si Pierre à son tour veut se moderniser, il imitera Paul et pourra même se contenter de vendre son pain à 8 francs pour récupérer sa clientèle. Paul sera obligé de réagir jusqu'à ce que tous les deux se disent qu'il serait stupide d'avoir fait un effort de modernisation pour se contenter de leur rémunération d'origine.

Le pain sera vendu à 7,50 francs sans même qu'il soit besoin d'un accord entre eux. Ce sera le nouveau prix naturel du pain tant que d'autres boulangers ne viendront pas s'installer sur le marché et ramener ce prix au niveau en dessous duquel la profession ne peut vivre normalement.

Ainsi, grâce à l'amélioration de la productivité, le prix du pain aura baissé. Le niveau de vie des

consommateurs quant au pain aura progressé. Il ne se sera produit dans l'économie ni inflation, ni son inverse, la déflation. L'équilibre des échanges sera maintenu.

Si nous recherchons des cas où un grippage de l'économie provoque le chômage, ce ne sera pas, contrairement à ce qu'on veut nous faire croire en faussant les apparences, dans l'augmentation de la productivité.

Il nous faut chercher ailleurs.

Bien que l'actualité soit encore à la lutte contre l'inflation, il n'est peut-être pas mauvais de parler de son mal inverse, la déflation.

Si l'inflation a des conséquences désagréables pour ceux qui ont de l'argent, la déflation a des conséquences désastreuses pour ceux qui n'en ont pas.

Dans l'exemple type de la ménagère et de la boulangère, si le pain est payé au-dessous de sa valeur naturelle, c'est la boulangère qui va s'appauvrir.

Pour faire face à la situation, elle essaiera de travailler davantage ou cherchera à augmenter sa productivité.

Si elle travaille davantage pour vendre plus de pain tout en n'obtenant pas plus de rémunération, cela signifiera que son travail s'est dévalué.

Elle cherchera donc plutôt à augmenter sa productivité.

Mais, à moins qu'elle ait des économies ou qu'elle puisse faire appel au crédit, le sous-paiement de son pain la privera des moyens nécessaires.

Disons tout de suite que dans une petite entreprise, le ou les dirigeants peuvent travailler soixante heures ou plus par semaine et ainsi faire face à la situation.

Par contre, dans une entreprise moyenne et surtout dans une grande, les horaires des travailleurs n'étant pas changés, ni leur intensité de travail, le sous-paiement de ses produits ou services amènera fatalement l'entreprise soit à un rachat par une plus fortunée d'où la plupart du temps une compression d'effectifs, soit à un dépôt de bilan.

Mais, dans le contexte normal de la concurrence au sein d'une économie qui marche, le sous-paiement sera évité par le refus de vendre au-dessous de la valeur naturelle. Si notre boulangère refuse de vendre son pain à un prix trop bas, la ménagère pourra bien s'adresser à d'autres boulangers qui agiront comme leur collègue, elle devra payer le prix normal.

Mis à part le cas de l'erreur de gestion qui est tout autre chose, pour que le sous-paiement s'installe dans une économie qui tourne rond, il faudra qu'intervienne une puissance politique, militaire, religieuse, technocratique ou autre qui faussera le jeu de l'échange.

Ainsi a-t-on vu dans certains pays des populations obligées de travailler pour des salaires de famine, ce qui avait pour conséquence de faire baisser les prix à un niveau dérisoire et d'élever d'autant le pouvoir d'achat des possédants et par voie de conséquence la domination de ceux-ci sur les plus pauvres qu'ils acculent à la mendicité.

Achetant toutes choses, y compris les choses précieuses, pour une bouchée de pain, utilisant leur domination pour conclure tous contrats léonins, des princes ont pu vivre dans un luxe inouï au milieu d'une multitude croupissant dans la misère.

Ainsi s'explique le paradoxe : c'est au sein des peuples les plus affamés que s'édifient les fortunes les plus fabuleuses. Or on est effrayé de voir nos dirigeants pousser notre pays vers une telle situation de pauvreté générale face à la richesse grandissante d'un cercle de privilégiés.

Quoi qu'il en soit, une telle situation n'oblige pas les travailleurs à ne rien faire. Les ouvriers et paysans doivent au contraire se tuer à la tâche pour tant bien que mal manger à leur faim. A elle seule elle ne pourrait provoquer le chômage tel que nous le connaissons chez nous.

Nous voyons par ces exemples que le sous-paiement et le surpaiement ont des effets antagonistes. Si

l'un équilibre l'autre, la monnaie reste stable. Le riche ne craint rien pour la valeur de son argent. Que la masse des sous-payés en souffre, là n'est pas son problème.

Deux individus vont acheter chacun le même objet qui coûte 10 francs à un marchand qui n'entend pas faire de cadeau. L'un est costaud et méchant, l'autre malingre et peureux. Si le costaud oblige le malingre à payer le sien 15 francs pour que lui puisse payer le sien 5 francs, le résultat final sera que deux objets auront été vendus en moyenne à leur prix naturel. Le surpaiement de l'un a compensé le sous-paiement de l'autre.

Cet exemple tout gros, une véritable lapalissade, nous donne sans en avoir l'air un jalon qui pourra nous servir par la suite car le cas est général dans l'économie : le surpaiement des uns ne sera possible sans provoquer d'inflation qu'à la condition d'être compensé par le sous-paiement des autres.

On s'étonne naïvement que pendant des générations le franc d'avant 1914 se soit maintenu à un niveau d'une stabilité remarquable.

Beaucoup d'économistes vous diront que cette stabilité était due au système de l'étalon or. On rencontre encore des nostalgiques éminents de ce fameux étalon au sujet duquel on serait en droit de se demander pourquoi, s'il a si bien réussi pendant si longtemps, toutes les tentatives pour le rétablir ont échoué.

Or il existait alors des surpaiements sans doute plus importants qu'aujourd'hui car les fortunes s'élevaient rapidement au sein d'une minorité groupant la plupart du temps à peu près les mêmes familles.

Il en aurait du résulter une baisse très forte de la valeur de la monnaie.

En fait la garantie or n'y était pour rien. Elle a constitué une illusion qui n'a fait qu'appuyer de son effet psychologique une stabilité qui tenait en réalité à de tout autres causes.

Comment peut-on oublier chez ces économistes distingués l'immense misère de l'immense masse des travailleurs qui faisaient des journées de dix, douze heures et même davantage pour des salaires de famine, le sacrifice des enfants travaillant dans les mines, sans jamais aucunes vacances, leur niveau de vie lamentable encore plus bas que celui des paysans ?

C'est grâce à ces sous-paiements massifs et à eux seuls, les prix étant fixes et l'intérêt bas, que pouvaient s'élever des fortunes sans que la valeur du franc n'en subisse les conséquences. Le gage de l'or n'y était pour rien. Nous avons vu qu'une monnaie n'a pas besoin de gage pour être valable, pas plus que n'importe quelle reconnaissance de dette.

Mais lorsque les travailleurs ont réagi contre leur situation indigne, lorsque les dépenses insensées d'une guerre sont venues peser lourd dans la dette nationale, lorsque l'effet de ces deux facteurs a été amplifié par la généralisation de la prétention à la richesse, l'insuffisance des sous-paiements à compenser les surpaiements a provoqué le rattrapage de la différence par l'inflation.

Nous rechercherons donc à travers le domaine économique quels sont les surpaiements pour trouver une seconde cause de l'inflation, la première étant, nous l'avons vu, l'émission de monnaie folle dans quelque pays que ce soit par la banque centrale.

\* \* \* \* \*

Dans une société où les citoyens font dépendre leur rémunération du métier qu'ils exercent, fussent-ils simples salariés ou patrons, le prix naturel des biens et services s'établit sans trop de peine.

Chacun justifie l'argent qu'il gagne par le rôle professionnel qu'il assume auprès de ses semblables.

L'investisseur, lui aussi, a conscience de contribuer à fonder ou à soutenir une entreprise ou de mettre à la disposition des gens qui en ont besoin le bien qu'il achète, ce qui justifie à ses yeux son gain.

Bien entendu il y aura toujours une minorité de gens âpres au gain, égoïstes et durs qui ne verront dans leur métier que le moyen de soutirer le maximum d'argent des autres. Mais d'autres au contraire mettront davantage l'accent sur le service qu'ils rendent et feront ainsi sans le vouloir une sorte de

concurrence aux premiers. Si la société est saine, le résultat des tractations sera en moyenne équilibré.

Lorsqu'une société devient au contraire opulente, lorsque la rentabilité éclipse le service rendu, lorsque le profit constitue le seul et unique but de l'activité, en un mot lorsque l'avidité devient le cas général, alors commence pour cette société la décadence.

Il n'y a que deux façons de se procurer de l'argent.

Ou par un échange avec les autres : livraison de marchandise, service, crédit, apport artistique ou récréatif, thérapeutique... le tout dans le cadre des prix naturels, bref par la satisfaction d'un besoin chez les autres.

Ou par la spoliation des autres.

Cette spoliation peut se faire avec leur consentement. Un joueur qui s'assoit à une table de baccara accepte implicitement de se voir spolié s'il perd. Beaucoup de gens "jouent" à la Bourse.

Mais la plupart du temps ce sera sans leur consentement : les surpaiements qu'on leur arrache, les sous-paiements qu'on leur impose, toutes les formes du vol, légal ou illégal, la tromperie, la roublardise, l'exploitation de la faiblesse ou de la crédulité, les influences malhonnêtes, la corruption, les astuces...

Il n'y a que deux moyens de se procurer de l'argent : ou en le gagnant ou en le prenant aux autres. C'est clair ?

Sans aller regarder ce qui se passe ailleurs, pouvons-nous dire qu'en France, actuellement, le souci général soit d'abord celui du service rendu avant celui du profit ?

On peut en douter. En tous cas dans de nombreuses sphères auxquelles chacun peut penser sous sa propre responsabilité.

Ce qui est certain, c'est que l'esprit de complémentarité fait place trop souvent à l'esprit de conflit. L'âpreté au gain, une propagande nocive soulèvent les gens ou les groupes sociaux les uns contre les autres, d'où bien souvent un esprit détestable d'agressivité. Il faut avant tout "défendre ses intérêts" tous azimuts, oubliant qu'il ne peut exister dans n'importe quelle société de droits sans contrepartie de devoirs.

L'amour de l'argent pour l'argent, l'argent au-dessus de tout, l'exploitation de la loi pour tirer des autres le plus d'argent possible, tel est le climat de surenchère où chacun cherche à déséquilibrer l'échange à son profit.

Autrement dit chacun cherchera à se faire surpayer.

Nous assistons à une décadence économique par le phénomène de la dégénérescence du contrat.

Un contrat est fondamentalement la concrétisation de la rencontre de deux intérêts complémentaires. Sinon il n'aurait pas lieu.

Un monsieur a besoin de construire une maison parce c'est son métier. Un autre a besoin d'une maison parce qu'il a une famille à loger. Ces deux besoins concordent. Le contrat est signé.

Pourquoi vouloir faire des deux parties des adversaires ?

Il se trouve des économistes, des juristes pour soutenir cette thèse. Elle est désastreuse dans ses effets.

Il y a dégénérescence du contrat lorsque précisément à la place de l'esprit de complémentarité, de collaboration à la réalisation de l'accord mutuel, s'installe l'esprit de conflit.

Point n'est besoin d'être surdoué pour comprendre quelles en seront les conséquences et toutes des difficultés qui vont surgir pour les deux parties.

Lorsque le cas se généralise, on aboutit dans un pays à une économie de couteaux tirés, d'où un accroissement de l'activité judiciaire, de la réglementation, de la jurisprudence. D'où un freinage des échanges, une perte de temps et d'énergie considérable.

Tout le pays en souffre. Le droit y atteint son apogée. Or c'est précisément l'apogée du droit qui marque la décadence d'une civilisation.

La vertu est présentée en ces temps de contestation systématique comme une convention arbitraire

planant au-dessus de la réalité.

Or la vertu est une donnée strictement économique.

L'observation loyale de la règle du jeu allège, fortifie et agrément la marche des affaires. Quand on ne triche pas, on peut aller vite et passer par-dessus bien des obstacles. L'argent viendra plus facilement s'il vient à son rang : après le service rendu.

Sinon c'est le grippage d'une société, une atmosphère pénible de méfiance de tous côtés, le dégoût général, le désintérêt du rôle social, la décadence.

- Pourquoi veux-tu devenir médecin ?

- Pour gagner beaucoup d'argent.

Vrai ou faux, tel est le raisonnement type de beaucoup de jeunes qui n'envisagent plus autrement leur avenir professionnel, signe particulièrement alarmant de décadence.

Autrefois le boulanger du village se sentait avant tout le boulanger du village et par là en tirait ses moyens d'existence. Sa rémunération, il la faisait dépendre de son travail de boulanger du village. Son métier avait la priorité sur son gain. Il ne le considérait pas comme un moyen de tirer le plus d'argent possible de ses clients en les pressurant dans toute la mesure que le permettait la loi et la réaction de ceux-ci. Sa dignité, sa raison d'être étaient d'abord de fournir du pain au village.

Cet esprit a malheureusement disparu chez beaucoup et cela d'autant plus qu'on s'éloigne de la personne pour remonter vers des sociétés de plus en plus puissantes et anonymes.

Bien des investisseurs particuliers préfèrent miser sur l'activité qu'ils estiment le plus. Le sentiment de participer à quelque chose de valable oriente et parfois domine leur désir de gain.

Ce sentiment-là, les publicistes le connaissent bien.

Nombre de groupes financiers se donnent un but constructif : aviation, communications, produits biologiques, tourisme... Ils sont animés par le goût du développement de la société. L'objectif du service rendu dominera et justifiera le profit qui en sera la récompense. Chez eux, la satisfaction devant un bilan positif est pauvre en face de l'explosion de joie au départ réussi d'une fusée.

Il est par contre inquiétant de voir se constituer des groupes financiers dont le but unique, ouvertement exprimé, est de gagner le plus d'argent possible.

Pour eux, peu importe l'activité pourvu qu'elle rapporte. Le service rendu ne sera considéré que comme la contrepartie indispensable qu'il faut payer pour la réussite des opérations, contrepartie qu'il s'agira de réduire au minimum.

Chaque fois qu'un tel groupe sera placé devant l'aiguillage suivant : ou un meilleur service à rendre à la communauté pour un profit moindre, ou un moindre service pour un profit plus grand, il choisira la voie du plus grand profit.

Ainsi, comment pourraient-ils, ne serait-ce qu'une fois, participer à l'action contre le chômage en acceptant de financer une entreprise créatrice d'emplois pour une rentabilité moindre ? Ils ne comprennent pas qu'ils y retrouveraient encore leur intérêt mais à plus longue échéance. Ils ne voient que le maximum et tout de suite. Ils sont myopes.

On rétorquera que la recherche du plus grand profit aboutit bien en fin de compte au meilleur service rendu à la communauté puisqu'il correspond à la plus forte demande provoquée elle-même par le besoin le plus impérieux.

Avec un tel raisonnement on justifie le trafic de la drogue.

Le plus grand profit ne correspond pas nécessairement au plus grand service rendu à la communauté, tant s'en faut.

Le service rendu à la communauté par le fabricant d'alcools est discutable et pourtant il passe pour lui rapporter de gros bénéfices alors que le service rendu par le constructeur de logements est essentiel à la vie et pourtant, ce qui étonne toujours les non-initiés, il lui rapporte relativement peu, même pas l'estime du public qui par contre verra volontiers dans le fabricant d'alcools un mécène.

Le renversement des valeurs qui consiste à placer le profit au-dessus du service alors qu'il devrait

en être seulement la conséquence ne peut être que néfaste à l'économie par le déséquilibre constant qu'il engendre, déséquilibre qui devra inéluctablement être rattrapé par les sous-paiements et, si ceux-ci ne suffisent pas, par l'inflation.

Contrairement à ce qu'on croit et à ce que malheureusement on enseigne, le profit n'est pas le seul moteur de l'économie. Cette forme d'idéal qu'est la créativité, cette passion d'agir sur les hommes, le besoin de justifier une vie par une réussite sociale plutôt que financière, sont autrement plus motivants.

La part du sentiment est, à n'en pas douter, largement majoritaire dans l'impulsion générale qui engendre l'activité matérielle des hommes.

Et qui dit que la générosité elle-même n'y a pas sa place, cette générosité qui, elle aussi, tend à compenser les déséquilibres, mais par le haut cette fois.

Cela, quel économiste en fera un objet d'études ? Techniquement. Rationnellement. A cent lieues de toute considération politique.

Les économistes sont des hommes froids qui manient des chiffres, des formules, des statistiques, surtout des statistiques, sans jamais s'en écarter, sans jamais évoquer la dignité humaine et la morale.

Le feraient-ils, qu'ils en perdraient leur crédibilité. A-t-on vu faire du sentiment en affaires ? A-t-on vu un président de banque invoquer la générosité pour proposer de réduire ses taux d'intérêt envers les défavorisés ? Il se verrait illico brisé par les actionnaires qui n'entendraient pas voir ainsi diminuer leurs dividendes.

Or, en se cantonnant ainsi dans leur champ de vision étroit, techniquement ils ont tort.

Ils ont tort parce que la réalité économique est autrement plus vaste.

On ne peut en effet, et c'est la logique même, saisir une économie sans se préoccuper de la mentalité des hommes qui l'animent. Sans les hommes il n'y aurait pas d'économie et les motivations des hommes sont loin d'être purement matérielles.

Il n'empêche que toute théorie économique est construite sur ce postulat : chaque agent économique agit nécessairement dans le sens de son plus grand intérêt.

*On introduit le déterminisme pur dans un domaine où les relations sont aléatoires.*

Faut-il s'étonner alors que les prévisions des économistes soient encore plus incertaines que celles des météorologistes ?

Les météorologistes étudient un domaine d'une complexité extrême mais enfin les molécules de l'atmosphère n'ont pas de volonté propre.

Les économistes étudient un domaine d'une complexité extrême où les molécules sont des hommes qui ont la liberté de leurs choix et les réactions des hommes sont imprévisibles.

Par rapport aux risques d'erreurs des météorologistes, les risques d'erreur des économistes sont au carré.

Ils avaient étudié l'économie de ce pays dans ses moindres détails. Ils avaient tenu compte de l'augmentation du prix du pétrole, de l'influence possible des concurrents, de la courbe de sa démographie, de son potentiel militaire, des risques climatiques. Ils avaient tenu compte de tout... sauf de Mahomet.

Leurs prévisions les mieux assurées se sont effondrées.

Une économie nationale en perdition peut être retournée par l'arrivée au pouvoir d'un homme qui soulève l'enthousiasme du pays tout entier

Une économie prospère est condamnée malgré ses ressources si le sentiment national de conquête s'abâtardit en esprit de rapacité entre citoyens et de jouissance égoïste.

Dans les deux cas l'économiste y perdra son latin.

Est-ce donc faire du sentiment ou simplement une constatation objective que de dire que l'économie d'une société dépend de sa morale ?



La perte des valeurs supérieures, la précipitation vers l'argent qui en est la conséquence ne peuvent que déséquilibrer par les surpaiements qu'on s'arrache l'acte commercial.

Quand des groupes financiers se forment en vue du seul profit, quand trop de gens se font de la surenchère les uns contre les autres, quand certaines professions pratiquent en bloc des honoraires abusifs sans que puisse jouer la concurrence, quand on donne à une banque, centrale ou non, le pouvoir d'imposer des taux d'intérêts surfaits, quand des privilèges demeurent qui obligent à des dépenses totalement inutiles, quand la corruption sévit à grande échelle, faut-il alors s'étonner que l'économie dont la sensibilité est aussi vive que celle de l'être vivant réagisse contre l'argent indûment amassé en le récupérant par l'inflation ou alors, si on bloque celle-ci, en écrasant nombre de ses enfants dans les sous-paiements et le chômage ?

\* \* \* \* \*

La santé économique d'une nation n'est pas seulement agressée par la généralisation de l'âpreté excessive au gain.

Une maladie intérieure peut aussi la ronger qui se développe dans son organisation même : la prolifération des emplois fictifs.

Cette maladie est d'autant plus insidieuse qu'on ne la remarque pas. Le titulaire d'un emploi fictif est un travailleur qui se rend à son bureau chaque matin, accomplit ponctuellement son horaire, rentre chez lui le soir, touche sa rémunération, cotise aux caisses sociales et arrive à la retraite. Bref il ressemble en tous points à un travailleur ordinaire et la plupart du temps il travaille autant qu'un travailleur ordinaire.

Qu'est-ce qui le distingue donc des autres ?

Ce qui le distingue des autres, c'est que son emploi ne sert à rien. Travaillant ou non, il ne rend aucun service à la communauté et même son action se retourne souvent contre les intérêts de la communauté.

Pratiquement inexistantes dans les professions manuelles où l'utilité du travail est immédiatement contrôlable, les travailleurs fictifs se rencontrent principalement dans les administrations.

L'administration d'une petite entreprise en est relativement préservée car le rendement de chacun est la condition même de son existence.

Lorsque l'administration privée grandit au point de devenir un organisme d'une certaine ampleur, les emplois fictifs commencent à y pousser. Mais là encore leur nombre est limité par la nécessité d'un rendement d'ensemble.

Ce n'est que si la firme réalise des bénéfices importants que croîtra parallèlement le nombre des emplois fictifs de gens qu'on aura réussi à y caser sans que la nécessité de leur emploi soit réelle.

Dans la gigantesque administration de l'Etat avec toutes ses ramifications laquelle n'est pas tenue par la grande menace : équilibrer son budget ou périr, leur nombre est indéfini.

On ne doit cependant aborder ce problème sans le souci d'être juste et objectif.

Trop de gens critiquent les fonctionnaires comme des travailleurs privilégiés, bien installés dans leur fromage, qui remplissent tranquillement leur petit boulot quotidien en évitant surtout de prendre la moindre initiative, encore moins la moindre responsabilité, bien protégés par la garantie de leur emploi et qui n'ont que deux buts, l'un quotidien : voir arriver l'heure de la sortie, l'autre de carrière : voir arriver l'heure de la retraite.

Ce folklore est injuste et indécent.

Nombre de serviteurs de l'Etat prennent leur travail à cœur et avec compétence. Ils ne lésinent point sur le temps passé, accomplissant même des heures supplémentaires bénévoles, et considèrent comme une désertion de s'absenter tant que la maladie ne les a pas vraiment cloués au lit. Il en est qui à leur retraite peuvent se flatter de n'avoir jamais pris un jour de congé de maladie.

Ceux qui les critiquent seraient sans doute étonnés d'apprendre à quel point beaucoup de fonctionnaires se passionnent pour leur travail. Ils ont conscience de servir leur pays et ils le servent bien.

Tant de dévouement et de compétence font de l'Administration Française l'une des meilleures du monde.

Mais en face de ces gens admirables, et souvent à leur grand mais silencieux regret, il s'en trouve combien d'autres qui occupent imperturbablement un emploi dont tout le monde se passerait fort bien. Là est le mal qui ronge sournoisement l'Administration, qui la discrédite aux yeux des administrés chaque fois que ceux-ci se rendent compte de l'inutilité des tracasseries, des pertes de temps ou des absurdités qu'on leur inflige.

Comment expliquer alors l'existence des emplois fictifs ?

Les réponses sont multiples.

Comme on ne peut renvoyer quelqu'un, il faut le caser. On créera un poste pour lui. Raison budgétaire : il faut atteindre dans un service un nombre d'emplois déterminé pour obtenir les crédits désirés. Raison de promotion : on augmente son importance en augmentant le nombre de ses sous-ordre. etc., etc...

D'autre part on ne peut demander au titulaire d'un emploi fictif d'être un héros. Et là il faut faire preuve de compréhension. Chacun a le droit et même le devoir d'assurer à sa famille et à lui-même ses moyens d'existence, ses loisirs, son avenir.

Renoncer à un emploi fictif comporte le risque de se voir mis sur une voie de garage ou faire l'objet d'une mutation posant de sérieux problèmes. On ne sait sur quoi on va tomber, ni même si on ne sera pas obligé pratiquement de chercher du travail ailleurs.

C'est pourquoi, plus qu'aucun autre, le travailleur fictif, pour préserver sa position, est tenu de justifier son emploi.

La justification de l'emploi, voilà la préoccupation majeure de beaucoup de fonctionnaires privés ou publics.

En elle-même la justification de l'emploi n'est pas mauvaise dans la mesure où elle incite à intensifier un service utile. Elle devient maléfique si elle entretient artificiellement une fonction inutile.

La justification des emplois inutiles suscite alors un grand théâtre, un théâtre de fantômes entretenu par les contribuables ou les frais généraux d'une entreprise assez vaste pour les entretenir.

Position souvent difficile pourtant que celle de l'employé fictif.

Si un agent de quoi que ce soit laissait passer tous les dossiers avec "bon pour accord", il rendrait patent le néant de sa fonction.

Aussi faut-il qu'il les épiluche, qu'il les passe au peigne fin pour en déceler les moindres imperfections qui seront sa pâture quotidienne. Arrêtant les dossiers, intervenant sans cesse, ergotant sur tout, demandant sans arrêt des pièces justificatives, des états, des bilans, des certificats, des attestations de toutes sortes, il effectue un travail illusoire mais qui par son volume paraît important aux yeux de la hiérarchie.

Bien des paperasseries n'ont pas d'autre explication.

Disposant de beaucoup de temps, le travailleur fictif pourra peaufiner des dossiers impeccables sous une présentation magnifique, dossiers qu'il connaîtra par cœur, ce qui le mettra en valeur au cours des réunions, même si les chiffres sont faux car un chiffre faux superbement imprimé est plus juste qu'un chiffre juste écrit au crayon.

S'il se déplace, il le fera aussi souvent que possible pour que son action apparaisse aussi indispensable que possible.

Certains se donnent un mal fou pour cela.

On s'aperçoit cependant de l'inutilité de son emploi lorsqu'une maladie ou un accident vient à

l'interrompre et que le mécanisme administratif fonctionne aussi bien qu'avant, souvent même beaucoup mieux qu'avant au grand étonnement de tous, prouvant ainsi qu'un goulot d'étranglement vient de sauter.

Le préjudice causé à la communauté par les emplois fictifs est triple.

D'une part on dépense des salaires sans contrepartie de services réels, d'où perte d'argent pure et simple totalement inflationniste.

D'autre part le travailleur fictif ne peut guère justifier son emploi qu'en entravant celui des autres. Ses exigences sont autant de freins qui provoquent aussi bien dans l'administration que chez les administrés des pertes de temps et des frais de fonctionnement dont on se passerait bien des deux côtés. Il est avant tout un chronophage.

Troisièmement le gaspillage d'argent pour l'entretien des emplois fictifs prive la nation d'emplois particulièrement féconds : dans l'enseignement et la recherche par exemple.

Dix chômeurs coûtent moins qu'un travailleur fictif.

On comprendra qu'il soit délicat de citer des cas précis. Chacun pensera à qui il voudra. Chacun de nous peut aussi se demander en conscience si son travail correspond bien à une nécessité.

Il faut reconnaître que beaucoup d'emplois inutiles sont créés par une réglementation abusive, inutile ou mal faite parce que pondue par des gens savants mais sans expérience, donc connaissant mal les répercussions de dépenses que l'exécution de leur réglementation entraîne.

La source d'emplois inutiles se situe donc généralement très haut dans les bureaux feutrés où se fabrique la réglementation.

C'est aujourd'hui un véritable déluge dont se plaignent toutes les classes de la société, y compris la justice. A croire qu'une véritable frénésie s'est emparée de certains fonctionnaires supérieurs.

Mais là encore il faut comprendre.

Celui qui, après avoir suivi de longues études et obtenu par un travail acharné un brillant diplôme, arrive à un poste d'élaboration de décisions, se doit lui aussi, à ses propres yeux comme aux yeux de la hiérarchie supérieure et inférieure, de justifier et son poste et son diplôme et de montrer son dévouement au bien public.

Il prend alors à cœur le domaine qui lui est attribué et pond réglementation sur réglementation avec le plus grand sérieux sans songer que souvent chacune d'elle, pour être mise en œuvre, va imposer à l'administration et surtout aux administrés la création d'emplois nouveaux. Ici l'émulation est intense. Chacun veut honorer son poste et marquer de son empreinte le destin national.

Comme tout se tient, les besoins financiers accrus de l'Etat et des grands organismes viennent à leur tour alimenter le fleuve de la réglementation.

On majore taxes et impôts. On "réforme" les anciens en les compliquant. On en invente d'autres, très légers au départ pour qu'ils ne suscitent pas trop de mécontentements et, une fois installés, on pourra les alourdir par la suite. On érige des formules savantes qui font les délices des diplômés et le désespoir des assujettis.

A fiscalité nouvelle et plus complexe, agents du fisc nouveaux et plus instruits pour en instruire les autres, l'appliquer, contrôler son application, contrôler son contrôle. Bureaux nouveaux, machines nouvelles, etc...

Mais ici encore, coup double. De l'autre côté de la barrière, les assujettis, devant la complexité démentielle de la fiscalité et ses chausse-trappes, sont eux-mêmes obligés de payer en plus de leurs besoins normaux des comptables, des experts-comptables, des conseils fiscaux, des avocats... au grand détriment de leur propre productivité.

Point n'est besoin d'être un spécialiste pour comprendre à quelle hémorragie de dépenses inutiles aboutit une telle inflation réglementaire.

Sans contrepartie d'un service réel pour répondre à un besoin réel, l'inflation réglementaire

alimente directement l'inflation monétaire.

Le malheur est qu'il n'existe pas dans le domaine de l'administration ni dans celui de la réglementation de système régulateur.

Dans l'économie, la rapacité des uns est limitée par la rapacité des autres. Le surpaiement est freiné par la résistance des sous-payés. L'augmentation abusive d'un prix est contrée par la concurrence.

Dans l'administration et la réglementation, rien de tout cela. L'inflation chez l'une et chez l'autre est extensible indéfiniment et ne peut cesser que par une révolte des assujettis, autrement dit par une crise de société.

Dans toute civilisation l'abus de l'administration et de la réglementation, parallèle à celui du droit, s'est révélé une cause de décadence. Par sclérose de l'organisme vivant qu'est l'économie.

Une civilisation qui monte n'a que faire de s'encombrer d'entraves. Il lui faut au plus vite se tailler sa place au soleil. Elle se contentera de lois simples et expéditives, d'une administration réduite à l'essentiel.

Lorsque cette civilisation est repue, il s'agit au contraire de protéger les biens constitués. Alors se développe un droit savant et compliqué voulant tenir compte de tous les cas possibles. La sauvegarde des privilèges sera le principal souci du législateur. La réglementation autrefois simple et efficace parce qu'orientée vers la conquête s'enflera maintenant pour la défense des intérêts acquis.

Un pays qui va de l'avant favorise son économie en laissant la plus grande liberté d'entreprise compatible avec les principes élémentaires de justice et d'intérêt général. Ses lois seront simples, aisées à comprendre, efficaces, assez générales pour s'adapter par déduction logique aux cas particuliers, le reste étant l'affaire des juges auxquels il sera laissé une grande liberté d'appréciation.

Les entreprises doivent en effet pouvoir s'adapter instantanément à toute situation nouvelle, réagir comme un organisme à toutes les variations du milieu. De cette souplesse d'adaptation dépend l'augmentation constante de leur productivité, pour le moins du maintien de celle-ci, et même de leur propre survie.

Une réglementation abusive au contraire les paralyse.

Chacun de ses gestes étant réglementé par le menu, le chef d'entreprise se trouvera devant l'alternative effarante : ou bien respecter scrupuleusement chaque article et ses multiples subdivisions au détriment de son travail et de celui des autres ou bien passer par-dessus et devenir alors la cible facile au chantage de ses ennemis et concurrents.

A vouloir tout réglementer on sclérose.

L'inflation monétaire non contrée alors par l'accroissement de la productivité ne peut que s'en trouver aggravée.

Ce n'est pas tout. Le but de la loi est de supprimer l'arbitraire. Or, lorsque la loi devient impossible à appliquer, l'assujetti se trouve toujours en défaut et donc à la merci de l'autorité qui voudra lui nuire. Le cas est flagrant en matière fiscale.

Le retour à l'arbitraire par la loi elle-même met une fois de plus en évidence un fait général. Par son inflation la loi, elle aussi, se dévalue elle-même.

En attendant, qui pourra décompter le pourcentage d'inutiles qui vivent sur le dos de ceux qui triment du matin jusqu'au soir ? Ces sous-payés grâce auxquels entreprises, artisanats, commerces arrivent tant bien que mal à tourner.

Il semble maintenant que nous commençons à comprendre ce qui va mal dans l'économie de notre pays et pourquoi celle-ci, organisme vivant qui étouffe, cherche à respirer par l'inflation, sinon elle fera tout craquer.

\* \* \* \* \*

**Le chômage ne compterait-il pas, lui aussi, parmi les causes de l'inflation ?**

**D'après ce que nous avons découvert jusqu'ici, on peut avancer un oui sans grands risques de se tromper.**

**Un chômeur est une personne qui cherche du travail et n'en trouve pas, bien que le travail à faire soit illimité. Elle est donc dans le besoin et il est indispensable de la secourir, sinon moralement, ce qui est loin d'être le cas, du moins financièrement.**

**Aujourd'hui cela semble une évidence mais ce n'est pas sans lutte qu'a été obtenue du législateur l'organisation d'un secours financier aux sans-travail.**

**Un chômeur est donc une personne à qui on verse de l'argent sans contrepartie d'aucune sorte.**

**Nous en savons assez maintenant pour savoir, ici encore, comment l'économie va réagir.**

**Pour payer des travailleurs à ne rien faire, parce qu'ils en sont réduits à ne rien pouvoir faire, il faut bien prendre l'argent quelque part.**

**Un travailleur fabrique des casseroles. C'est avec le produit de la vente des casseroles qu'on pourra le payer.**

**On paie le chômeur sans contrepartie de biens ni de services. C'est comme si dans l'acte fondamental du commerce représenté par l'achat du pain chez la boulangère la ménagère donnait de l'argent sans recevoir aucun pain en retour.**

**Economiquement la répétition de cette scène n'est pas viable. Quelle que soit la générosité de la ménagère, elle ne se reproduira pas longtemps.**

**Trois millions de chômeurs à indemniser, cela représente des sommes importantes dépensées sans contrepartie d'aucune sorte. L'économie du pays en subit une ponction considérable.**

**On répondra que l'argent en est fourni par des cotisations créées à cet effet, que l'économie n'en souffre donc pas, que le chômage n'est pas inflationniste.**

**Il est des économistes qui ont osé affirmer cela.**

**Les entreprises appelées à verser une partie de leur argent aux caisses de chômage le font en pure perte.**

**Or une entreprise est obligée de trouver une contrepartie à toute dépense, sinon elle disparaîtra. Elle peut évidemment prélever cet argent sur les bénéfices qu'elle réalise, et cela déjà n'est pas sain parce qu'une entreprise se modernise mieux par ses fonds propres que par recours au crédit, mais beaucoup d'entreprises fonctionnent actuellement avec la seule ambition de boucler leur budget.**

**Elles ne pourront donc faire autrement que d'incorporer leur contribution aux caisses de chômage au prix de revient des produits qu'elles vendent ou sur celui des services qu'elles fournissent.**

**C'est là une évidence accessible aux plus bornés. Le chômage est directement inflationniste. A moins qu'entre en jeu un autre phénomène antagoniste, l'aggravation des sous-paiements par exemple, plus il sera grand, plus lourde sera l'inflation et, si on bloque l'inflation sans remédier à ses causes, plus lourd sera le chômage.**

**Jusqu'ici, pour la clarté de notre démarche, nous n'avions tenu compte que des agents économiques, c'est-à-dire des personnes ou groupes de personnes qui interviennent directement dans les échanges, soit par leur profession, soit par leurs achats ou leurs ventes.**

**Le moment est venu d'introduire dans le cours de nos raisonnements un élément économique de première grandeur : l'entraide sociale.**

**Dans une famille les biens sont en commun. Les enfants, les malades occasionnels, les infirmes, les vieillards ont leur part du fruit du travail des membres actifs. La proportion variera d'une famille à l'autre et selon les âges et les mentalités aussi. Mais enfin la moyenne sera une vie de famille aux biens partagés en commun.**

**Dans l'île aux cent familles, la situation sera différente parce que chaque famille est autonome. Si une famille tombe dans la misère à la suite de décès, d'accidents ou de calamités quelconques les autres**

pourraient la laisser périr comme cela se passe chez les animaux. Mieux, elles récupèreraient les restes des disparus. Telle est la loi de la Jungle, l'égoïsme total et sans pitié, loi qui fonctionne puisque par la sélection naturelle il élimine les faibles et les inadaptés. Il y aurait bien quelques réserves à apporter à un tel raccourci mais ils sortent de notre propos et n'ont aucune influence sur notre démarche.

Mais, si elles sont autonomes, les familles ne sont pas indépendantes. Elles ont créé entre elles des relations économiques, intellectuelles et affectives, ce qui les rend peu ou prou solidaires. Et chacune sait très bien que le malheur qui arrive à l'une d'elles peut aussi la frapper.

Et toutes savent qu'un malheur peut les frapper toutes ensemble, un cyclone par exemple. Dès les temps primitifs la solidarité sera considérée comme un avantage et elle sera consacrée par les religions comme une vertu.

L'entraide dans une famille est l'affaire de tous. L'entraide entre les familles au sein de la tribu était l'affaire de toutes. On peut en déduire que l'entraide sociale dans une nation sera l'affaire de tous, chacun selon ses moyens. C'est un raisonnement tellement élémentaire.

Les générations futures qui s'étonneront de beaucoup de choses de notre temps ne vont pas manquer de s'étonner de celle-ci, énorme : l'entraide sociale, ou pour simplifier, l'aide sociale, pèse chez nous et parfois à l'étranger uniquement sur le travail.

Alors que l'aide sociale est faite pour tous, que tous peuvent un jour ou l'autre en avoir besoin, qu'en conséquence chacun devrait être appelé à y contribuer selon ses moyens, ce sont les entreprises et les travailleurs, indépendants ou non, qui, seuls jusqu'à une date récente, la finançaient et en supportent encore la plus lourde charge.

On ne voit pas pourquoi tous les autres, les oisifs qui peuvent vivre grassement sans travailler, les gros possesseurs de capitaux dont la fortune s'accroît d'elle-même pendant qu'ils sont en croisière, les propriétaires qui vivent de leur seul patrimoine, toute une catégorie de gens en somme, en seraient dispensés.

Il y a là une injustice au plan moral et un préjudice au plan économique par le déséquilibre que supportent les entreprises. Celles-ci traînent un boulet aux pieds. On se plaint du chômage alors que la charge sociale est telle qu'elle absorbe le salaire d'un travailleur sur trois.

Cela représente en France combien d'emplois ?

Pas plus que c'est le rôle de l'Etat de fabriquer des casseroles, ce n'est pas le rôle des entreprises, ni de leurs salariés, de financer directement l'aide sociale.

Pourquoi l'Etat qui subvient aux besoins de sa propre administration, de la justice, de la police, de la défense, de la recherche scientifique, de la santé, de l'éducation nationale, et tout ceci dans l'intérêt de tous les citoyens, doit-il s'interdire de subvenir à leurs besoins sociaux ?

Il y a là une exclusion qui échappe à toute logique.

Et pourtant on a créé une vaste administration parallèle à celle de l'Etat, qui entre en compétition avec elle, qui alourdit les ressources de la nation par ses dépenses propres. Etat dans l'Etat, ayant ses règles, son budget énorme et surtout sa mentalité spéciale, elle s'alimente, comme lui, par des cotisations identiques aux impôts.

Pour son seul fonctionnement elle absorbe déjà une part importante des prélèvements qui sont faits en son nom.

Elle se veut humanitaire et n'est pas plus juste que lui.

Plus que lui elle est perméable à la politique. Elle porte les traces d'un passé de lutte des classes, préjugé qui aboutit en fait à menacer les acquis sociaux en faisant porter le poids des charges sociales sur les entreprises, ce qui en a coulé plus d'une aux dépens des travailleurs eux-mêmes. Elle commet de graves injustices.

En voici un exemple.

La cellule économique de la société est l'entreprise, qu'elle soit uninominale, familiale, collective, vaste comme une firme d'aviation ou minuscule comme une boulangerie, productrice de biens comme

une exploitation agricole ou de services comme une étude notariale. Sans elle il n'y aurait pas d'économie.

Il est donc nécessaire qu'à un moment ou à un autre il y ait quelqu'un qui prenne le risque d'en créer.

Ce n'est pas une petite affaire.

Parce qu'il est créatif, parce qu'il croit pouvoir se lancer au lieu de rester dans la relative sécurité du salarié, l'initiateur, homme ou femme, conçoit un projet, l'étudie, réunit ses économies, emprunte et fonde son entreprise.

S'il arrive à créer une entité économique, c'est qu'il satisfait un besoin général. Il est normal qu'il soit récompensé financièrement. Son bénéfice sera la contrepartie légitime du service qu'il aura rendu à la communauté, si ce bénéfice provient bien des résultats de l'entreprise.

Tant que fonctionnera son entreprise, il va cotiser aux caisses sociales, y compris à celles du chômage. Logiquement il devrait avoir le droit comme tout travailleur, de recevoir l'aide pour laquelle il a cotisé et même largement cotisé.

Or si un jour il lui arrive le malheur d'avoir à déposer son bilan, parce qu'il est classé marxistement patron, donc riche et exploiteur, bien qu'il perde souvent dans la catastrophe toutes ses économies et se retrouve sans ressources, il n'aura pas droit à l'aide sociale que perçoit le dernier de ses salariés. Combien de drames se sont produits en ces temps de crise où des personnes de valeur qui s'étaient lancées courageusement dans la fondation d'une entreprise se sont vues traitées en parias !

Au point de vue économique il ne faut pas confondre l'aide aux chômeurs avec l'aide sociale proprement dite car ses effets sont tout différents.

L'aide aux chômeurs est une anomalie, anomalie nécessaire, mais anomalie parce que le chômage est une anomalie. Au contraire l'aide sociale est une fonction naturelle constante de toute société civilisée.

La première est inflationniste parce qu'elle fournit de l'argent à des personnes en état de travailler et qui ne le peuvent pas, donc sans aucune contrepartie des biens ou services qu'ils sont pourtant en état de fournir.

Non compensé par l'inflation ou par les sous-paiements, tel celui que représente le partage du travail et du salaire, le coût de l'aide au chômage alimente le chômage.

La seconde est simplement, comme dans la famille primitive, la dérivation des fruits du travail des membres actifs vers ceux qui en ont besoin : les enfants qui plus tard seront à leur tour producteurs, les vieillards qui l'ont été, les malades qui ne le sont que provisoirement et les infirmes qui bénéficient seuls, sans contrepartie, du fruit du travail des autres, lesquels par solidarité accepteront bien volontiers de leur venir en aide.

Et maintenant qu'on voit ce qui ne va pas, on se demande ce qu'on peut bien faire pour y remédier tant le problème semble complexe et délicat comme tout ce qui touche à la fiscalité. Nous n'y voyons pas encore assez clair mais nous espérons que le moment viendra où nous pourrons tenir la solution, solution qui bien entendu ne devra pas toucher aux acquis sociaux, ce qui serait contraire au progrès social.

Arrivés ici, marquons une pause et faisons le point.

L'inflation peut être le fait du prince : une émission de monnaie folle pour renflouer une trésorerie d'Etat ou simplement pour permettre à une banque centrale de vendre du crédit à bon compte.

Mais l'inflation est à coup sur le résultat des surpaiements dus à l'avidité d'un grand nombre, des dépenses sans contrepartie, des gaspillages de fonctionnement inutiles, résultat que n'arrive pas à compenser le sous-paiement d'une masse de travailleurs, aussi bien intellectuels que manuels, aussi bien chefs d'entreprise que balayeurs.

Chaque enrichissement immérité, chaque gaspillage, chaque versement sans contrepartie se

répercute de proche en proche dans les circuits de l'économie comme se répercute de proche en proche chaque sous-paiement agissant en sens inverse.

Lorsque les surpaiements ne sont pas compensés par les sous-paiements, la différence est automatiquement rattrapée par l'inflation.

L'inflation, il est utile de le répéter, n'est pas un mal premier, pas plus que la fièvre chez un malade. Elle est une réaction de l'économie contre une intrusion d'argent parasite comme la fièvre est une réaction de l'organisme contre l'intrusion d'un agent infectieux.

Si on ne la laisse pas jouer, si on ne remédie pas à ses causes, alors l'économie s'enfonce dans le chômage.

\* \* \* \* \*

### Comment agit l'inflation ?

Imaginons un homme riche devant un bureau magnifique sur lequel s'empilent des billets de banque.

A côté de lui, sur une simple table, un pauvre, si pauvre même qu'il a contracté des dettes et ces dettes, nous les représenterons en négatif par un trou dans la table, un trou de section rectangulaire à la dimension des billets.

En diminuant la valeur de la monnaie, l'inflation fait fondre la fortune du riche sans toucher à son argent tandis que la dette du pauvre se résorbe d'autant puisqu'elle représente une valeur de moins en moins importante.

Tout se passe comme si l'inflation était une bonne fée qui, de sa baguette magique, faisait voler les billets à la queue leu leu par-dessous la table du riche pour les faire atterrir dans le creux de la table du pauvre et le combler peu à peu.

Ainsi l'inflation tend à rétablir un certain équilibre des fortunes.

C'est ce jeu qui précisément permet à une économie de tourner en dépit des prélèvements sans contrepartie, des gaspillages, de la monnaie folle et de tout ce qui tend à l'anémier

Pour reprendre notre comparaison biologique, l'argent est le sang de l'économie et les mécanismes régulateurs interviennent pour qu'il ne congestionne jamais un organe aux dépens des autres.

L'inflation réinjecte en pratique dans la circulation générale l'argent qui tendrait à s'accumuler quelque part et provoquerait de ce fait un blocage des échanges.

On peut épiloguer à l'infini sur l'existence de la richesse en face de la pauvreté. Chacun la jugera selon ses convictions politiques, religieuses ou personnelles. Selon son intérêt aussi dans la mesure où il appartiendra à l'un ou l'autre camp.

Disons que l'excès de richesse en face d'un excès de pauvreté a toujours été ressenti depuis l'Antiquité comme une injustice et que cette injustice a toujours été une cause de troubles, de révolutions ou de guerres.

Objectivement, et cela seul nous importe, par de telles conséquences, l'excès de richesses est un mal.

L'inflation agissant dans le sens de la réduction des écarts de fortune favorise l'ordre social. En cela elle est bénéfique.

Elle oblige aussi celui qui a de l'argent à ne pas le laisser dormir sous peine de voir fondre sa valeur. L'argent est une valeur de passage. Chaque fois qu'il est immobilisé, il bloque le fonctionnement de l'échange dont il est le porteur momentané. L'inflation dissuadera le possesseur d'argent de le thésauriser en pure perte. Pour le moins il le placera et l'économie en profitera.

En somme l'inflation joue le rôle d'une taxe sur la rétention de la monnaie.

Par contre elle est aveugle.

Prenant la valeur de l'argent partout où elle le trouve, elle ne fera pas de distinction entre l'argent



acquis au prix d'une vie de labeur et de conduite intelligente et l'argent acquis par l'exploitation d'autrui, la spéculation ou simplement la chance.

Réagissant contre trop d'enrichissements sans contrepartie, elle confond tous les enrichissements financiers quels qu'ils soient pour en retirer en bloc une part de leur valeur et la réinjecter dans l'économie.

Là est sa faiblesse. Elle ne sépare pas le bon grain de l'ivraie. Elle est aveugle comme l'allégorie de la Fortune.

Par contre ceux qui sont enfoncés dans les dettes doivent la bénir car elle leur tend une main secourable et les aide à s'en sortir.

Comme ces dettes sont constituées de l'argent des financiers, on comprend que ceux-ci, perdant à la fois sur l'argent qu'ils détiennent et sur celui qui leur est dû, n'aiment pas l'inflation et s'évertuent à la contrer.

Pour lutter contre celle-ci et faire accepter des sous-paiements à ceux qui travaillent, fussent-ils directeurs, cadres ou balayeurs, ils proclameront que l'inflation est l'ennemi des travailleurs. D'où leur pression sur les salaires qui font monter les prix, pression souvent inutile car maintes entreprises engluées dans les charges, une réglementation paralysante et le marasme des affaires sont bien incapables de les augmenter.

Il n'est pas question de politique dans ces constatations. Mais uniquement de constatations. Si certains veulent y abreuver leur propagande, c'est leur affaire. Seuls pour nous les faits comptent.

Plus sensible par sa fluidité que tout autre bien aux variations du milieu, l'argent suit cette loi générale qui veut que tout bien qui s'accumule au-delà d'un certain degré de saturation perde de sa valeur.

Est-il par exemple un bien de valeur plus sûre que la propriété terrienne ?

Que se passera-t-il dans notre chère île aux cent familles si l'une d'elle s'enrichit, même par les moyens les plus légitimes, devient puissante et, le droit de propriété n'ayant pas de limite, achète progressivement les terrains des autres, par le moyen classique notamment : en liquidation de leurs dettes ?

Le processus ne pourra se poursuivre sans qu'il arrive un moment où la situation des autres deviendra intenable. Ils se révolteront et proclameront la réforme agraire. On dépossèdera la famille dominante pour redistribuer la terre à ceux qui la cultivent.

Mais une autre voie est offerte à la famille dominante. Si elle est réaliste, elle abandonnera progressivement la jouissance de sa propriété qui alors évoluera en souveraineté.

La famille dominante deviendra dès lors la famille régnante, théoriquement propriétaire du pays tout entier, mais à l'intérieur de cette propriété générale, les paysans disposeront de leurs terres à volonté, les vendront, les transmettront par héritage.

Ainsi des provinces entières pouvaient être amenées en dot lors d'un mariage, mais à l'intérieur de ces provinces les sous-propriétés, véritables propriétés de fait, pouvaient être négociées librement "au nom du roy".

Depuis le paysan qui dispose de son lopin de terre, le connaît à fond, le cultive, l'intègre à sa vie, jusqu'au souverain qui en est théoriquement le possesseur mais ne l'a jamais vu, la notion de propriété, par son inflation aussi, s'est singulièrement dévaluée.

L'argent qui dépasse les besoins de son possesseur donne à celui-ci la possibilité d'en gagner davantage et comme cette progression est exponentielle, plus encore que l'accaparement des terres, elle provoquerait un étranglement général si divers éléments ne venaient pas la freiner : les révolutions, les guerres, les événements politiques comme la décolonisation, les coups de bourse, les pertes inattendues, le jeu, la prodigalité, le fractionnement par héritage, etc...

Mais par-dessous ces événements ponctuels et flagrants intervient silencieusement l'inflation pour

repandre ce que cette accumulation d'argent a d'artificiel dans la mesure où elle ne correspond pas à un service rendu à la communauté ou à un travail réellement fourni, seuls géniteurs d'un argent légitime.

L'inflation qui réinjecte dans l'économie la valeur d'une monnaie qui tendrait à s'accumuler indûment quelque part ne doit donc pas être considérée, il faut y insister, comme la perturbation initiale, le facteur premier des maux dont nous souffrons. Cette erreur que n'hésitent pas à commettre des hommes politiques, des journalistes, des gens de tous les jours en suite d'économistes sûrs d'eux-mêmes, ne résiste pas à l'examen.

Réaction pénible peut-être, perturbatrice peut-être, injuste peut-être pour certains, mais en fin de compte globalement thérapeutique contre tous les désordres qui épuisent la santé d'une économie, l'inflation a des causes en amont qu'il serait de la plus haute importance de rechercher mieux encore que nous l'avons fait nous-mêmes.

C'est l'affaire des dirigeants politiques. Mais sont-ils décidés à le faire ? Question posée...

Quelle que soit la réponse, l'inflation n'est pour rien dans le chômage. Elle est plutôt l'antidote du chômage. Si elle n'agissait pas, le marasme s'installerait partout. On va voir ce qui arrive quand un pouvoir refuse de lui laisser jouer son rôle régulateur.

\* \* \* \* \*

La résistance à l'inflation est bien naturelle de la part de ceux qu'elle spolie : les possesseurs de monnaie.

Ensuite il est tentant de faire participer les autres à une perte qui vous atteint.

Enfin le souci de se rallier les intérêts français et européens ainsi que les suffrages des électeurs pousse les gouvernants à se prévaloir d'une monnaie aussi forte que possible.

Ces trois raisons influenceront toujours plus ou moins le comportement des autorités face au problème de l'inflation.

Mais à voir les efforts contradictoires qui ont été développés par divers pays ces dernières décades, le moins qu'on puisse dire est que la lutte contre l'inflation, en dépit de succès relatifs, est plutôt désordonnée.

Désordonnée d'abord dans la conception même de l'inflation parce que, visiblement, on se trompe sur la nature de la monnaie, laquelle, nous le savons, est une reconnaissance de dette.

Il faut repartir de zéro comme nous l'avons fait, en nous appuyant sur des exemples très simples et sans recourir à quelque théorie que ce soit, pour redécouvrir cette nature.

Il est en effet de simples opinions plus ou moins fondées au départ qui, au fur et à mesure que la situation se complique et que les études s'enfoncent dans le détail, deviennent des postulats paraissant des évidences et faussent toute la suite des raisonnements.

Désordonnée aussi dans les moyens employés.

Choix errants des indicateurs, ces valeurs qu'on doit prendre en compte comme clignotants, selon le mot si évocateur, avertissant qu'on doit intervenir.

Choix errants des méthodes à employer. Subventions sectorielles. Action sur les prix, tantôt par un moyen, tantôt par un autre, à dose homéopathique ou à dose de remède de cheval. Action sur le crédit en altérant tantôt son volume, tantôt ses taux d'intérêt. Actions sur les monnaies qu'on laisse flotter, qu'on laisse à-demi flotter entre des limites arbitrairement choisies ou qu'on soutient le temps qu'on peut tenir.

La machine économique est si complexe qu'on ne sait sur quel bouton appuyer, sur quel rouage freiner, sur quelle pièce frapper, d'autant plus complexe que la part de psychologie qui intervient dans sa cybernétique échappe totalement à l'appréciation des responsables aussi bien qu'à celle des économistes.

De fait l'inflation maintient toujours sa pression, ce qui montre que les moyens employés consistant à la combattre elle-même et non ses causes s'avèrent globalement inefficaces. On peut certes l'étouffer mais au prix d'un marasme terriblement coûteux en chômage et en sous-paiements généralisés.

Ainsi la subvention à un service public payant.

Lorsqu'un service public est payant, une gestion qui se tient devrait lui permettre d'équilibrer son budget. Si elle n'y parvient pas, cela ne peut provenir, comme dans toute entreprise indépendante, que de l'insuffisance du prix par rapport au service rendu ou, ce qui sera la plupart du temps le cas, d'un rendement insuffisant.

Ce déséquilibre, au lieu de le corriger, l'Etat va le financer par une subvention, c'est-à-dire par une dépense supplémentaire qui n'a pas sa contrepartie en service supplémentaire. Cette subvention va à l'encontre du but visé.

Si elle évite une augmentation de prix ponctuelle, elle agit par contre sur l'économie générale en s'ajoutant aux diverses causes de l'inflation.

Autre moyen décevant : l'action sur les prix.

L'action sur les prix a été maintes fois mise en œuvre, généralement pour tenir compte des pressions politiques.

À première vue quoi de plus logique, lorsqu'on veut éviter qu'un prix monte, que d'en bloquer la valeur au niveau du moment ?

Le résultat, qui le nierait ? ne fut jamais brillant, ce qui ne saurait nous surprendre. Pour bloquer un prix, il faut en déterminer la valeur, ce qui suppose qu'on en connaisse tous les composants pour les bloquer à leur tour et de proche en proche à régenter toute l'économie dans ses moindres détails.

Tâche qui serait aussi difficile que s'assurer la régulation de tous les phénomènes, même les plus ténus, qui se déroulent dans un organisme vivant.

Le blocage des prix ne peut être qu'approximatif et sectoriel. Il est condamné d'avance car il faudrait une chance inouïe pour tomber juste et encore pendant un court laps de temps car tout bouge dans les prix de revient.

En économie libérale, il n'y a pas d'autre méthode pour connaître un prix que de laisser jouer librement l'autonomie de tous les agents économiques qui fera que ce prix se déterminera de lui-même.

Il n'est donc pas étonnant que certains blocages aient fixé des prix trop hauts par rapport à ceux qu'aurait établis une saine concurrence, ce qui allait à l'encontre du but recherché.

Par contre le blocage d'un prix à un niveau trop bas mettait en péril ou tout au moins alourdissait les entreprises qui de ce fait n'avaient plus la marge nécessaire pour renouveler ou perfectionner leur équipement et ne pouvaient abaisser leurs prix de revient faute d'une amélioration de leur productivité.

Il a fallu combien d'expériences malheureuses pour que certains reconnaissent enfin que la lutte contre l'inflation par le blocage des prix était une erreur qui se retournait finalement contre l'intention de ses auteurs.

Vaincus de ce côté-là, les adversaires de l'inflation se sont ensuite retranchés derrière une autre ligne de défense qu'ils vont tenir à outrance : le blocage du crédit, soit par son volume, soit par ses taux d'intérêt.

En économie il est des croyances qui se transmettent d'âge en âge, de promotion en promotion, comme un héritage que même le dictionnaire véhicule, et qui pourtant n'ont aucun fondement, sinon une apparence de vérité.

Ainsi en est-il de la croyance bien ancrée selon laquelle le crédit est la cause de l'inflation parce

qu'il provoque un excès de pouvoir d'achat par rapport à la valeur des biens acheteables.

Cela semble logique parce qu'on ne discute pas le postulat de départ qui fait croire que le crédit est sans limite.

Les gens et bien des économistes tiennent pour évident que les banques sont des réserves inépuisables d'argent qui pourraient inonder le marché de leurs crédits si on les laissait faire.

En réalité, seule la banque centrale qui a le privilège de "battre monnaie" en serait capable. Mais ce serait de la monnaie folle, du vent. Si elle faisait cela, elle ruinerait sa propre monnaie car aucune limite ne s'impose au fonctionnement de la "planche à billets".

Peu importe, l'idée inconsciente des détracteurs du crédit est que la quantité d'argent que peuvent prêter les banques est sans limite.

La réalité, nous le savons maintenant, est toute différente. On ne peut prêter que ce qu'on a. Et comme l'argent provient d'un travail en attente de sa contrepartie en biens et en services réels, il n'a par définition que le volume de cette contrepartie en attente.

Du fait qu'il est une valeur d'attente, une valeur de passage, l'argent ne doit pas s'immobiliser. Même si l'épargne est légitime, elle ne doit pas aboutir à une stagnation de la monnaie.

Heureusement, à qui ne veut pas dépenser son argent, le crédit offre le moyen de le faire servir à l'économie sans lui en faire perdre la propriété.

Les banques alimentent légitimement les prêts qu'elles accordent aux particuliers et aux entreprises en puisant dans l'argent que les épargnants placent chez elles, outre leurs fonds propres qui sont tout de même faibles par rapport aux capitaux qu'elles détiennent. Il se peut qu'une partie de cette épargne ne soit pas le fruit d'un travail mais celui d'un surpaiement ou de tout autre enrichissement illégitime, ou même d'une spéculation à grande échelle, Mais s'il faut placer un frein quelque part, ce n'est pas en tous cas devant le crédit qui, directement ou indirectement, bénéficie à ceux qui travaillent.

Du moment que l'argent provient de qui l'a épargné, que ce soit un particulier ou une entreprise ou la banque elle-même, le crédit contient en lui-même son propre système de régulation.

Il suivra lui aussi la loi de l'offre et de la demande et dans son volume et dans son taux d'intérêt. Plus il sera sollicité, plus son taux d'intérêt sera élevé. Plus il sera offert, plus bas sera son taux.

Ainsi rétabli dans sa vérité, le crédit est indispensable à l'économie. Sans lui l'argent serait bloqué par l'épargne et la thésaurisation qui provoqueraient cette situation paradoxale : une masse d'argent immobilisée en face d'une masse de besoins à satisfaire.

Exactement la situation en période de chômage.

Des gens épargnent de l'argent sain et le mettent à la disposition d'autrui. La restriction du crédit est l'opposition abusive à ce droit élémentaire : disposer de son argent pour le mettre au service de ceux qui en ont besoin. Elle est attentatoire à la liberté du citoyen comme à la liberté des échanges.

En somme le blocage du crédit prive le pays de l'usage du fruit de son travail.

Cet expédient aura de funestes conséquences.

On a beaucoup écrit sur les modes d'action et sur les effets du blocage du crédit et bien malin qui s'y retrouverait au milieu de tant d'explications contradictoires.

Nous, nous allons revenir à l'un de ces exemples simples qui expriment si merveilleusement la réalité parce qu'ils sont à la base des phénomènes les plus complexes.

Le boulanger a livré du pain au savetier en échange d'une R.D. qui lui permettra le jour où ses chaussures seront usées d'en acheter de nouvelles.

Lorsque ce jour arrive, une autorité lui dit non.

Résultat : le boulanger n'a plus de chaussures, le savetier ne peut pas lui en fabriquer et reste débiteur et il n'aura pas de quoi acheter du pain.

En économie de R.D., si on pouvait empêcher les gens de les utiliser, on bloquerait tout. Il faudrait alors revenir précipitamment au système du troc, si possible par or ou argent-métal interposé. On voit

d'ici les complications.

En économie de monnaie, ce processus n'a pas cette évidence parce qu'il est noyé dans la complexité des échanges matériels et monétaires et dilué dans leurs temps de réaction. C'est ce qui permet à des politiciens qu'on présente comme de savants économistes d'avancer que l'encadrement du crédit est salubre à l'ensemble de l'économie et, bien entendu, aux travailleurs.

Il est exact qu'en un premier temps la restriction du crédit amènera les maçons gênés à restreindre leurs achats de chaussures aux savetiers, lesquels par contrecoup seront amenés à baisser leur prix dans la mesure où il le pourront. A leur tour, vendant moins de chaussures, les savetiers achèteront moins de pain. Le résultat global sera là : moins de pain et de chaussures demandés sur le marché d'où chômage.

Baisse des prix artificielle parce que résultant non de l'amélioration de la productivité mais de l'action abusive d'une autorité installant de toutes pièces une pénurie de pouvoir d'achat semblable à celle d'une déflation.

On ne peut maintenir une monnaie forte dans une économie déficiente qu'en généralisant les sous-paiements.

Les gagnants, les seuls gagnants seront ceux qui possèdent de l'argent dont la valeur sera préservée aux dépens de la prospérité générale.

Prétention du reste illusoire que d'utiliser la restriction du crédit pour diminuer la masse monétaire.

En période de restriction de crédit, tout le monde doit de l'argent à tout le monde. Ce qui n'est pas prêté par les banques est compensé par les reconnaissances de dette personnelles sous toutes leurs formes : billets à ordre, lettres de change, emprunts individuels, facilités de paiement et tous les arrangements dont créanciers et débiteurs sont bien obligés de s'accommoder, arrangements souvent plus onéreux que le crédit classique.

On emprunte à un taux supérieur à celui des banques parce que les prêteurs font payer le risque. On emprunte à cause de ce risque, réel ou prétendu, moyennant des garanties onéreuses, notamment des hypothèques.

Pour gagner du temps, pour éviter l'asphyxie, on trouve des prétextes coûteux. On conteste. On va jusqu'aux procédures, d'où frais supplémentaires et pertes de temps.

La monnaie officielle que les banques ont été empêchées de prêter a été remplacée par la monnaie personnelle sous toutes ses formes, y compris les factures non encore payées car, lorsqu'une facture n'est pas contestée par son débiteur, elle constitue une reconnaissance de dette implicite mais non moins réelle qui fait bien partie de la masse monétaire.

Ainsi la masse monétaire reste la même. La restriction du crédit n'a fait qu'en changer les supports.

Et on oublie une fois de plus l'économie de troc qui n'a jamais disparu, surtout dans les campagnes et le domaine flou des transactions paralégales, parce qu'elles ne figurent pas dans les statistiques, qu'elles échappent aux contrôles fiscaux. La restriction du crédit ne fait que la renforcer.

Comme on oublie également la compensation bancaire, ce troc à grande échelle, qui permet de se passer dans une large mesure de la monnaie centrale qui ne sert plus alors que de référence de valeur.

Le procédé similaire qui consiste pour la banque centrale à maintenir autoritairement le cours de sa monnaie par la pratique de taux d'intérêts élevés n'est guère plus heureux. Céder ainsi son autorité sur sa banque centrale revient pour un pouvoir à remettre le sort de sa monnaie entre les mains des puissances d'argent. Une telle démission est grave parce qu'elle le prive d'un moyen d'action majeur.

Ces taux d'intérêts se répercuteront alors sur les banques secondaires par le jeu de l'alimentation monétaire et, la concurrence jouant en faveur des plus forts intérêts, finiront par affecter le territoire entier de cette monnaie.

En un premier temps celle-ci sera très appréciée et ses porteurs satisfaits. Mais les entreprises

pénalisées restreindront leurs emprunts et leurs investissements et les particuliers leurs achats à crédit. Il s'ensuivra progressivement une augmentation du chômage et une élévation des prix par l'incorporation dans leurs composants de frais financiers plus élevés.

Si le gouvernement veut pallier ces inconvénients par une incitation fiscale à l'emprunt, sous forme de déduction des intérêts sur les revenus imposables par exemple, le trésor de l'Etat en fera les frais jusqu'au moment où il devra les récupérer par une charge fiscale nouvelle. On n'en est pas à une contradiction près.

Le résultat de cette politique, bien que plus tardif, en sera finalement le même. Le surpaiement des intérêts et la surcharge fiscale aboutiront inexorablement à une dépréciation de la monnaie dont le gouvernement s'était exonéré du soutien en laissant tout pouvoir d'agir à la banque centrale, même au prix du chômage. Semblant réussir en un premier temps plus ou moins long, à terme son échec n'en sera que plus lourd.

On n'agresse pas impunément une économie. Celle-ci, être vivant, se défendra toujours.

\* \* \* \* \*

Mais il y a plus grave. La restriction du crédit, qu'elle résulte soit directement du blocage de son volume, soit indirectement du blocage de ses taux d'intérêt à un niveau dissuasif, freine le seul facteur qui soit capable de faire baisser les prix naturels : l'amélioration de la productivité.

Reprenons l'exemple déjà cité précédemment mais en le poussant jusqu'au bout.

Pierre et Paul, boulangers tous les deux, vendent leur pain 10 francs pour un prix de revient de 9 francs. Gain 1 franc.

Paul se modernise. Prix de revient de son pain 7 francs. Il le vendra 9 francs. Gain 2 francs.

La clientèle qui se partageait entre les deux va se concentrer entièrement sur lui. Pierre doit se moderniser ou fermer boutique.

On voit par cet exemple que la clientèle et Paul ont gagné ensemble à l'amélioration de la productivité.

Si Pierre peut se moderniser, il imitera Paul et pourra même se permettre de vendre son pain 8 francs pour récupérer sa clientèle. Finalement un prix naturel s'établira entre eux sur une base intermédiaire, 7,50 francs par exemple, ménageant aux deux boulangers un bénéfice plus grand qu'avant leur modernisation. Grâce à l'amélioration de la productivité, le prix du pain aura baissé.

Mais comment Pierre et Paul auront-ils pu se moderniser ?

En utilisant leurs économies personnelles qui la plupart du temps seront insuffisantes. En empruntant pour le plus gros de leurs dépenses. En un mot en ayant recours aux économies des autres par l'intermédiaire du crédit.

On voit comment l'interdiction du crédit à Pierre et à Paul aurait nui aux deux boulangers, à la banque aussi, mais, ce qui est plus grave, aux clients, car elle aurait maintenu le prix du pain à 10 francs.

C'est dire le mal que de puissants cerveaux peuvent causer à l'économie chaque fois qu'ils mettent en œuvre de telles pratiques. L'histoire de ces vingt dernières années prouve que la couleur politique n'entre jamais en ligne de compte dans ce domaine.

L'amélioration de la productivité est le facteur essentiel de la baisse des prix, baisse non artificielle cette fois-ci mais bien réelle.

L'amélioration de la productivité peut provenir de causes naturelles. Tout le monde sait que lorsque les récoltes sont abondantes les prix des fruits et légumes baissent.

Mais l'amélioration qui nous intéresse est celle qui provient de l'intelligence et du travail des hommes.

Que d'intelligence et de travail représente une machine à calculer ! La grosse installation qui en fut

l'ancêtre coûtait une fortune. Par un accroissement spectaculaire de la productivité du à une série de découvertes, chacun peut se permettre aujourd'hui la modeste dépense qui lui mettra dans le creux de la main une calculette aussi performante que la volumineuse machine d'hier.

Mais pour que l'accroissement de la productivité se manifeste, il faut que les entreprises travaillent. Il faut que l'argent les irrigue sans contrainte comme le sang dans les organes.

Lorsque par des moyens artificiels on bloque cette circulation, on produit dans l'économie un infarctus qui va anémier l'ensemble des entreprises.

Celles qui résistent vivent à la petite semaine se fixant pour objectif enviable le bouclage de leur budget à la fin de leur exercice annuel. D'autres meurent par milliers et d'innombrables drames obscurs ne sont révélés que par les publications froides des dépôts de bilan dans les journaux spécialisés.

Un petit entrepreneur qui dépose son bilan voit souvent se dissiper d'un seul coup ses économies de toute une vie de travail. Il a travaillé cinquante, soixante heures par semaine et parfois plus en se privant souvent de vacances.

Tout ce travail part en fumée. Il est la victime principale et ses créanciers les victimes secondaires d'un vaste sous-paiement qui comptera dans la masse des sous-paiements antagonistes de l'inflation. et des cyniques affirmeront, le cœur léger, que les entreprises qui disparaissent sont des entreprises mal gérées ou retardataires et que leur mort assainit l'économie.

En réalité la majorité des entreprises qui périssent dans cette tourmente sont des entreprises jeunes qui n'ont pas eu le temps de prendre de la hauteur, des entreprises dynamiques qui se sont équipées pour produire et qui se trouvent devant un marché vidé par une politique monétaire aberrante.

Le chapitre est terriblement lourd de ces quelques vingt dernières années qui a vu se détériorer l'économie de notre pays et de certains autres à la suite d'une politique sourde et aveugle de blocage du crédit, aggravé pendant un temps d'un blocage des prix.

Une des constatations majeures que nous avons pu faire était que le travail engendrait l'argent, vérité fondamentale immédiatement vérifiable par les exemples que nous avons donnés où le travail était payé par des reconnaissances de dette. Ce n'est pas la reconnaissance de dette qui est à l'origine du travail. Mais le travail qui a engendré la reconnaissance de dette.

Lutter contre l'inflation par l'encadrement du crédit au détriment des entreprises, c'est faire passer l'argent avant le travail. Et ceci fut même proclamé clairement : l'encadrement du crédit doit être poursuivi quelles que soient ses répercussions sur les entreprises. Ainsi on étrangle l'économie pour préserver la valeur de la monnaie.

La défense de l'argent passe avant la défense du travail qui le fait naître.

Cela revient, quelles que soient les doctrines qu'on professe, à protéger l'argent de ceux qui le détiennent au détriment de ceux qui travaillent pour le gagner.

Toute manipulation du crédit par les pouvoirs financiers perturbe gravement l'équilibre naturel de l'échange et devrait être sanctionnée.

Or, chez nous comme ailleurs, à quel niveau trouve-t-on les coupables ?

De fait la manipulation du crédit est un boomerang qui se retourne finalement contre l'intention de ses auteurs.

Empêchant de jouer contre l'inflation le seul facteur de baisse réelle des prix, l'amélioration de la productivité, elle accroît l'inflation ou, si on ne la laisse pas jouer, le chômage, comme on le voit aujourd'hui.

Bloquer l'argent pour en maintenir artificiellement la valeur, le bloquer en obligeant les banques à le retenir dans leurs coffres ou à l'incarcérer dans ceux de la Banque de France, le bloquer par le biais de taux d'intérêts ruineux, c'est rendre laborieux le paiement des emplois productifs indispensables à la vie du pays. C'est fabriquer des chômeurs.

On s'étonne de l'ampleur du chômage. Mais on a tout fait pour en arriver là.

Nous nous étions étonnés au départ de ce paradoxe que personne ne parvenait à nous expliquer : des millions de personnes en pleine possession de leurs moyens, souvent même très instruites, désirant travailler et ne pouvant le faire, en face d'un travail souvent urgent et en tous cas illimité.

Mais quel est donc ce mur qui sépare à ce point le travail du travailleur ?

La réponse maintenant nous l'avons : ce mur est un mur d'argent.

Pour que le travailleur puisse travailler, il faut qu'il perçoive un salaire, autrement dit une contrepartie de son travail en argent.

Nous retrouvons là cette notion première de l'échange qui est à la base du fonctionnement de l'économie, sans lequel l'économie ne serait point. Si un blocage se fait au niveau de l'argent qui est le véhicule de l'échange, le travail sera là mais il n'y aura pas d'argent pour le payer. Nous savons maintenant pourquoi.

L'explication du chômage tient dans la séquence suivante :

- Le travail à faire est sans limite
- Chacun n'en faisant qu'une partie doit échanger son travail contre celui des autres.
- Cet échange passe par l'intermédiaire de l'argent.
- L'échange réciproque du travail et de l'argent doit être équilibré
- Tout déséquilibre accumule l'argent chez les uns au détriment des autres.
- Les autres sont alors obligés d'en demander plus : inflation, génératrice d'un nouvel équilibre.
- On leur refuse ce plus par divers procédés de blocage
- Ce blocage paralyse l'échange.
- Sans échange pas de travail.

On peut chercher d'autres variantes à cette séquence, on retrouvera toujours à la base le déséquilibre de l'échange qui retentit par sa nature même sur la santé de la monnaie.

Et la vérité apparaît maintenant avec une force éclatante.

Face aux théories les plus sophistiquées, tout tient dans cette vérité inexpugnable : seul l'équilibre de l'échange assure par le canal d'une monnaie saine du travail à tous.

La question, la grande question, la question capitale qu'il faut donc se poser universellement chaque fois qu'une valeur monétaire quelle qu'elle soit est acquise par quelque agent économique que ce soit, salarié, artisan, commerçant, entrepreneur, profession libérale, société petite ou grande, banque, trésor public, armée, hôpital, organisme social, que ce soit entre nationaux ou avec des étrangers... question à se poser en somme toujours et partout : *L'argent perçu correspond-il à un bien livré ou à un service réel rendu et, si oui, à la juste valeur de ceux-ci ?*

Si l'équilibre de l'échange est partout observé, il ne peut y avoir de disfonctionnement dans l'économie. Quant à l'aide sans contrepartie, elle ne perturbe pas l'économie si elle est puisée dans l'argent ainsi légitimement gagné.

\* \* \* \* \*

Tant que l'union de l'Europe et plus tard du Monde ne sera pas une réalité concrète, tant que subsisteront des monnaies nationales, nous devons raisonner en tenant compte de nos frontières, les mêmes raisonnements valant demain pour les frontières de l'Ecu européen.

Sans vouloir nous occuper des affaires des autres, allons voir ce qui se passe à nos frontières suivant la politique que nous menons en fonction de l'inflation.

Selon notre méthode, recourons à des exemples simples. Ce sont nos meilleurs amis.

Supposons que notre sympathique boulangère ait une porte de son commerce à la frontière et vende



son pain à un Allemand et que le franc et le mark, pour simplifier, aient la même valeur.

Prix du pain supposé : 10 francs.

La transaction peut se faire de deux façons.

En francs : l'Allemand échangera à la banque 10 marks contre 10 francs et ira les porter à la boulangère en paiement de son pain.

En marks : la boulangère ayant reçu 10 marks les échangera contre 10 francs.

Si par suite de l'inflation en France la boulangère doit vendre son pain 15 francs et que la valeur du franc ait été ramenée par une dévaluation à 15 francs pour 10 marks, la transaction ne pose pas de problème. La dévaluation aura rétabli l'équilibre de l'échange.

Mais si, par prétention à vouloir maintenir le franc au plus haut, la parité étant fixe, la dévaluation est repoussée, ni l'Allemand, ni la boulangère ne pourront échanger 10 marks contre 15 francs. Ou l'Allemand y perdra et refusera d'acheter ou la boulangère, ne pouvant échanger 10 marks contre 15 francs refusera de vendre. La transaction sera bloquée.

Si le gouvernement tient à ce que la boulangère exporte, il sera obligé de lui verser la différence, soit 5 francs, sous forme de subvention à l'exportation.

Mais où le gouvernement prendra-t-il ces 5 francs ?

Pas par la "planche à billets" qui accentuerait encore la chute de la monnaie qu'il ne veut pas reconnaître.

Par l'emprunt ? Il faudra en payer les intérêts et le rembourser.

Donc par l'impôt. Ainsi le gouvernement peut éviter une dévaluation en prélevant l'argent nécessaire dans la poche des contribuables. Il pourra par l'exportation faire rentrer des marks qui selon lui valent sa propre monnaie bien que pour les étrangers ils vaudront 1,5 fois celle-ci. Pour les spéculateurs aussi. Et il les utilisera ensuite sous leur valeur réelle, donc à perte.

Ou alors il puisera dans sa réserve de devises, ce qui reviendra au même.

Ce sont les citoyens français qui feront les frais de l'opération. Ils en perdront un peu de leur pouvoir d'achat, ce qui entraînera du chômage.

Si le gouvernement, refusant de dévaluer sa monnaie, n'avait pas voulu soutenir l'exportation, celle-ci se serait arrêtée.

Pourquoi, dira-t-on, prendre la peine de raisonner sur des exemples aussi simples ?

Parce que dans les vastes bureaux où une armée de spécialistes, d'experts, de juristes procèdent à des transactions internationales se chiffrant par milliards, au fond, hormis les chiffres, il ne se passe pas autre chose. A eux seuls, ces exemples tout simples dégonflent bien des ouvrages d'économie.

Revenons à notre gouvernement car il aurait pu faire un autre calcul, comme certains économistes aux théories faciles.

La boulangère contrainte à vendre son pain coûte que coûte devra faire un effort de productivité pour abaisser son prix de revient et elle devra aussi réduire sa rémunération pour arriver à vendre son pain malgré tout au prix de 10 francs.

Encore faudra-t-il qu'elle en ait les moyens par un accès au crédit qui lui permettrait de se moderniser. Mais si on bloque aussi le crédit pour maintenir artificiellement la valeur de la monnaie, la boulangère n'aura plus qu'à fermer boutique. Une chômeuse de plus.

On n'en sort pas.

Alors qu'une émulation sous l'impulsion d'une saine concurrence eut atteint ce but dans une économie qui tourne.

Car tel est le drame.

Une entreprise qui tourne se tirera toujours d'affaires en cas d'inflation pour peu qu'elle soit bien gérée. Mais à la condition qu'elle tourne.

Si on la paralyse par une réglementation sclérosante, si on lui fait supporter des charges qui ne sont pas de son ressort, celles du chômage y compris, si en plus on lui interdit le crédit, il lui faudrait

une vitalité exceptionnelle pour qu'elle puisse poursuivre son activité et ne pas mettre ses travailleurs au chômage. Les autres fermeront leurs portes.

Le refus d'une dévaluation, comme celui d'une inflation, sans s'attaquer à leurs causes, bloque les exportations et conduit, ici encore, au chômage.

Prenons maintenant le cas inverse : c'est une boulangère allemande qui vend son pain à une ménagère française dans les mêmes conditions de départ.

L'inflation porte en France le prix du pain à 15 francs.

Si une dévaluation suit, la ménagère française pourra échanger 15 francs contre 10 marks et la transaction pourra se faire.

Si le gouvernement refuse cette dévaluation, la ménagère toute contente échangera 10 francs à la banque française contre 10 marks et elle obtiendra son pain en fait pour 10 francs chez la boulangère allemande contre 15 chez une boulangère française.

Mais qui fera les frais de cette différence ?

Le trésor français ou la Banque de France qui, pour se procurer 10 marks, aura dû, malgré son refus de dévaluer, dépenser directement ou indirectement 15 francs. Les Allemands ne sont pas fous. Pour récupérer la différence, l'Etat sera obligé de puiser dans l'argent fourni par les contribuables.

Mais cette situation ne pourra se poursuivre longtemps car, d'une façon ou d'une autre, avec intervention de l'Etat ou non, notre pays sera perdant, que ce soit en importation ou en exportation. Une dévaluation sera inévitable.

Une dévaluation n'est après tout que la constatation d'un état de fait. Elle n'innove rien. Elle ne fait que régulariser un passé. Dire que la dévaluation favorise l'exportation signifie simplement qu'elle desserre le frein que constituait pour elle le déséquilibre des monnaies.

Qui fera cette fois les frais de ce rééquilibrage ?

Ceux qui ont de l'argent français. On comprend pourquoi ceux-ci avaient intérêt à la retarder le plus longtemps possible, quitte à laisser s'installer le chômage.

\* \* \* \* \*

Que se passera-t-il maintenant si la boulangère allemande porte le prix de son pain de 10 à 20 marks et que le pain soit introuvable chez nous ?

Cela ne vous rappelle-t-il pas quelque chose ?

Devant pareille hausse, la ménagère commencera par réduire au minimum sa consommation de pain. Mais comme il lui faudra toujours acheter ce minimum à prix élevé, ou bien elle réduira ses autres dépenses pour équilibrer son budget, ou bien, elle et son mari, le savetier, travailleront davantage, ou bien ils chercheront à augmenter le prix de leurs chaussures.

Des trois solutions, la dernière est la plus problématique car si les autres aussi doivent dépenser plus pour acheter leur pain allemand, ils disposeront de moins d'argent pour payer leurs chaussures.

Comme on se résigne mal à diminuer son train de vie, la solution la plus probable sera la seconde : travailler davantage et, si possible, vendre à la boulangère allemande.

L'augmentation de prix d'un produit étranger aura donc un effet incitateur au travail, le contraire du chômage.

Deuxième constatation : il se produira chez eux un déplacement des dépenses mais la valeur de leur argent n'en sera pas modifiée. Hormis le pain, avec la même somme ils s'offriront les mêmes biens qu'avant.

Mais alors, si nous remplaçons le pain par le pétrole, pouvons-nous dire que les choses se passeront de la même façon ? Que l'augmentation du prix du pétrole n'affectera pas la valeur de notre monnaie ? Que, contrairement aux affirmations de grands théoriciens, cette augmentation n'est pas

inflationniste ?

Pour nous y reconnaître, regardons comment se passent les échanges internationaux.

Si, globalement, un pays doit être pris comme un agent économique vis-à-vis de l'ensemble des autres pays, il sera tenu avec eux d'observer l'équilibre des échanges, tout comme de simples citoyens ou groupes de citoyens à l'intérieur d'un pays.

Comme ces pays ont chacun leur autonomie, un prix naturel des marchandises circulant entre eux s'établira de lui-même mais avec plus de difficultés que dans une économie intérieure car le nombre des pays est restreint et la statistique a toujours de la peine à dégager une valeur moyenne cohérente d'un petit nombre de cas.

Les variations du cours des marchandises et éventuellement des services seront toujours plus fortes entre les nations qu'à l'intérieur de chacune.

Quoi qu'il en soit, plus un produit importé verra son prix s'élever, plus le pays importateur sera contraint de compenser par ses exportations.

Mais par quel moyen vont se faire les échanges ?

Reprenons les choses par le commencement comme nous l'avons fait pour les individus ou groupes d'individus à l'intérieur de notre chère île.

Le moyen le plus simple sera d'abord le troc de produit à produit. Si les marchandises sont disponibles immédiatement, deux nations pourront s'entendre sur leurs cours respectifs et les échanger, même massivement, sans autre forme de procès.

Si les deux marchandises ne sont pas disponibles en même temps, ou si l'un des deux partenaires veut se réserver le choix de sa contrepartie, la transaction pourra s'effectuer par l'intermédiaire d'une marchandise de base qui sera presque toujours l'or.

Ce rôle de l'or comme moyen de paiement dans les échanges internationaux explique pourquoi son cours reste très élevé. Les nations ont intérêt à le garder en réserve pour pouvoir l'employer lorsque l'échange des monnaies s'avère difficile ou risqué. Il constitue pour elles en quelque sorte une sécurité matérielle.

Il s'ensuit que l'emploi de l'or dans les échanges entre pays fonctionne sur une valeur, variable certes, mais très au-dessus de sa valeur naturelle parce qu'on lui ajoute arbitrairement en lui donnant ce rôle une valeur fiduciaire.

Cette valeur naturelle, en fait la seule réelle, pourrait d'ailleurs se déterminer par comparaison avec celle d'un métal dont la production, le volume mondial des stocks et l'utilisation pratique sont les plus proches.

C'est ce qui arriverait du jour au lendemain si les pays qui le détiennent le laissent circuler librement comme toute autre marchandise. Mais il y a peu de chances qu'ils le fassent. L'or n'est aussi précieux que parce qu'il est prisonnier.

*Le malheur est que l'or constitue ainsi une réserve de valeur considérable dont l'immobilisation, tout comme celle d'une monnaie, paralyse les échanges.*

La montée des cours de l'or est toujours de mauvais augure.

L'autre moyen de procéder aux échanges internationaux est de pratiquer le système de la R.D. particulière, en l'occurrence le paiement en monnaie nationale.

Ce que nous avons observé à propos des R.D. particulières entre individus ou groupes d'individus est valable entre nations, à ceci près que la confiance jouera un rôle plus fort car il n'y aura pas d'autorité supérieure pour imposer par la force le respect des contrats. On progresse dans ce sens au sein d'une communauté d'états mais on est loin d'une justice aux moyens efficaces comme celle qui arbitre les conflits, au besoin par la force, entre les agents économiques à l'intérieur d'une même nation.

Il faut reconnaître que la différence n'est pas mince.

Par contre il n'existe pas de monnaie mondiale pouvant jouer à l'égard des nations le même rôle qu'une monnaie nationale à l'égard des citoyens ou groupes de citoyens d'un même pays.

Non pas que la nécessité ne s'en fasse pas sentir.

Elle se manifeste en permanence. Mais il n'existe pas un Etat Mondial à qui tous les pays paieraient des impôts et qui par sa banque centrale pourrait transformer les R.D. particulières, en l'occurrence présentées en monnaies nationales, en monnaie mondiale.

Devant cette carence, les pays ont été amenés à prendre arbitrairement pour monnaie internationale la monnaie d'un pays dont l'économie est puissante. Ce fut le cas de la livre comme cela reste toujours le cas du dollar.

Mais ce jeu est dangereux car il fait dépendre le rôle de cette monnaie, prise comme véhicule des échanges internationaux, des vicissitudes économiques, politiques et monétaires du pays dont elle est la monnaie nationale.

Comme d'autre part les écarts sont très grands lorsqu'on a affaire à des petits nombres, ce qui est le cas des nations, que de grosses différences économiques les séparent les unes des autres, il se produira inévitablement de fréquents déséquilibres et tous les accords internationaux qu'il faudra mettre sur pied à chaque changement de situation ne seront jamais que précaires.

On est loin des accords de Bretton-Woods, de la primauté généralisée de l'étalon-or, d'un accord stable au sein du Fonds Monétaire International, du choix définitif d'un étalon plurimonnaire qui ne soit pas déformable au soleil et à la pluie, d'une Unité de Valeur qui ne soit pas simple convention assise sur des sables mouvants, de réglementations qui ne soient en fait que de simples recommandations... et il en sera ainsi jusqu'à la fondation d'un Etat Mondial, même s'il faut y arriver par paliers entre un petit nombre de nations unies pour le moins en confédérations autonomes.

C'est ainsi que, faute de repères fiables, le pétrole est payé en dollars et que les répercussions des avatars de la monnaie américaine combinés avec ceux de la nôtre pourront faire varier considérablement le prix naturel de départ d'un produit aussi mondialement important.

Sans vouloir aller plus avant dans une voie qu'il serait passionnant de poursuivre, disons pour le moment qu'un pays est tenu d'équilibrer ses importations et ses exportations s'il veut que son commerce international ne porte pas atteinte à sa monnaie.

C'est ainsi que la mémorable augmentation du prix du pétrole n'aurait eu, en elle-même, aucune répercussion sur la valeur de notre monnaie si par notre travail nous en avions fait retour à l'étranger.

L'augmentation du prix du pétrole dont on a voulu faire un drame pour occulter la faillite d'une théorie économique infaillible n'avait donc pas obligatoirement sur notre monnaie l'effet inflationniste dont on nous a rebattu les oreilles.

Et pourtant était-il un dogme plus établi, une vérité aussi peu soupçonnable, un leitmotiv plus proclamé par les dirigeants de l'époque, un alibi plus solide, que ce rôle inéluctablement inflationniste de la hausse de la facture pétrolière ?

En réalité celle-ci fut pour les dirigeants d'alors une aubaine inespérée qui leur permit de masquer l'échec cuisant de leur politique monétariste, celle qui favorise l'argent aux dépens du travail qui le fait naître. On comprend qu'ils l'aient accusée à grand fracas.

Arrêtons-nous un instant pour observer que si cette hausse a été à la fois très forte et très rapide, elle ne faisait que reprendre le terrain perdu depuis une vingtaine d'années. Il ne faut pas avoir peur de le dire : le pétrole était vendu très au-dessous de son prix naturel.

En fondant la majeure partie de leur industrie, de leurs transports, de leur appareillage domestique sur l'approvisionnement en pétrole, les pays modernes avaient eux-mêmes donné à ce produit son importance. Ils l'avaient rendu eux-mêmes précieux. Ils avaient en quelque sorte fixé eux-mêmes son prix naturel.

Si les pays producteurs s'étaient mis à vendre ce pétrole à un prix alors très élevé, on ne pouvait

leur donner tort.

Ils ne faisaient qu'user de leur autonomie. Et dans la mesure où ce prix était accepté par les autres pays, il se justifiait de lui-même.

Les lois économiques ne sont pas des lois arbitraires. Lorsque l'équilibre de l'échange est rompu, il en résulte toujours un dommage pour l'un des partenaires, souvent pour les deux.

Nous semblions bénéficier du sous-paiement du pétrole, ce qui nous avait conduits à abandonner les autres sources d'énergie. Nous avons fermé des mines de charbon qui n'étaient plus rentables alors qu'elles pourraient l'être de nouveau si elles étaient exploitées différemment. Nous avons négligé la recherche de sources nouvelles d'énergie non polluantes qui sont nombreuses : énergie solaire, énergie éolienne, énergie des courants marins, énergie biologique particulièrement porteuse d'avenir... Nous nous sommes trouvés alors dans l'obligation de foncer sur l'utilisation de l'énergie nucléaire avec tous les dangers matériels et psychologiques qu'elle comporte. A terme bien entendu, la conséquence logique de cette réaction tardive aura été le rétablissement du prix du pétrole à une valeur naturelle plus modérée.

Mais entre temps cela nous a coûté cher.

C'est ainsi qu'un sous-paiement peut aussi causer du tort à celui qui en profite.

Normalement, si notre réaction à l'augmentation du prix du pétrole avait été saine, celle-ci n'aurait dû avoir aucune influence sur la valeur de notre monnaie. Elle devait au contraire stimuler notre activité, multiplier notre dynamisme exportateur. En somme le contraire de ce qui s'est passé.

C'est une raison de plus de regretter la politique restrictive de nos gouvernements ces quelques vingt dernières années, qu'ils soient de droite ou de gauche, politique dont nous allons payer longtemps les conséquences.

Quelles sont donc les raisons sur lesquelles on se garde bien d'insister et qui font que, malgré tout, la hausse pétrolière a compté pour une bonne part dans notre inflation, part toutefois beaucoup moins forte qu'on a bien voulu le dire car, il faut le souligner, les intéressés la grossissaient, la poussaient en avant comme le bouc émissaire de tous nos maux ?

Prenons le cas le plus sensible au public : celui de l'essence, cas où ces raisons se manifestent le plus clairement.

Première raison : sur 100 francs que nous payions à la pompe pour alimenter nos moteurs, le prix de production à la sortie de l'usine comprenant l'achat du pétrole aux pays producteurs, le coût technique de production, le transport, le stockage, le raffinage était alors de 30 francs.

L'Etat y ajoutait 167 % d'impôt, non, il n'y a pas d'erreur de virgule, soit 57 francs, ce qui avec 9 francs de frais de distribution totalisait bien 100 francs. Où en est-on aujourd'hui ?...

Et il se passait ce qui se passe toujours en pareil cas. Si le pays producteur double ou triple son prix, au supplément qui en sera la conséquence à la production l'Etat ajoutera froidement son énorme pourcentage alors qu'aucune dépense supplémentaire pour lui ne le justifie, hormis celle qui lui incombe en tant que consommateur lui-même.

Cette partie-là est donc totalement inflationniste, pain béni pour les dirigeants de l'époque du "choc pétrolier" qui s'en lamentaient en public mais ne pouvaient que se réjouir secrètement de la rentrée d'un flot fiscal imprévu.

Deuxième raison : le battage autour du "choc pétrolier cause majeure de l'inflation" afin de masquer l'échec d'une politique monétariste, avait pour effet d'engendrer une psychose de hausse aussi bien chez les chefs d'entreprise, les commerçants, les prestataires de services que chez les salariés dans leur ensemble qui tous demandaient plus d'argent par crainte de se voir dépasser par l'inflation.

Troisième raison : faute à notre monnaie d'inspirer confiance, l'imposition du dollar comme monnaie intermédiaire liait le prix de notre approvisionnement en pétrole aux aléas de celle-ci. Si le gouvernement était enclin à ignorer la baisse de cette monnaie de référence, par contre il ne manquait

jamais de profiter de ses hausses.

De ces trois phénomènes inflationnistes, le plus important quant au prix de l'essence était bien le premier.

Une quatrième raison pouvait éventuellement s'y ajouter : celle d'une fabrication de monnaie folle en vue de payer la facture pétrolière ou d'accorder des crédits pour permettre aux acheteurs nationaux de la payer, directement ou par sous-produits interposés.

Un pays dont l'économie fonctionne normalement avec un gouvernement plus soucieux de défendre ses entreprises que sa monnaie aurait à l'époque absorbé sans douleur la seule hausse réelle de la facture pétrolière.

\* \* \* \* \*

Comment nous y reconnaître à travers les écrits des économistes ?

Livres, revues spécialisées ou non, journaux, publications professionnelles, tout le monde parle d'économie.

C'est le sujet à la mode. Tout le monde se veut économiste, depuis le commentateur de radio jusqu'au métreur en bâtiment. Un titre qui par son inflation s'est grandement dévalué lui aussi.

D'abord ils ne s'entendent pas sur la nature de la monnaie. Beaucoup y voient la représentation d'un bien.

Pour d'autres elle ne peut être valable que si elle est gagée sur l'or.

On lira que la monnaie est une valeur créée par la banque centrale ex-nihilo, ce qui est la définition même de la monnaie folle.

Certains estiment que la monnaie nouvelle est légitime quand elle est fondée sur une hypothèque, ce qui est confondre le gage avec la livraison d'un bien ou d'un service qui, seule en réalité, justifie la reconnaissance de dette.

D'autres discutent sur les distinguos qu'il faut établir entre la monnaie, la demi monnaie, la quasi-monnaie. Sur la différence entre l'argent placé à la Caisse d'Epargne qui ne serait pas de la monnaie et l'argent placé dans une banque de dépôts qui en serait.

Les uns comptent les lettres de change dans telle masse monétaire. D'autres les en excluent. Pour certains les emprunts à court terme y sont admis, mais pas les emprunts à long terme. M1, M2 et M3 ont sans cesse des incidents de frontières.

Il en est qui attribuent, coefficients multiplicateurs à l'appui, aux crédits accordés par les banques le caractère de création de monnaie. On a tout dit sur la compensation alors qu'il ne s'agit là que d'une simplification pratique des échanges entre banques par troc de créances.

Sur l'inflation, les opinions sont encore plus contradictoires. Pour les uns, c'est l'inflation qui provoque la hausse des prix. Pour les autres, c'est exactement l'inverse. Alors que nous, dans notre naïveté extrême, nous pensons qu'il s'agit là du recto et du verso d'un même phénomène.

On voit que le crédit à court terme serait inflationniste mais pas le crédit à long terme. Et inversement.

Un gros billet de banque n'aurait pas fonction de règlement parce qu'il faut l'échanger contre des coupures plus petites pour la plupart des achats, coupures qui seraient d'ailleurs plus inflationnistes parce qu'elles poussent davantage à la dépense.

Pour faire savant on raconte n'importe quoi. Et avec quelle susceptibilité, grands dieux !

Il en est même qui sont allés jusqu'à dire que le chômage n'est pas inflationniste.

Même discordance à propos des indicateurs, ces points de repère qu'il faut assimiler à des clignotants lorsqu'ils sont débordés.

Quelle masse de monnaie faut-il prendre comme indicateur ? Sous quelle forme ? Et dans quelle

situation ?

Pour intervenir dans le mécanisme de la circulation monétaire. Oui, mais comment ? Celui-ci est tellement complexe qu'on ne sait sur quel endroit taper, quel bouton tourner, quel circuit fermer, quel cadran débrancher pour ne plus le voir.

Il semble que chacun puisse se payer son petit indicateur personnel.

A la lecture des économistes, on éprouve l'impression que doit ressentir un promeneur qui s'aventure dans des sables mouvants.

Dans l'ensemble cependant ils s'accordent pour assimiler inflation et chômage, comme beaucoup d'hommes politiques d'ailleurs.

Est-ce surtout parce que l'inflation affecte avant tout ceux qui ont de l'argent alors que le chômage n'affecte que ceux qui ont besoin de travailler ?

Laissons donc les économistes à leurs discussions byzantines et tenons-nous en, nous, à ce que nous avons constaté.

L'inflation est un bon révélateur de ce qu'il y a dans un pays de surpaiements, de gaspillages, de versements sans contrepartie que n'arrivent pas à compenser les sous-paiements.

L'inflation est un signe de décadence parce qu'elle résulte de la tendance générale d'une société à faire passer l'argent avant le travail, le gain par-dessus le service rendu, les droits en priorité sur les devoirs.

Mais l'inflation n'est pas cette décadence.

Réaction contre la maladie de l'économie, elle n'est pas cette maladie.

Elle s'est même révélée à certains moments de l'histoire comme le seul recours dans des situations impossibles d'où elle a permis à une société de se sortir par d'autres moyens que le fer et le sang.

Dans la Rome antique, quand les créances s'accumulaient au point de faire craquer l'ordre social, on n'y allait pas par quatre chemins. A l'occasion d'un événement quelconque, on abolissait les dettes. Dans le même esprit fut institué la procédure de la faillite pour permettre à une entreprise, à un commerce ou à une banque de sortir d'une situation sans issue.

Il n'y avait pas alors de système comparable à celui de la monnaie fiduciaire moderne dont la souplesse permet par l'inflation d'obtenir progressivement le même résultat dans la plupart des cas.

Pour les cas particulièrement graves le remède de cheval que constitue la procédure de faillite n'a, lui, guère changé dans son principe.

Plus tard les princes se sont souvent tirés d'affaire en rognant sur le métal monétisé ou en refondant les pièces avec des signes d'une valeur supérieure.

Quand Louis XIV mourut, il laissait une France bien mal en point. La noblesse était criblée de dettes, la paysannerie affamée, les industries dans le marasme. Parut alors l'homme providentiel qui allait redonner à la France sa prospérité.

Au moyen d'un système monétaire faux mais génial qui a fait tourner toutes les têtes en faisant reposer la valeur de la monnaie sur celle de propriétés immobilières d'abord, d'actions ensuite, lesquelles sont des titres de propriété, Law parvint à relancer la machine économique d'une façon spectaculaire.

Pas plus lui que les autres ne voyait que la monnaie ne pouvait être qu'une reconnaissance de dette, issue de la fourniture d'un bien ou d'un service et donc limitée à la valeur de cette fourniture.

La faillite survint lorsqu'il apparut éclatant que la quantité de papiers qu'il avait fabriquée dépassait très largement la valeur des biens sur lesquels elle prétendait s'appuyer.

L'inflation mémorable qui s'ensuivit eut pour effet de dissoudre le volume insupportable des dettes qui s'étaient accumulées au cours du long règne de Louis XIV.

Entre nous, Law a probablement rendu un service pas mince à la noblesse et à la monarchie en repoussant de deux générations la Révolution Française.

La même erreur fut renouvelée lors de la création des assignats dont on fit reposer la valeur sur

des biens fonciers, notamment sur les biens du clergé.

Ce qui devait arriver arriva : l'émission n'ayant aucun frein, les assignats perdirent bientôt toute valeur entraînant dans leur effondrement quantité de dettes contractées au milieu des tempêtes de la Révolution.

Le terrain ainsi déblayé, Napoléon put d'autant plus facilement redonner à la France une économie prospère.

Après la guerre de 1914, les Etats Unis vivaient dans l'opulence sans se rendre compte qu'un abîme se creusait progressivement sous leur monnaie dont la valeur était considérée par tous comme reposant sur un gage.

Un incident boursier suffit à provoquer une énorme implosion plongeant l'Amérique et les pays d'Europe dans un marasme prolongé où s'empêtraient les meilleures volontés des gouvernants pris selon les secteurs entre l'inflation et la déflation.

Mais l'Allemagne vaincue avait connu peu avant une inflation démentielle, réduisant à néant sa propre monnaie, ce qui déblaya le terrain devant les Nazis. Le grand mérite du docteur Schacht, ministre des finances du IIIe Reich, fut de ne pas être un économiste.

Par son action pragmatique, indifférent aux théories monétaires, il réalisa ce miracle de remettre au travail cinq millions de chômeurs et de permettre ainsi à Hitler de se constituer une armée qui allait faire le malheur de l'Europe.

Pour être juste, disons que ce miracle était dû également à l'enthousiasme que souleva l'avènement d'un ordre nouveau après une longue et insupportable humiliation patriotique, ce qui prouve que l'économie est aussi une affaire de sentiment.

En priant le ciel que nous soient épargnées de semblables catastrophes, reconnaissons que l'histoire de ces dernières décades nous a enseigné par une expérience cuisante que la lutte contre l'inflation, en tant que mal premier, est une erreur.

On nous objectera que si cette lutte a échoué, elle a tout de même modéré pour une part la hausse des prix.

Cela semble logique si on compare l'effort anti-inflationniste d'un gouvernement à celui que ferait un passant qui, voyant une voiture partir seule dans une déclivité, s'y accrocherait pour la freiner de ses deux semelles.

S'il ne parvient pas à l'arrêter et qu'elle en emboutisse une autre, on devra tout de même lui rendre cette justice qu'il aura si peu que ce soit s'obstine encore à eu pour effet de freiner, à l'inverse, limité la casse.

Mais cette comparaison est fausse.

La lutte contre l'inflation par le blocage des prix dont on a reconnu l'échec et par le blocage du crédit par son volume ou par ses taux d'intérêts a eu au contraire pour effet de freiner le seul et unique facteur de baisse réelle des prix : l'augmentation de la productivité.

Qui pourra dire de quel pourcentage la lutte ainsi menée hier contre l'inflation aura fait monter celle-ci ? Qui pourra dire combien de chômeurs de plus aujourd'hui nous a coûté le freinage obstiné de cette inflation ?

En face des doctrinaires, nous nous sentons beaucoup plus en sécurité en prenant la monnaie pour ce qu'elle est : une reconnaissance de dette, et l'inflation pour ce qu'elle est : une réaction de l'économie ayant pour effet de rétablir un équilibre perturbé.

Quelques règles générales de bon sens, observées avec discernement, permettraient aisément de former une enveloppe à l'intérieur de laquelle on pourrait discuter chiffres et théories mais dont l'ensemble resterait cohérent.

- D'abord laisser jouer la liberté des échanges. Eviter avec la plus grande prudence toute action



intempestive qui risque de la fausser. L'Etat, en tant qu'agent économique lui-même, doit respecter la règle du jeu en s'interdisant tout recours à l'arbitraire.

- Protéger jalousement la concurrence, premier mécanisme régulateur des échanges, contre l'hostilité des situations acquises et des privilèges. Lui permettre de s'informer librement ou mieux l'informer en permanence.

- Avoir le courage de laisser jouer l'inflation, mécanisme suprême permettant à l'économie de rétablir l'équilibre des échanges, mais en même temps rechercher et en combattre les causes.

- Intervenir seulement mais intervenir obligatoirement, surtout s'agissant de puissants intérêts, dans les cas précis et limités, notamment celui des monopoles, où la concurrence ne peut jouer pleinement son rôle.

- Eliminer ce chancre qui ronge la santé de l'économie, l'inflation des réglementations superflues et des emplois inutiles.

- Refaire une fiscalité claire et simple protégeant le contribuable de l'arbitraire, incitation directe à la fraude. La T.V.A. est un impôt intelligent, la Taxe Professionnelle non. Mais entre l'intelligence d'un impôt et son application il peut se glisser pas mal de sottise.

- Proscrire la fabrication de monnaie folle par la banque centrale pour quelque usage que ce soit. Poursuivre comme frauduleux tout artifice de création monétaire ex-nihilo par les banques secondaires.

- Rejeter comme vicieux le blocage du crédit qui prive les citoyens et les entreprises de l'usage du fruit de leur travail, l'épargne.

- Transférer à l'Etat la charge de collecter le financement de l'aide sociale, sans altérer celle-ci bien entendu.

Ce dernier point est de la plus haute importance et le moment est venu de reprendre où nous l'avons laissée la question du financement de l'aide sociale.

Le principe en a été établi clairement et sans contestation possible : l'aide sociale étant offerte à tous, tous doivent contribuer à son financement, chacun selon ses moyens.

Le problème était de savoir comment y parvenir. Nous en savons assez maintenant pour avancer efficacement vers sa solution.

Première hypothèse : par un impôt nouveau.

Solution simpliste car la création d'un impôt nouveau entraîne la création d'une nouvelle sorte d'administration comme si on n'en avait déjà pas assez. On en connaît le prix. Elle frappe directement le contribuable et il faut établir des critères de perception tenant compte des situations, critères impossibles à rendre justes tant sont complexes les situations et nombreux les cas particuliers.

Pas question.

Autre solution : l'augmentation de l'impôt sur le revenu.

Possible mais celui-ci est loin, très loin d'être parfait.

En haut de l'échelle, il est des gens sans revenus qui vivent grassement sur leur fortune. Le rattrapage par les signes extérieurs de richesse est naïf et il n'a pas donné beaucoup de satisfactions. La richesse peut se cacher, se réfugier à l'étranger.

En bas de l'échelle, un grand nombre de gens en sont dispensés, et à juste titre.

La Contribution Sociale Généralisée n'est qu'un rafistolage maladroit, un exemple de ces décisions à courte vue qu'on empile les unes sur les autres et qui font de la fiscalité un amalgame hétéroclite hérissé de traquenards à décourager le plus scrupuleux des contribuables.

Plaquer cet essai de fiscalisation de l'aide sociale sur un impôt déjà défectueux, par retenue à la source ou pas, est une innovation rétrograde.

Il faut renoncer à l'impôt direct qui ne répond pas au principe absolu : chacun selon ses moyens.

Reste l'impôt le plus intelligent qui soit ou, pour les esprits chagrins, le moins mauvais qui soit, ce qui n'est déjà pas si mal : la T.V.A.

Nul n'échappe à la T.V.A. car nul n'échappe à la consommation dans le prix de laquelle elle est incluse.

Elle répond, elle, au critère : chacun selon ses moyens.

Comme, dans la plupart des cas, chacun dépense en fonction de ses ressources et de sa fortune, en cela elle est juste. @

La part sociale de la T.V.A. étant supposée de 3 %, celui qui achète une voiture de luxe et un yacht pour 2.000.000 de Frs contribuera pour 60.000 Frs à l'aide sociale alors que celui qui achète un vélo 2000 Frs y contribuera pour 60 Frs. N'est-ce pas justice ? Surtout si le premier a les moyens de vivre sans être salarié.

Il serait cependant inéquitable de permettre à qui ne dépense pas son argent mais le place dans des parts ou actions de sociétés dont il retire un bénéfice de ne pas participer à l'aide sociale, auquel cas c'est sur les bénéfices des sociétés que devrait porter la part sociale.

De même les placements en crédits devraient entraîner une imposition sociale par retenue forfaitaire à la source, ce qui éviterait des complications aux prêteurs qui n'auraient à déclarer dans leurs revenus que ce qu'ils reçoivent net en intérêts, outre que la part sociale de l'impôt serait ainsi bien délimitée.

Mais la finalité de l'argent, valeur de passage, étant d'aboutir à une fourniture de biens ou de services, c'est bien à la T.V.A. que revient de jouer le rôle majeur dans le financement de l'aide sociale.

Comme elle n'exige pas du contribuable qui la paie, le consommateur final, des déclarations à n'en plus finir et un versement spécifique, elle est économe du temps et des nerfs aussi bien de l'assujetti qui ne s'en aperçoit pas que des fonctionnaires qui n'ont pas à la leur réclamer.

Enfin elle repose sur une base autrement plus élargie que celle du travail. Pour quelques points de plus portant sur un prix hors taxes allégé elle libère les entreprises d'une charge de 38 % sur les salaires qu'elles versent et les salariés d'une retenue de 18 % sur ceux qu'ils touchent.

On objectera que le pouvoir d'achat en sera diminué par l'augmentation des prix.

Le pouvoir d'achat de qui ?

Pas des salariés en tous cas qui achèteraient un peu plus cher mais en compensation seraient délivrés des charges qui diminuent leurs salaires.

Pas des entreprises qui verraient d'un coup leur prospérité renaître. Si elles se maintiennent malgré le poids de charges énormes, preuve de leur vitalité, comment ne s'élèveraient-elles pas vers une productivité accrue, seul facteur de baisse réelle des prix, ce qui leur permettrait de mieux lutter contre la concurrence des économies de pays où les charges sociales sont des plus minces, voire inexistantes. Ainsi les entreprises françaises auraient moins de raisons d'aller s'y installer. Soulagées du poids des charges sociales, beaucoup reviendraient en France ou renonceraient à s'expatrier, rassurant celles qui ne le peuvent pas.

Autre avantage : le travail au noir, qui leur porte aussi préjudice, en perdrait sa principale raison d'être.

De qui alors ?

Des retraités ? Pas vraiment car ils supportent une part de cotisations sociales, y compris la Contribution Sociale Généralisée, dont ils seront soulagés. Cependant pour les plus modestes une compensation s'impose.

Des chômeurs ? Provisoirement peut-être si on ne leur apporte pas une compensation. Mais le nombre des chômeurs, grâce à la guérison de l'économie, s'éteindra vite.

Alors de qui ?

Mais des gros possesseurs d'argent dont le nombre, lui, n'est pas près de s'éteindre. Et sans compensation possible cette fois. Mais comme ce sont, grâce à leur pouvoir d'achat élevé, les plus gros consommateurs, on peut douter qu'une réforme aussi limpide soit adoptée de sitôt.

C'est toujours la même chose. La simple observation des faits et les démarches d'esprit les plus

claires nous ramènent sans cesse à la même conclusion : décidément c'est l'accumulation continue de l'argent entre un petit nombre de mains qui bloque tout.

Mais alors pourquoi ne veut-on pas raisonner et surtout agir à partir de cette donnée fondamentale ?

Pourquoi ? Parce qu'à s'engager dans cette voie on est conduit logiquement à menacer de puissants intérêts.

Il faut être réaliste. Ce sont ces puissants intérêts qui partout dans le monde tiennent les grands leviers de commande. A se heurter à des colosses, on est sur de se voir brisé. Il ne faut donc pas compter changer ce monde par des discours, des programmes, des lois qui ne seront pas appliquées. Face à la puissance de l'argent, seule peut être efficace, si elle est utilisée intelligemment, la puissance du nombre.

Pour compléter notre recherche, puisque beaucoup l'accusent d'être la principale cause de chômage alors que, nous l'avons vu, celle-ci réside d'abord chez nous, parlons de l'immigration.

Voilà un problème sur lequel on a dit et redit tout et n'importe quoi, en argumentant par passion politique, raciale ou autre, mais rarement par raisonnement pur et simple, si bien que dans toute opinion se mêle en proportions diverses le vrai et le faux.

Pour nous y reconnaître reprenons, là encore, l'exemple de notre île, décidément source inépuisable de clarté.

Cette île, isolée du monde, où vivent cent familles, est parvenue à son équilibre économique. Les échanges se font librement, sans contrainte, ni manipulation d'aucune sorte et sa législation garantit à tout le monde que chacun joue bien le jeu. Conséquence : pas de chômage, monnaie stable, bien-être matériel accessible à tous, enrichissement normal de ceux qui apportent le plus à la société par leur travail utile, leur enseignement, leur art... mais limité à un plafond au-delà duquel cet enrichissement deviendrait nuisible.

Bref, tout va bien dans notre île.

Or voici qu'un jour fait naufrage sur une de ses côtes un groupe de cent familles qui a tout perdu, boat people par exemple. Gros problème pour nos insulaires. Comment vont-ils le résoudre ?

Examinons les solutions possibles.

Première solution : les exterminer tous. C'est évidemment une solution, radicale. Mais ne sourions pas : on peut bel et bien exterminer un peuple soit activement par massacre, solution finale, soit passivement en le laissant crever de faim, solution à laquelle on trouve toujours des justifications hypocrites, soit cyniquement en laissant ses factions se massacrer entre elles, au besoin en les y aidant par corruption, par livraison d'armes, ou en lui distribuant de l'alcool ou de la drogue. Les moyens ne manquent pas.

Cela ne vous rappelle rien ?

Deuxième solution, opposée : l'aide humanitaire. Chaque famille pourvoit aux besoins d'une famille immigrante sans rien demander en retour.

Tel quel le procédé ne peut être qu'un secours immédiat et ponctuel. Sinon le niveau de vie dans l'île tomberait de moitié. Quelle que soit leur générosité, les habitants ne peuvent se priver et surtout priver leurs enfants de la moitié de leurs ressources. Ils s'estimeraient, et à juste titre, coupables d'agir ainsi et les réactions ne se feraient pas attendre, y compris des secours qui n'accepteraient pas longtemps leur position d'assistés sans détester leurs protecteurs.

Troisième solution : l'échange. Ici il n'y a pas le choix. La seule chose que peuvent apporter en échange des gens démunis de tout, c'est leur travail. Mais comment réaliser cet échange ?

- Soit par l'intégration pure et simple, chaque immigré au travail devenant en même temps producteur et consommateur, au même titre que n'importe quel autochtone.

Dans un pays dont la situation est saine, ce procédé ne présente aucun inconvénient, au contraire. Les nations ne se sont pas constituées autrement. L'immigration est bénéfique pour une société dans la

mesure où elle lui apporte un sang nouveau et une culture nouvelle qui l'enrichissent biologiquement et intellectuellement. Mais pour être réussie l'intégration demande un délai d'adaptation et il est nécessaire que l'immigré adapte son esprit, ses coutumes et son mode de vie à l'esprit, aux coutumes et au mode de vie des autres. Cela ne peut se faire que progressivement. Plus une immigration est massive, plus elle comporte de risques par la tendance de ses membres à constituer un corps étranger qui dès lors, pour conserver sa culture et l'air du pays d'origine, s'opposera à toute assimilation.

- Soit en fixant les naufragés dans un territoire où ils résideront et vivront de leurs propres moyens en toute liberté de relations avec les autres habitants de l'île.

Mais, cette solution libérale et généreuse en apparence n'est pas viable, car les entreprises gagneront à leur porter du travail à faire parce que, démunis de tout, ils accepteront de très bas salaires. Résultat : bénéfiques au premier degré pour les entreprises mais préjudice pour leurs salariés qui se verront soit mis au chômage, soit contraints d'accepter une réduction de leurs salaires au niveau de ceux des nouveaux venus.

Comment ne pas comprendre que lorsqu'on met deux vases en communication celui qui est le plus rempli se vide vers celui qui l'est le moins ? Que dans notre cas les prix naturels tomberaient de moitié ?

Notons que cette solution serait économiquement valable à terme car les salaires et le pouvoir d'achat des immigrés augmenteraient vite jusqu'à ce que dans toute l'île le revenu moyen retrouve son premier niveau.

Mais humainement elle n'est pas viable car au départ elle coûterait de tels sacrifices aux salariés autochtones qu'ils ne pourraient que se révolter.

- Soit en les fixant toujours sur une partie de l'île mais en plaçant un barrage économique entre les immigrés et les autochtones : interdiction aux entreprises de l'île d'aller exporter leur travail chez les immigrés, barrière douanière aux importations de manière à faire payer aux autochtones les produits et services importés au même prix que ceux qu'ils trouvent à l'intérieur.

Cette solution est efficace mais, telle quelle, elle est humainement et politiquement indéfendable Si elle n'est pas liée au devoir impérieux d'une aide économique majeure aux immigrés : celle de l'enseignement. Le service le plus précieux qu'on puisse rendre à des populations sous-développées est celui de l'enseignement des techniques leur permettant par leur travail de relever eux-mêmes et au plus vite leur niveau de vie. Il est stimulant par le but nettement proposé, l'espérance et la fierté qu'il engendre.

C'est la solution de l'intérêt bien compris des uns et des autres. Sans espérance, il n'est que révolte et la population immigrante ne pourrait que se sentir humiliée par l'égoïsme de la population autochtone dont elle envierait le niveau de vie. Un peuple ne supporte pas longtemps l'humiliation. D'où danger de conflit.

L'aide idéale est donc celle de l'enseignement. Il est de l'intérêt même des autochtones, passé le premier secours d'urgence, celui qui n'humilie pas, d'apprendre rapidement aux nouveaux arrivants à rattraper le niveau de productivité dont eux-mêmes jouissent de sorte que l'intégration générale puisse ensuite se faire sur pied d'égalité.

Financer un programme d'enseignement aux immigrés, c'est la seule dépense permanente que les autochtones doivent consentir mais généreusement, en y consacrant notamment le produit des taxes de protection douanière qu'ils percevront dans la mesure où les importations seront maintenues. Leur propre niveau de vie n'en sera que très peu affecté et ainsi naîtra sans grands risques, entre deux cents familles cette fois, une société rajeunie et plus puissante.

Cela n'empêchera pas aux résidents de leur fournir aussi une aide directe, sous forme de crédits par exemple, ou même de dons, mais celle-ci devra être intelligemment ciblée pour atteindre l'intérêt général des immigrés au lieu d'être détournée au profit de quelques-uns, et les encourager à se sortir par eux-mêmes de leur infériorité économique.

Nous pouvons transposer aux nations l'exemple que nous donne notre île. Le problème de l'immigration n'est autre, là encore, que le problème de l'échange. Dans les pays sous-développés le travail à faire est immense et il n'y aurait aucune raison pour que leurs habitants fuient vers nous s'ils avaient les capacités techniques et les moyens financiers leur permettant de travailler chez eux.

Mais il se passe entre les nations ce qui se passe entre les diverses catégories de population dans une nation même. Ce n'est pas parce qu'un pays colonisé a recouvré son indépendance qu'il cesse d'être exploité. Au contraire, le plus souvent il l'est davantage et par sa corruption même.

Les grands groupes financiers internationaux profitent de sa faiblesse technologique pour accaparer ses matières premières et sa main-d'œuvre à bon marché. Le déséquilibre de l'échange qui en résulte provoque là aussi cette monstruosité : un travail immense et urgent à faire et des populations entières obligées de se croiser les bras.

Réguler l'immigration, assimiler les immigrants avec générosité, apprendre aux nations démunies à se doter elles-mêmes des techniques et des outils de production de telle sorte qu'elles aient besoin du travail de leurs citoyens et le terrain international sera prêt pour une confédération où chacun aura sa part de bien-être.

Objecter que l'essor des pays sous-développés nous nuirait par leur concurrence de production est une fois de plus un raisonnement à courte vue car ceux-ci nous ouvriraient en retour un marché de clients à pouvoir d'achat élevé. L'union économique entre pays s'établit sans heurt s'ils sont de niveaux économiques voisins.

Nous voilà encore en face de règles de bon sens qu'une volonté politique intègre devrait facilement adopter. Mais là aussi que de puissants intérêts à faire plier !

On s'est plus préoccupé de préserver et de faire fructifier des capitaux que de rechercher le bien-être des populations. Une politique humaine et non pas financière aurait dû prévoir les problèmes que ne manquerait pas de soulever le mixage matériel et spirituel des nations par-dessus les frontières, mixage inévitable et heureux en soi. Aucun principe général n'a été émis, aucune méthode mondiale n'a été définie et diffusée, aucune politique forte et généreuse ne s'est dégagée clairement. On a empilé au jour le jour sous la pression des circonstances des dispositions finalement inefficaces et les populations des pays développés et de ceux qui stagnent dans leur misère souffrent ensemble de cette incohérence.

Le libéralisme aveugle amène la contrainte économique du fort sur le faible et il ne faut pas s'étonner que des millions de gens fuient leur patrie pour venir chercher du travail dans les pays dits avancés alors que ceux-ci souffrent déjà des asservissements provoquant le chômage.

Que ce soit au niveau des groupes sociaux ou au niveau des nations, on voit que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Mais au niveau international le danger est autrement plus grave car ce sont cette fois les pays pauvres qui peuvent se révolter contre les pays dits riches et nous ne devons pas oublier que le risque nucléaire est plus aigu qu'avant car il est disséminé.

Aujourd'hui plus que jamais dans son histoire l'humanité a besoin de dirigeants qui soient à la hauteur de leurs responsabilités. Mais, à voir la faiblesse de leur action dans des cas pourtant limités, en avons-nous vraiment ?

Il est grand temps d'arrêter la décadence car c'est notre civilisation, et pas seulement notre pays, qui court vers une crise sans précédent.

Selon notre bonne méthode, qui est de partir de l'observation directe, sans idée préconçue, compteur à zéro, ouvrons les yeux.

Que voit-on aujourd'hui ?

Des nations aux techniques avancées où l'antique travail des bras, et même le travail de transmission, de calcul et de recherche des cerveaux, est effectué par des machines.

Le résultat devrait être la possibilité de réaliser un travail gigantesque. Equipé de machines un travailleur d'aujourd'hui peut à lui seul en valoir cent, mille ou plus d'hier.

D'immenses régions sous-développées, des pays ruinés, et même dans les pays dits riches, beaucoup de gens à secourir, partout des logements à construire ou à rénover, des usines à installer, des territoires à préserver, des recherches à mener en tous domaines, instruire et innover sans cesse, bref un monde nouveau à édifier. Le travail à faire est immense et urgent, pour nous et pour les générations qui viennent.

Du travail, il y en a pour tous, sans autre limite que celle des capacités physiques et intellectuelles de ceux qui s'en chargeront.

Or, fait incroyable, démentiel, en face de ce travail immense et urgent on voit des millions de gens qui ne demandent qu'à le faire et à qui on lie les bras, des millions d'êtres humains exclus de la vie active, privés de leur dignité, relégués au rang de mendiants sociaux, parce que les gros possédants ne veulent pas desserrer les doigts.

La dernière trouvaille des politiciens, le partage du travail et des salaires, est un chef-d'œuvre d'hypocrisie, le seul progrès étant la réduction du temps de travail pour le même salaire. Accepté parfois par les salariés avec une générosité touchante pour éviter à des collègues la mise au chômage, le partage du travail et du salaire n'est qu'une façon d'étaler les sous-paiements sur un plus grand nombre de têtes. Moins de risques de révolte. Moins de contribution au secours du chômage. Les grandes fortunes ne s'en plaindront pas.

En vérité quelque chose se détraque sur notre planète, affectant l'humanité entière. Dans tous les pays c'est le désarroi. On ne sait plus qui croire. On s'interroge.

Oh, les explications ne manquent pas. Les plus grands pontes de l'économie et de la politique nous en fabriquent à foison. Mais, dans ce fatras, essayez donc de vous y reconnaître.

Face à ces Goliaths, ce petit livre tout simple en donne aisément la raison : un grave déséquilibre de l'échange, cet échange qui est à la base de l'économie, déséquilibre qui va s'aggravant au risque de provoquer des réactions qui peuvent tout faire sauter.

Depuis qu'il n'y a plus de guerres nationales et surtout mondiales qui avaient pour effet de raser des régions entières et, nivelant les fortunes, de faire partir l'argent en fumée, celui-ci s'est reconstitué, dénaturé et de plus en plus accumulé dans un petit nombre de mains.

Là est le dénominateur commun de tous les fléaux qui accablent l'économie des pays développés.

Au lieu qu'il soit la contrepartie d'un travail ou d'un service en attendant son autre contrepartie de travail ou de services, au lieu donc de rester ce qu'il est de naissance, c'est-à-dire une valeur de passage, cet argent est accaparé dans son parcours pour financer des surpaiements massifs.

Au lieu de rester sain, c'est-à-dire un moyen d'échange, il est dénaturé par l'avidité de ses possesseurs qui en profitent pour le faire fructifier, en fait pour le multiplier par tous les moyens, par des taux d'intérêts léonins notamment, donc sans proportion avec le service rendu, ce qui est la caractéristique de la monnaie folle. Cette masse d'argent s'enfle alors comme un cancer dans les mains d'un petit nombre de gens abusivement riches et qui ne tiennent pas à s'en voir déposséder.

Le malheur est qu'il n'existe pas de limite à l'extension de la propriété et que celle-ci s'est enflée au point de provoquer une crise sans précédent.

Nos sociétés civilisées souffrent plus encore que les anciennes de l'hypertrophie du droit de propriété.

Et comme la propriété de l'argent donne le pouvoir de gouverner le monde, quand on a compris cela, on a tout compris. Il n'y a pas de contre-pouvoir au pouvoir de l'argent.

Partis à la recherche de la cause fondamentale du chômage, chômage dont nous avons démonté le mécanisme, cette cause maintenant nous la connaissons, éclatante et redoutable : cet énorme déséquilibre de l'échange, base même de l'économie, ce déséquilibre qui engendre d'immenses fortunes face à d'immenses misères alors que s'interpose entre les unes et les autres un barrage étanche que les premières défendent à outrance.

Le premier correctif à cette maladie, correctif naturel, l'inflation, est combattu par les possesseurs

d'argent comme la peste, car, à elle seule, elle fait fondre la valeur indue de tout cet argent dans les mains mêmes qui ne veulent pas le lâcher. En gagner toujours, toujours plus, et pour le conserver sacrifier les intérêts des entrepreneurs et salariés qui le font naître, recourir à toutes les techniques pour se passer des hommes alors que la vocation essentielle des techniques est d'aider les hommes, voilà le chemin de perdition qu'un égoïsme généralisé nous fait prendre.

Egoïsme généralisé et qui se retourne contre lui-même car il est autodestructeur comme un cancer se détruit en détruisant l'organisme qu'il envahit.

Un égoïsme intelligent ne peut être que généreux.

C'est là un paradoxe que les puissances financières devraient comprendre alors qu'elles sont en train de préparer leur écroulement en stérilisant la source même de leurs revenus, le travail des autres. Mais l'intelligence est encore chose la moins bien partagée. Or quand on sait qu'il n'y a que deux moteurs à l'évolution, qu'elle soit biologique, sociale ou économique : la souffrance ou l'intelligence, et qu'il nous manque par trop cette dernière, on frémit en pensant à ce qu'il faudra de peines, de révoltes et même de sang pour en arriver à établir entre les hommes une saine répartition de l'argent, fruit du travail fourni ou du service rendu.

Pour bien comprendre, revenons une dernière fois à notre chère île où ne vit qu'une seule famille que dans notre générosité nous supposerons nombreuse.

Grâce à la spécialisation, grâce à un équipement perfectionné chacun produit en une heure ce qu'il mettait jadis une journée à produire. Dans une famille les biens étant communs, chacun disposera de plus de temps pour faire autre chose : des travaux nouveaux dans l'intérêt de tous puisque tout est en commun, des travaux aussi à vocation personnelle, tels les études et les arts, un confort plus poussé, une vie intellectuelle plus élevée, des loisirs renouvelés... Qui s'en plaindrait ?

Supposons maintenant que dans cette île, vivent un certain nombre de familles. Grâce à la spécialisation, grâce à des appareils modernes, l'échange étant équilibré, la même évolution favorisera toute la population.

Mais si les moyens de production appartiennent à une petite minorité qui détournera l'échange à son profit, c'est cette minorité de privilégiés qui va récolter tout le bénéfice de leur amélioration. N'ayant plus besoin de main-d'œuvre, elle va condamner les autres au chômage.

Que va-t-il alors se passer ?

La situation devenant intenable, les exclus ayant la force que donne le nombre vont se révolter.

En face de fortunes de plus en plus colossales, en face d'un niveau de vie somptuaire, ces privés de ressources, ces humiliés, ces parias, ne pourront que descendre dans la rue, et parce qu'ils sont foule et qu'une foule a un coefficient mental plus bas que la moyenne des coefficients mentaux de chacun de ses membres, il est à craindre que cette révolte entraîne toutes sortes d'injustices et de violences. Lisez l'histoire des révolutions quand il s'agit de sociétés. Lisez l'histoire des guerres quand il s'agit de nations.

Pour freiner ce danger, car les égoïstes ne sont pas tous des imbéciles, on laisse distribuer aux chômeurs un peu de l'abondance des possédants, mais juste ce qu'il faut pour qu'ils ne se révoltent pas. Et encore s'arrange-t-on pour faire peser le plus gros de cette charge sociale sur les travailleurs eux-mêmes, qu'ils soient petits entrepreneurs ou salariés, alors qu'un minimum de justice voudrait que cette charge sociale dont tout le monde peut être bénéficiaire soit assumée par tous, chacun dans la proportion de ses moyens.

Mais les exclus, n'étant pas tous des imbéciles non plus, n'en resteront pas pour autant indéfiniment à devoir mendier les miettes des possédants. Inéluctablement, n'ayant pas d'autre issue, ils se révolteront.

Balayons ici une objection qui est souvent présentée et qui en a trompé plus d'un, l'auteur de ce livre compris.

Le "capitaliste", grâce à ses machines, peut se passer d'ouvriers mais il ne peut pas se passer de

clients.

Faux. La minorité des possédants pourrait très bien exterminer cette majorité d'exclus et continuer à vivre de ses propres produits fabriqués pas des machines performantes. Autrement dit, elle peut vivre en circuit fermé.

Ce sera d'ailleurs exactement le cas des vaisseaux spatiaux subvenant à tous les besoins de leurs habitants, y compris leurs activités intellectuelles et leurs loisirs.

Les exclus peuvent disparaître, le "capitaliste", s'il est cynique, s'en moquera totalement. Il y verra même la disparition d'une menace.

Or, si l'évolution actuelle se poursuivait, la société en arriverait à se partager en deux castes : les nantis, minorité profitant de leur richesse et de tous les progrès et la multitude des parias s'enfonçant dans leur misère et leur retard intellectuel, avec comme aboutissement une réaction explosive qui éliminerait les neuf dixièmes de l'humanité comme le furent en masse des espèces entières au cours des temps paléontologiques, sans même qu'elles aient eu besoin d'appeler l'aide d'un astéroïde.

Comme cette évolution extrême est tout de même difficile à croire, le chemin que prend en ce moment l'humanité est la traditionnelle révolte, seul moyen d'obliger les possédants à une meilleure distribution du travail par la réforme d'un système économique où l'échange sera plus équilibré.

Mais comme une nation ne peut réaliser seule pareille réforme, à défaut d'intelligence chez les gouvernants, tout au moins chez les plus influents, cette révolte ne pourra être que générale, c'est-à-dire internationale. Internationale ? On fait renaître ici un vieux démon.

Où en sommes-nous de ce processus aujourd'hui ?

La puissance des machines multipliée par les progrès de l'informatique permet une abondance de production dont le produit financier n'est pas redistribué, ce qui aboutit à une réduction de cette production qui se réserve à ceux-là seuls qui ont les moyens de l'acheter, d'où chômage, phénomène qui, si on n'en supprime pas les causes, ce qui n'est pas facile, ne peut que s'amplifier.

Ainsi l'argent se concentre de plus en plus sur une minorité restreinte de gens fortunés, reléguant au rang d'assistés, ou de non-assistés, un nombre de plus en plus grand de citoyens dans un pays, comme un nombre de plus en plus grand de pays dans le monde.

Tout comme l'accumulation du sang dans un seul organe au détriment des autres produits un œdème dont l'organisme entier peut périr, si le mouvement actuel se poursuivait, l'humanité en arriverait très vite, en toute légalité, preuve que les lois régissant l'économie sont mal faites, à une de ces situations intenable qui ne se dénouent que par une révolution.

L'inflation peut nous accorder un délai de grâce. Nous savons en effet que l'économie est un être vivant qui réagit. Mais encore faut-il que ceux qui ont prise sur elle la laissent réagir. Or on accuse l'inflation de tous les maux. On nous fait jouer chaque mois aux indices comme si supprimer artificiellement la fièvre supprimait le mal, alors que le seul indice valable est celui du chômage.

Bloquer l'inflation par des moyens artificiels au lieu d'en combattre les causes ne fait que hâter la fin d'une société.

Quand nous voyons des gouvernants se féliciter devant une monnaie artificiellement forte : inflation nulle au prix de trois millions de chômeurs, il y a vraiment de quoi pavoiser. Sont-ils sincères ou nous jouent-ils la comédie ?

Faisons-leur la grâce de les croire, certains du moins, embarqués comme tant de gens dans la même erreur, erreur particulièrement grave lorsqu'elle touche des esprits sincères et généreux.

On comprend pourquoi cette fiction a la vie dure : oui, ce sont les grands groupes financiers qui ont le pouvoir réel, un pouvoir silencieux mais efficace, celui de l'argent, pouvoir occulte auquel obéissent, sans même s'en rendre compte, gouvernants, banquiers, médias, économistes, et qui, répétons-le, ne tiennent pas à voir leur argent fondre entre leurs mains.

Et personne ne peut rien contre ce mensonge qu'on fait avaler, sans qu'ils s'en rendent compte non plus, aux gens de la rue. Personne n'y pourra rien jusqu'à ce qu'une révolte en masse fasse partout



sauter un système économique féodal devenu partout intenable.

On peut alors se demander quelle casse il faudra encore pour que l'humanité comprenne que l'égoïsme primitif joue maintenant contre elle. Si elle veut survivre, elle doit ériger un système économique qui ne sera pas plus bâti sur l'égoïsme libéral anarchique que sur la contrainte. Le communisme, tel que les dictatures ont voulu l'imposer par la force, n'a engendré que tyrannie et pauvreté.

Or le régime communiste est bien le meilleur régime qui soit. Mais il suppose tous les citoyens, tous les groupes de citoyens, tous les corps constitués animés d'une vertu exemplaire. Faire cohabiter généreux et rapaces, travailleurs et profiteurs, c'est mettre moutons et loups dans la même bergerie. Les lois seront bien impuissantes à obtenir de tous les gens un travail désintéressé au premier degré même si ce travail aboutit au second degré au bien de chacun. A son niveau actuel d'évolution, l'homme ne se meut encore que sous l'aiguillon du besoin, et du besoin rapproché, sinon immédiat. A trop compter sur la perfection des gens, on court à la catastrophe. Les hommes étant les hommes, pour obtenir une mise en commun coûte que coûte, il faudra employer la contrainte.

Ainsi l'idéal utopique engendre la tyrannie.

Le communisme imposé par la force est à la libre solidarité économique ce que le viol est à l'amour. Ce fût là son erreur mortelle.

Solidarité : "Sentiment de la dépendance mutuelle entre les hommes, qui fait que les uns ne peuvent être heureux et se développer que si les autres le peuvent aussi".

Cette définition du dictionnaire propose clairement un idéal aux générations futures.

Nous venons à peine de prendre conscience que nous ne formons qu'une seule humanité sur notre boule bleue qui se meut dans des espaces sans fin. Aujourd'hui le champ est ouvert sur un territoire immense où l'homme sera libre de donner toute sa mesure. "Il n'y a qu'une seule humanité face à l'univers".

Mais il ne faut pas se faire d'illusion. Nous sortons à peine de notre ère préhistorique, encore frustrés dans nos mentalités de prédateurs et de gibier.

Or, si le diagnostic est clair, la mise en œuvre des moyens de guérison n'est pas simple.

Comme tout s'arrangerait si une puissance céleste ordonnait du haut de l'espace avec une voix de tonnerre que tout dépassement de fortune de plus de "n" millions de francs par personne serait redistribué sous peine de mort naturelle immédiate. Alors oui, partout dans le monde les chômeurs se remettraient au travail et, les techniques jouant alors au bénéfice de tous, l'humanité serait vite en mesure de commencer sa véritable histoire.

Mais attendez-vous vraiment pareille intervention ?

Ne serait-il pas alors préférable, pensez-vous, de faire appel à l'entraide volontaire générale ?

Pour vous en rendre compte, essayez donc de demander par exemple à cet homme très riche de partager un peu de sa fortune avec le chômeur en fin de droits qu'il croise dans la rue et vous verrez comment vous serez reçu.

Que dire alors des grands groupes financiers dont la bonne gestion consiste essentiellement à capter la moindre parcelle de profit. Chez ces dinosaures, tour à tour en alliance ou en conflit en fonction uniquement de leurs intérêts, y a-t-il place pour un sentiment humain ?

Etant ainsi fait qu'au stade actuel de son évolution mentale plus il possède, plus il veut posséder, l'homo simplex ne consentira au partage que s'il y est obligé, obligé soit par la force cruelle de l'économie anarchique, soit par la force démocratique des lois.

La première est celle de la souffrance : inflation pour commencer, encore assez peu douloureuse, si toutefois on la laisse jouer, puis, les puissances d'argent ne voulant rien céder, manifestations, révoltes, et finalement violence engendrée par la misère des démunis, violence à laquelle s'opposera celle des repus, et cela continuera jusqu'à ce qu'en fin de comptes s'établisse par la force des choses un ordre nouveau.

C'est la voix de l'évolution naturelle, système qui marche mais à quel prix ! Combien de millénaires de carnages et d'éliminations leur a-t-il fallu consumer pour que des espèces parviennent à se doter de la régulation du sang à température constante et ainsi à prospérer sur toute la surface du globe ?

L'autre force, autrement plus efficace parce qu'elle court-circuite tous ces maux, est celle de l'intelligence laquelle peut, seule, arriver directement par des lois vraiment humaines à construire un système de régulation économique ayant pour but le bien de tous.

Les nations où l'argent, cessant d'être un obstacle, jouera pleinement et sans entrave son rôle d'échange, connaîtront une prospérité telle qu'elles domineront toutes les autres.

Cet ordre nouveau ne peut reposer que sur le couple indissociable générosité-intelligence. Il ne s'agit pas là de morale mais d'économie. Que les deux se rejoignent ne manque pas d'inciter à la réflexion. La morale n'est pas aussi gratuite qu'on a bien voulu le dire.

Mais cela ne se fera qu'au prix d'un travail long et difficile pour changer les mentalités et les lois.

Les mentalités qui orientent les voix des électeurs vers les candidats les plus propres à les satisfaire se façonnent d'après les informations et les opinions que leur perfusent les politiciens, les économistes et surtout les médias. Or qui paie les uns et les autres, directement ou par administrations interposées, sinon ceux qui disposent de la puissance de l'argent ? Partout l'argent gouverne, ouvertement ou en silence, partout on lui obéit, consciemment ou non, même en se targuant d'indépendance, partout il fera tout pour se conserver, se multiplier, et, si on menace sa tyrannie, partout il résistera à outrance.

Les lois, elles, sont votées par des élus, lesquels ne sont élus que s'ils se font connaître, donc que s'ils peuvent gravir les degrés de la notoriété, ce qui ne va pas le plus souvent sans force dépenses. Il est bien naturel qu'au fur et à mesure de leur ascension ils cultivent de bons rapports avec ceux qui détiennent de puissants moyens financiers.

Or qui détient ces puissants moyens financiers ? Ceux qui précisément ne veulent pas les lâcher.

Tout ceci est bien naturel. Comment pourrait-il en être autrement ? Mais alors comment faire pour remuer le poids d'un système aussi solidement ancré un peu partout dans le monde ? C'est le comportement entier d'une société qu'il faut changer, une évolution sans précédent.

Mais aussi long, aussi dur que soit le chemin, il faudra bien par la force des choses qu'on en arrive à cet ordre nouveau où l'argent sera ramené à sa vraie place, celle d'un serviteur relayant fidèlement le travail de tous les hommes.

Il faudra bien qu'on y arrive si on veut que l'humanité sorte de sa barbarie, réalise son unité et commence enfin à répondre à la chance incommensurable que lui donne la vie sur sa planète bleue, sa seule demeure dans l'univers encore pour longtemps.

Mais que de barrières à renverser ! Quel chantier à entreprendre ! Pour le moment le plus urgent est d'ouvrir les yeux aux populations abusées. Il est des vérités qu'il faut crier si on veut qu'on les entende.

**LA PENSEE UNIVERSELLE**

**Dépôt légal : 1er trimestre 1982**

**N° D'éditeur : 4699**

**N° D'imprimeur : 692**

**© Tous droits de reproduction réservés pour tous pays**

---